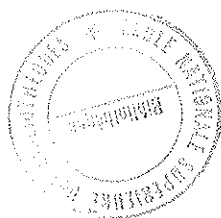


ESPERANZA RASQUIN

COURS POST-UNIVERSITAIRE
POUR LA FORMATION DE SPÉCIALISTES
DE L'INFORMATION ET DE LA DOCUMENTATION SCIENTIFIQUES

ETUDE PRELIMINAIRE SUR L'ETABLISSEMENT
D'UN CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION
EN MATIERE DE BREVETS AU VENEZUELA



1977-1978

CM 12.
12-68
F

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION GENERALE	4
1. LES DIFFERENTES PARTIES ESSENTIELLES D'UN BREVET	6
1.1. Mémoire descriptif ou description	6
1.2. Revendications	6
1.3. Dessins	6
2. LES BREVETS COMME SOURCE D'INFORMATION TECHNIQUE	7
2.1. Caractéristiques des brevets en tant que source d'information technique	11
2.2. Avantages	11
2.3. Limites	14
3. LE REGISTRE DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE VENEZUELIEN	15
3.1. Notion de Propriété Industrielle	15
3.2. Evolution historique	17
3.3. Structure	19
4. CONCEPTION D'UN CENTRE	20
4.1. Objectifs du Centre	20
4.2. Infrastructures et formation	21
5. CATEGORIES D'UTILISATEURS ET LEURS BESOINS POTENTIELS	22
6. ORGANISATION DU CENTRE	26
6.1. Fichiers des brevets vénézuéliens	26
6.1.1. Fichier alphabétique	26
6.1.2. Fichier matières	28
6.2. Bibliothèque technique	29
7. LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE DES BREVETS (IPC)	30

8. ORGANISMES INTERNATIONAUX	32
8.1. Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Genève.	32
8.2. Institut International des Brevets (IIB) devenu Direction de la Recherche à l'Office Européen des Brevets. La Haye.	34
8.3. Centre International de Documentation sur les Brevets (INPADOC). Vienne.	36
9. ORGANISMES NATIONAUX	38
9.1. Office de Brevets du Danemark	38
9.2. Registre de la Propriété Industrielle espagnol	41
9.3. Institut National de la Propriété Industrielle en France (INPI)	42
CONCLUSIONS	44
BIBLIOGRAPHIE	46
ANNEXES	48

INTRODUCTION GENERALE

L'information technique contenue dans les brevets est une des sources les plus importantes d'information dans le domaine de la science et de la technologie. L'implantation d'un Centre d'Information et de Documentation requiert un projet complexe, basé sur les nécessités spécifiques au pays en question. Ces nécessités devraient être en corrélation avec celles établies à l'échelle internationale dans le but d'assurer le meilleur transfert de l'information (comme cela se fait dans d'autres pays, pour les brevets par exemple).

Dans le présent travail, je me propose de faire une étude préliminaire de ce que pourrait être un Centre d'Information et de Documentation en matière de brevets au Vénézuéla, au sein du Registre de la Propriété Industrielle, organisme fonctionnant comme office récepteur de ce type de documents dont l'importance augmente chaque jour par la contribution, entre autres, à l'enrichissement de la technique.

Etant donné qu'un tel organisme existe déjà, l'effort visera donc à pouvoir établir un Centre de ce genre dans le domaine des brevets. Sa fonction consisterait essentiellement à organiser l'information technique par rapport à l'état de l'art de la technologie et à la fournir aux organismes d'Etat liés à la problématique scientifique et technique du pays, de même qu'à l'industrie et aux autres usagers. On fournirait l'information sur les brevets et sur d'autres données telles que les titulaires des droits, l'actualité des brevets, les différentes technologies dans un même domaine technique, et les éventuelles copies de la documentation demandée.

Chaque aspect comporte une importance en tant qu'élément faisant partie d'un tout. Pourtant, étant donné qu'il s'agit d'établir un Centre d'Information et de Documentation en matière de brevets, les aspects "Brevets comme source d'information technique" d'une part, et

celui de "l'Organisation" proprement dite d'autre part, constituent le grand support de ce tout auquel je faisais allusion. La documentation sera la base de l'organisation des fonds documentaires "brevets" ainsi que ceux "non brevets", puisqu'il est prévu aussi la possibilité d'avoir une bibliothèque technique.

La Classification Internationale des Brevets (IPC) sera le critère de classement de ce type de documents. Elle permettra à la fois une localisation immédiate des documents par secteurs techniques à travers une référence à la matière dont ils traitent, et aussi l'échange international, comme suite à la Table Ronde sur l'établissement d'un Service Latinoaméricain de Données sur la Propriété Industrielle et le Transfert de Technologie, tenue à Bogotá du 11 au 13 juillet 1977 (voir annexe I).

Il est important de noter que ce travail traitera principalement de la documentation sur les brevets en tant que sources d'information technique, et non pas de son rôle comme source d'autres types d'information (juridique par exemple).

La nature plus spécialisée des brevets par rapport à d'autres véhicules de transmission technique fait qu'ils sont moins connus, de là la nécessité de partir d'un examen de leur étendue pour déterminer avec justesse et précision la contribution que ce genre d'information peut offrir aux pays en voie de développement, avant tout pour faciliter l'accès aux progrès scientifiques et techniques modernes, pour promouvoir la transmission de cette technologie, et finalement pour contribuer à la création d'une technologie adaptée aux pays en voie de développement dans la forme et selon des modalités convenant mieux à leurs économies.

1. LES DIFFERENTES PARTIES ESSENTIELLES D'UN BREVET

Le brevet comporte un plan établi par une réglementation qui varie plus ou moins selon les pays. Pour le Venezuela, une demande de brevet doit obligatoirement comporter les parties suivantes :

1.1. Mémoire descriptif ou description (en double exemplaire), exposition détaillée et complète de ce que l'on désire garantir.

La description explique l'invention, indique "l'état de la technique", c'est-à-dire ce qui était déjà connu avant de faire l'invention, décrit le progrès que représente une telle invention et donne une information générale.

1.2. Revendications (en double exemplaire), c'est-à-dire les parties que l'inventeur considère de son exclusive propriété.

En général, les revendications déclarent en langage précis ce qui est essentiel dans l'invention ; plus exactement, elles définissent l'innovation pour laquelle on demande garantie.

1.3. Dessins (en double exemplaire) d'une grandeur convenant à l'objet que l'on désire faire breveter.

Les dessins rendent le document plus intelligible. Ils figurent pratiquement dans tous les exemplaires de brevets à l'exclusion de ceux concernant les préparations chimiques.

(Voir annexe II : 4 exemples de brevets vénézuéliens).

2. LES BREVETS COMME SOURCE D'INFORMATION TECHNIQUE

Avant de commencer ce petit exposé sur les brevets en tant que source d'information technique, nous jugeons nécessaire de parler un peu des différentes sources d'information technique. Nous pouvons le faire d'après une classification qui peut être flexible, étant donné qu'il existe des documents ou sources d'information qui peuvent être classés selon leur spécificité.

"Ces sources d'information, nous pouvons les classer dans deux catégories, à savoir :

- les sources d'information primaires,
- les sources d'information secondaires.

Il est indispensable de préciser que, dans le cas de l'information scientifique, on parle de documents tandis que dans celui de l'information technique, on parle de sources. Cette dernière, en effet, n'est pas contenue, dans la plupart des cas, dans les documents. Nous pouvons donc dire que les sources primaires d'information technique sont celles qui recueillent les résultats immédiats de la recherche technique, ceci d'autant plus que leur grande diversité fait qu'elles se différencient de l'information scientifique.

Bien que l'information scientifique soit susceptible d'être transmise de personne à personne, il est courant de la transcrire dans des documents du fait de la moindre confidentialité de cette information par rapport à l'information technique ; celle-ci, en effet, par les coûts et les bénéfices inclus dans son utilisation, comporte un caractère plus confidentiel.

Une fois fait cet éclaircissement, nous pouvons mentionner quelques sources primaires pour la recherche d'information technique :

a) Les entreprises productrices de biens et de services

Elles constituent la source d'information la plus importante, en tant que génératrices de technologie, ce sont donc elles qui fournissent l'information la plus adéquate sur la technologie en question.

b) Les entreprises conseils

En fonction de l'expérience accumulée, quelques-unes de ces entreprises ont créé des technologies constituant quelquefois des sources primaires d'information.

c) Les rapports techniques

Dans la plupart des cas, les rapports techniques définissent de manière brève l'objet et les résultats d'un projet de recherche ainsi que sa possible utilisation et ses divers domaines d'application.

d) Les publications périodiques

Quoique ce type de sources revête plus d'importance dans le domaine de l'information scientifique, quelques publications contiennent une information directe à l'égard des recherches technologiques et ont une importance particulière pour la définition de "l'état de l'art".

e) Les normes techniques et leurs spécificités

f) Les centres de recherche

g) Les brevets

Les brevets, dont nous parlerons par la suite, représentent aussi une source d'information technique par ce qu'ils apportent en outre à l'enrichissement de la technique.

En ce qui concerne les sources secondaires d'information, nous pouvons dire qu'il s'agit de celles qui résultent du traitement analytique et systématique de l'information contenue dans les sources primaires. Dans cette catégorie, on peut inclure :

- a) Les index et revues de résumés ;
- b) Les catalogues des fabricants des équipements et machines ;
- c) Les catalogues des fournisseurs des produits et matières premières ;
- d) Les publications se rapportant aux prix des produits et matières premières ;
- e) Les publications des statistiques du commerce extérieur ;
- f) Les publications des statistiques de production ainsi que des statistiques sur les aspects généraux de cette production ;
- g) Les bibliothèques, les centres de documentation et d'information ;
- h) Les banques de technologies ;
- i) Les catalogues de publications périodiques." (1)

Concernant les brevets, au sens large, "une étude en profondeur de l'état de la technique donnera une idée appropriée de cet état au niveau mondial" (2) ; au sens restreint, de l'état de la technologie au niveau national.

(1) CONICIT. Algunas consideraciones sobre la información tecnológica y la negociación de tecnología. Caracas (multigr.), 1976.

(2) Ibid.

A propos de cette étude, l'expression "documents de brevets" est employée pour comprendre : brevets d'invention, certificats d'inventeur, certificats d'utilité, modèles d'utilité, brevets ou certificats d'addition et leurs demandes respectives publiées. Dans ce contexte, "publiées" signifie "mises à la disposition du public au moyen de multicolopies imprimées ou ouvertes à l'inspection du public".

Dans la documentation employée par les offices de brevets, figurent non seulement les brevets mais aussi certains documents non relatifs aux brevets (3) qui sont nécessaires pour réaliser les recherches et examiner les demandes de brevets.

Les brevets fournissent une information technique car ils décrivent des inventions pertinentes (ou de prétendues inventions) en accord avec les exigences actuelles de la loi sur les brevets, et parce qu'ils indiquent la nouveauté et l'activité inventive par rapport à l'état actuel de la technique. Les inventions susceptibles d'être brevetées doivent avoir des applications industrielles, autrement dit l'invention doit se situer dans le domaine des réalisations industrielles. Les brevets accordés par plusieurs pays contiennent des références à d'autres brevets ou à des documents non relatifs aux brevets mais que l'on estime appropriés pour évaluer la nouveauté de l'invention.

La plupart des législations exigent que la description soit suffisamment claire et complète pour que d'autres personnes, qui maîtrisent la technique, puissent utiliser l'invention : de nombreuses législations sur les brevets exigent que soit précisée la meilleure méthode d'utilisation de l'invention.

(3) Par documents non relatifs aux brevets, on entend les articles parus dans des publications, journaux et documents techniques qui décrivent ou divulguent de nouvelles méthodes, des processus et techniques de fabrication, de nouveaux dispositifs et matériaux, ainsi que leurs applications. Ils se révèlent indispensables pour la recherche dans les offices de brevets.

2.1. Caractéristiques des brevets en tant que source d'information technique

Les principales caractéristiques des brevets comme source d'information technique peuvent se résumer de la manière suivante :

a) Les brevets contiennent la description des inventions, les éventuels dessins mentionnés dans la description, et les revendications dans lesquelles on définit la portée des nouveaux éléments non évidents.

b) Ils se trouvent identifiés au moyen de quelques données bibliographiques, avec inclusion des numéros de série et au moins un symbole de classification pour chaque document.

c) Le nombre moyen de pages de chaque brevet oscille entre 8 et 10 ; cependant quelques brevets ont un nombre considérablement supérieur de pages.

d) Pour les inventions plus importantes, on a l'habitude de faire des demandes de brevets dans plusieurs pays (4), demandes qui doivent être présentées dans les langues respectives de ces pays. Les documents relatifs à ces inventions peuvent généralement se trouver dans les différentes langues avec le même ou virtuellement le même (5) contenu technique.

2.2. Avantages

Les avantages des brevets comme source d'information technique sont les suivants :

-
- (4) Approximativement 70% de toutes les demandes sont "enregistrées" dans un pays ; les 30% qui restent le sont dans six pays environ.
- (5) On dit "virtuellement" parce que les formalités prévues par les différentes législations ne sont pas uniformes.

a) Ils portent des "symboles de classification". Afin de maintenir les fonds de recherche et de réaliser des recherches sur l'état de la technique, les offices de brevets classent ces brevets selon les domaines techniques reliés à leur contenu. Il existe différents systèmes de classification nationale. Pourtant on a établi une Classification Internationale des Brevets (IPC) grâce à un accord intergouvernemental qui est appliqué actuellement au moins dans 40 offices de brevets. Cette classification permet la récupération des brevets qui appartiennent à un domaine déterminé de la technologie.

b) Les brevets portent une date de laquelle on peut tirer des conclusions sur l'ancienneté d'une invention, et d'après laquelle on peut savoir si l'invention décrite a une garantie légale. Si ces inventions ne sont pas légalement protégées, elles peuvent être utilisées sans l'assentiment de celui qui possède le brevet.

c) Les brevets ont une présentation relativement uniforme par rapport à la composition et aux données bibliographiques, et ont souvent des dessins explicatifs. Les revendications indiquent quelle peut être l'essence de l'invention. Etant donné que la description doit être telle que le spécialiste puisse réaliser l'invention en ayant comme base les documents constituant le brevet, sa réalisation est toujours évidente en théorie mais aussi dans la pratique.

d) Les brevets donnent une information technique parce qu'ils indiquent la nouveauté et l'activité inventive par rapport à l'état actuel de la technique. Ils sont donc une source d'information non seulement sur ce qui est nouveau (l'invention), mais aussi sur ce qui est déjà connu et, dans de nombreux cas, ils donnent un résumé historique du progrès technique dans le domaine auquel ils sont relatifs.

e) Ils fournissent l'information avant d'autres sources documentaires d'information, telles que les revues techniques. Ainsi, dans les quelques pays où se font des demandes d'inventions importantes, les documents sont vite publiés (entre 1 et 3 mois après l'enregistre-

ment de la demande dans le pays, 18 mois après la demande dans n'importe quel autre pays). Cette publication a pour but de compenser le long retard dans l'examen des demandes. Le public doit avoir accès aux inventions dans un délai raisonnable.

f) De nombreux brevets comportent un résumé. Les résumés donnent une idée générale du contenu du document en quelques minutes, en tout cas en beaucoup moins de temps que si l'on lisait le texte en entier.

g) Les brevets qui appartiennent à la même "famille" (6) existent souvent dans plusieurs langues. Le lecteur peut choisir le document dans la langue qui lui est la plus familière.

h) Les brevets indiquent le nom et l'adresse du demandeur, du receveur et de l'inventeur, ou tout au moins de l'un ou l'autre d'entre eux. Ces indications permettent à une personne susceptible d'exploiter l'invention de prendre contact avec les personnes concernées afin d'examiner dans quelles conditions elle pourrait être autorisée à le faire.

i) Les brevets appartenant à une subdivision déterminée de la classification rassemblent un nombre tout à fait considérable d'informations généralement techniquement avancées dans le domaine couvert.

j) Les brevets contiennent souvent une information qui ne serait pas divulguée à travers des articles ou des revues, puisque cette information n'est publiée qu'en considération de la protection légale qui lui a été conférée.

k) Les brevets fournissent souvent non seulement des informations relatives à l'utilité générale de l'invention, mais aussi une information détaillée sur la possibilité de son application pratique dans l'industrie.

(6) Les brevets publiés dans différents pays mais concernant la même invention sont considérés comme une "famille de brevets".

1) Le coût élevé de la procédure administrative (classification des brevets contenus dans les fonds de recherche, mise à jour du système de classement, etc.) est généralement pris en charge par les offices de brevets eux-mêmes, mais est parfois directement supporté par l'Etat, au Vénézuéla par exemple.

2.3. Limites

Les avantages précédemment mentionnés sont généralement réels, mais ne le sont cependant pas toujours.

Lorsqu'un office a examiné et accordé un brevet, cela ne constitue pas une garantie que l'invention est absolument nouvelle. D'ailleurs, la question de savoir si l'invention est telle que, dans la pratique, son utilisation soit économiquement rentable, ne peut se résoudre sans une expérimentation dans le domaine technique auquel elle se réfère, surtout si l'invention ou le domaine technique est très complexe. Même des experts hautement spécialisés dans le domaine peuvent s'exposer à commettre des erreurs au moment de juger la question. Il est bien clair que l'information purement technique contenue dans les brevets a très souvent besoin d'être complétée par une information d'une autre nature (commerciale ou économique, par exemple).

Bien que les brevets doivent être décrits de telle sorte qu'ils permettent la réalisation de l'invention, il sera souvent moins cher et plus rapide, dans la pratique, de l'exécuter avec la coopération de l'inventeur (par exemple en obtenant ses connaissances techniques et ses plans au moyen d'un contrat).

Dans la plupart des domaines de la technique, presque toutes les inventions importantes font l'objet de demandes de brevets ; pourtant cela n'est pas toujours le cas. De plus, la nouvelle technologie n'est pas obligatoirement assez inventive pour être susceptible d'être brevetée.

L'énorme masse de brevets publiés et en cours de publication est considérée comme un obstacle pour leur exploitation en tant que source d'information.

3. LE REGISTRE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE VENEZUELIEN

3.1. Notion de propriété industrielle

La propriété industrielle est un ensemble de droits qui ont pour caractéristique commune de conférer un monopole à leurs titulaires. Les principaux droits de propriété industrielle sont : les brevets, les marques, les dessins et les modèles.

Les droits de la propriété industrielle constituent donc, au profit des industriels et des commerçants, des instruments de protection et de valorisation :

- soit des "signes distinctifs" qu'ils utilisent pour désigner leurs produits ou leurs services (marques),
- soit des "créations nouvelles" à caractère industriel dont ils sont à l'origine (inventions, dessins et modèles).

La propriété industrielle est un moyen d'assurer une concurrence loyale entre les entreprises. Elle leur impose, en effet, le respect des droits qui constituent une partie importante de leur patrimoine respectif.

Les droits de propriété industrielle renforcent la position concurrentielle des entreprises qui en sont titulaires, dans le cadre de leurs relations commerciales et industrielles.

Au Vénézuéla, les droits de propriété industrielle ne peuvent être acquis qu'à travers le Registre de la Propriété Industrielle, office placé auprès du Ministère de l'Industrie et chargé de tout ce qui concerne ce domaine. Cependant il est important de noter qu'actuellement, lorsqu'un brevet a été accordé, la difficulté réside dans l'absence d'une bonne organisation des fonds documentaires en matière de brevets, qui puisse permettre une localisation rapide des documents "brevets" et "non brevets", ces derniers étant nécessaires pour faire des recherches. Un autre aspect à considérer est le fait que, bien que les usagers soient renseignés et qu'il soit répondu à leurs questions, il n'existe pas une unité d'information et de documentation spécialisée qui permette, d'une part l'organisation des fonds documentaires en matière de propriété industrielle (brevets) suivant un critère de classement qui facilite avec la moindre perte de temps la récupération des documents, et, d'autre part, la satisfaction, au moyen d'instruments d'information technique, des différents besoins des usagers. L'information technique comme telle comprend, en fonction de son contenu, trois champs :

- L'importation de technologie,
- Les besoins et la capacité technologique,
- Les données techniques.

Dans le cas de négociation sur l'importation de technologie, on peut distinguer trois types d'information :

- . Les données sur l'investissement à l'étranger et les contrats de licence de technologie ;
- . Les données sur les prix d'importation des équipements, matières premières et produits intermédiaires, les prix d'exportation des produits avec une technologie importée, et les prix internationaux de tels matières premières et produits ;
- . L'information relative à la propriété industrielle.

Par l'information sur la propriété industrielle, on trouve un élément d'appui très important pour la négociation : la connais-

des brevets et des marques enregistrés et accordés permet un accroissement dans le pouvoir de négociation, d'autant plus que les technologies dépassées, sans rapport entre elles, et non indispensables dans les processus de production tendent à abaisser substantiellement le coût de n'importe quelle technologie qui est objet de négociation.

Voilà pourquoi pouvoir disposer d'une information technique organisée constitue une fois de plus, sans aucun doute, un des recours les plus précieux, car celle-ci représente une aide pour augmenter et améliorer la production des biens de consommation à travers l'adoption des méthodes qui conduisent à une réduction des coûts et des efforts ; d'ailleurs, la connaissance de l'information technique dans la négociation de technologie révèle son importance par la faiblesse de l'acheteur qui négocie en ignorant les propriétés de la technologie qu'il va acheter.

L'information technique est fondamentale dans le processus de négociation de technologie puisque, au fur et à mesure qu'elle s'étend, il y a un abaissement des coûts de cette technologie ainsi qu'une connaissance approfondie des techniques employées.

3.2. Evolution historique

Le Registre de la Propriété Industrielle vénézuélien est actuellement une des Directions du Ministère de l'Industrie et a commencé à fonctionner comme tel immédiatement après la promulgation de la loi de Propriété Industrielle, datée du 2 septembre 1955, et qui est encore en vigueur.

Auparavant ce Registre s'appelait Département de la Propriété Industrielle et Commerciale et fonctionnait auprès de la Direction du Commerce et des Brevets du même ministère.

Les deux grandes branches de cet office, les brevets et les marques, ont des importances et des caractéristiques différentes aussi

légales que fonctionnelles. Ainsi, nous apprenons que la première législation vénézuélienne en matière de Propriété Industrielle date de 1842, lorsque le 21 avril de cette année le Général José Antonio Páez a promulgué la Loi sur les Brevets d'Invention, d'Amélioration et d'Introduction de Nouvelles Branches dans l'Industrie ; cette législation a subi différentes réformes à travers le temps, à savoir :

- Loi du 1er mai 1854, qui déroge celle de 1842, n° 470, sur les Brevets d'Invention et d'Introduction de Nouvelles Branches dans l'Industrie.

- Loi du 4 juillet 1860, qui déroge celle de 1854, n° 866, sur les Brevets d'Invention et d'Introduction de Nouvelles Branches dans l'Industrie.

- Loi du 25 mai 1878, sur les Privilèges d'Invention ou les Découvertes.

- Loi des Brevets d'Invention du 25 mai 1882, qui déroge celle du 25 mai 1878.

- Loi des Privilèges des Industries Inexploitées, du 11 juin 1913.

- Loi des Brevets d'Invention du 9 juillet 1927.

En ce qui concerne les marques, l'évolution chronologique des textes juridiques est la suivante :

- Loi des Marques de Fabrication et du Commerce du 24 mai 1877, avec laquelle débute l'utilisation des normes juridiques des marques :

- . Loi des Marques de Fabrication, du Commerce et de l'Agriculture, du 9 juin 1927.

- . Loi des Marques de Fabrication, du Commerce et de l'Agriculture, du 28 juin 1930.

Au mois d'août 1955, fut soumis à l'avis du Congrès National, un projet de loi qui unifiait les lois sur les Brevets et les Marques en un seul instrument légal intitulé Loi de la Propriété Industrielle et Commerciale. Ce projet devint, le 29 août de la même année, la Loi

de la Propriété Industrielle, mise en application le 2 septembre 1955 et publiée dans la Gazette officielle n° 24.873 du 14 octobre 1955.

Dans cette Loi sont spécifiées en détail les fonctions et les activités à la fois du Registre, de l'Office comme institution à caractère universel, et du fonctionnaire contrôleur de la Propriété Industrielle en tant que chef de cet organisme.

3.3. Structure

Le Registre de la Propriété Industrielle vénézuélien est constitué de la manière suivante :

- 1 Chef (ou contrôleur), personne hiérarchiquement élevée :
"Le contrôleur a le devoir de montrer dans l'Office, à toute personne qui le demande, les livres, index, documents, dossiers et plans existants sans pouvoir toucher aucun émolument par ce travail, ni par la permission accordée aux demandeurs de faire les photocopies souhaitées ..." (7) ;

- 1 Département d'Assistance Juridique ;

- 1 Secrétariat ;

- 1 Division des Marques, celle-ci subdivisée en deux départements, à savoir :

- . 1 Département des Cessions et Renouvellements,

- . 1 Département des Fichiers ;

- 1 Division des Accords Internationaux ;

- 1 Division des Services Généraux, constituée par :

- . 1 Département d'Information,

- . 1 Département de Réception (Fiscal et Ordinaire),

- . 1 Département des Publications,

- . 1 Département des Archives ;

(7) Loi de la Propriété Industrielle, Chapitre V du Registre de la Propriété Industrielle, Article 40.

- 1 Division des Brevets avec son propre département des fichiers.

(Voir annexe III : Organigramme).

"Dans l'Office de la Propriété Industrielle sont tenus séparément les livres mentionnés ci-après :

Livre premier : Pour l'enregistrement des brevets d'invention et d'amélioration ;

Livre second : Pour l'enregistrement des brevets des modèles industriels ;

Livre troisième : Pour l'enregistrement des brevets des dessins industriels ;

Livre quatrième : Pour l'enregistrement des brevets d'introduction ;

Livre cinquième : Pour l'enregistrement des marques, légendes et dénominations commerciales." (8)

4. CONCEPTION D'UN CENTRE

4.1. Objectifs du Centre

Les objectifs du Centre seraient les suivants, à savoir :

a) Organiser et fournir l'information technique sur l'état de la technologie aux organismes d'état liés à la problématique scientifique et technique du pays, aux organismes de recherche de même qu'à l'industrie et aux autres usagers.

(8) Loi de la Propriété Industrielle, Chapitre V du Registre de la Propriété Industrielle, Article 44.

b) Fournir l'information sur les brevets et d'autres données telles que : titulaires des droits, actualité des brevets, différentes technologies dans un même domaine technique.

c) Préparation des rapports sur l'état de la technique.

d) Divulgateion sélective de l'information sur demandes.

e) Aider les usagers moins expérimentés à utiliser l'information technique.

f) Faire des "recherches d'antériorité" sur demandes.

4.2. Infrastructures et formation

Pour atteindre les objectifs ci-dessus mentionnés, il est absolument indispensable de disposer d'un personnel qualifié en tout ce qui concerne la Propriété Industrielle. Néanmoins, dans la plupart des pays en voie de développement, le problème le plus grave, pour les Centres d'information technique, se trouve dans la pénurie de personnel spécialisé et l'absence d'accords institutionnels pour établir l'infrastructure nécessaire destinée à l'acquisition et à l'utilisation de cette information. La formation du personnel peut être obtenue, dans la pratique, au moyen de cours sur le maniement de l'information et des brevets (selon qu'il s'agit de pays développés ou en voie de développement comme le Vénézuéla) avec l'intervention d'experts qui aident à structurer des équipes qualifiées capables de s'établir dans les services d'information et de documentation en matière de brevets. La formation devrait comprendre la motivation des usagers et du personnel par l'apprentissage au moyen d'applications pratiques.

A cette intention, il existe un projet proposé par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) au Conseil National des Recherches Scientifiques et Technologiques vénézuélien (CONICIT).

afin de préparer, dans le pays, le personnel compétent en matière de Propriété Industrielle. Il s'agit de cours à réaliser par des experts envoyés et contrôlés par l'OMPI, selon le programme suivant :

a) Cours sur la classification des brevets et la classification internationale des brevets (3 mois).

b) Cours sur la recherche des brevets et les problèmes connexes, principalement par rapport à la recherche internationale (3 mois).

c) Cours sur "l'examen de nouveauté" et les problèmes connexes (3 mois).

d) Cours sur les marques et leur administration (recherches, examen, classification, enregistrement, etc.) (3 mois).

e) Assistance relative à l'administration générale des services, organisation et coordination de leurs différentes distributions.

D'après l'OMPI, les diverses étapes pourraient se réaliser de manière simultanée ou successive, dans le cas où il s'agirait d'un même groupe de personnes participant aux différentes phases du cours. En conséquence, sa durée dépendrait donc de la manière dont il serait programmé. De toute façon, il est prévu une durée minimum de 3 mois et maximum de 12 mois. L'étape n° 5 pourrait se faire en deux périodes, au début et à la fin du cours.

5. CATEGORIES D'UTILISATEURS ET LEURS BESOINS POTENTIELS

En premier lieu, il est important de noter que pour faire une étude de besoins, il est nécessaire de connaître quels sont les utili-

sateurs potentiels ainsi que leurs besoins concernant les produits documentaires ; ceci représente un aspect que l'on ne peut éliminer car il constitue le point de départ pour savoir quel type de produits on fournira.

Nous allons distinguer deux catégories d'utilisateurs :

- les utilisateurs extérieurs,
- les utilisateurs intérieurs.

L'expérience montre que les utilisateurs extérieurs, dans le domaine de la propriété industrielle, sont :

- les entreprises industrielles nationales privées ou de propriété de l'Etat ;
- les planificateurs d'investissements, les départements et institutions de recherche et de développement ;
- les inventeurs ;
- les autorités gouvernementales.

Leurs besoins potentiels comprennent l'identification, l'état, l'évaluation et la sélection des technologies ; la planification des recherches et des activités de développement ; la connaissance actuelle des nouveautés technologiques ; le matériel de référence ; l'adoption de décisions visant à formuler et à réaliser des contrats de licences.

Tous ces besoins se traduisent par des questions formulées auprès du Centre et les réponses, qui demandent un délai d'attente plus ou moins long selon leur type, sont en somme le résultat d'une recherche et d'un travail intellectuel que l'on appelle des produits.

La nature des besoins des utilisateurs de produits documentaires variera selon qu'il s'agira :

- de réponses à des questions portant sur la législation,

- de réponses à des questions portant sur les recherches d'antériorité,
- du "state of the art",
- des bulletins (lesquels et pour qui), etc.

Le tableau suivant montre les besoins potentiels des utilisateurs de produits documentaires.

Par contre, les utilisateurs intérieurs sont ceux qui travaillent dans une unité d'information et de documentation et qui doivent se servir de toute la documentation existante pour répondre aux questions posées par les usagers. Celles-ci donneront lieu à des produits plus ou moins élaborés selon l'étendue et le niveau du problème. Leurs besoins sont donc liés à l'organisation du fonds documentaire afin de mieux satisfaire ceux des utilisateurs extérieurs. En conséquence, nous pouvons en déduire que ces utilisateurs intérieurs font partie du Centre proprement dit.

Néanmoins, la prévision des besoins pourrait s'appuyer sur des enquêtes par questionnaires et interviews ou sur des groupes de travail, ces derniers appartenant à un échantillon représentatif de l'ensemble des usagers. L'échantillon comprendrait au moins une personne de chaque niveau si, par exemple, le critère "position hiérarchique" est jugé pertinent. La même chose se passera pour d'autres critères tels que le domaine de travail, le type d'activité, l'âge, etc. Que ce soit à travers une enquête par entretien (individuel ou de groupe) ou par questionnaire, "le point principal à retenir sur le plan de la méthode, c'est que les interviewés analysent plus volontiers, parce que cela leur est plus facile et parce que cela les implique moins, leurs comportements que leurs motivations profondes. Les questions posées oralement ou par écrit respecteront les phases nécessaires à la réflexion des personnes interrogées en les menant progressivement de la description de comportements à une introspection plus profonde." (9)

(9) MALLÉN (Marie-Christine). - Une méthode pour l'étude des besoins des utilisateurs : l'enquête par questionnaire. - Le Documentaliste, vol 11. N° 4, Décembre 1974. (166-169)

Utilisateurs extérieurs

Produits documentaires	Utilisateurs	Planificateurs d'investissement, autorités gouvernementales, institutions de recherche.	Industrie	Utilisateurs intérieurs
Réponses à des questions portant sur : - la législation - la doctrine - la jurisprudence en matière de brevets		occasionnelles	nécessaires	nécessaires
Recherche d'antériorité		occasionnelle	fréquente	nécessaire
"state of the art" dans un domaine technologique		nécessaire	occasionnel	nécessaire
Bulletins : - signalétique - analytique - sur la propriété industrielle		non nécessaires	nécessaires (?)	nécessaires (comme instruments de référence)

6. ORGANISATION DU CENTRE

Pour l'organisation du Centre, partons du fait qu'une fois déposée la demande de brevet dans l'office récepteur, celle-ci fait l'objet d'un examen de type formel et légal, dans le but de vérifier si toutes les formalités ont bien été accomplies. En effet, la loi vénézuélienne exige comme condition que l'objet d'un brevet soit nouveau, défini et utile (à tout cela on ajoute qu'il doit être une création).

Ensuite c'est dans le département des brevets que l'on classera les brevets sur la base de la Classification Internationale des Brevets (IPC). Ce classement devra être fait dans une section technique par des techniciens spécialisés dans les différents domaines tels que la chimie, l'électronique, la mécanique.

Une fois les brevets publiés, enregistrés et classés selon la IPC, ils sont envoyés au Centre de documentation où ils feront l'objet d'un traitement documentaire qui conduira à l'établissement de fiches rangées dans des fichiers.

6.1. Fichiers des brevets vénézuéliens

Les fichiers du Registre de la Propriété Industrielle Vénézuélien seront mis à la disposition du public pour faciliter la recherche. Il y aura deux types de fichiers :

6.1.1. Un fichier alphabétique où figurent, présentés par nom de déposant, les résumés des demandes de brevets délivrés au Vénézuéla. Chaque fiche comportera :

- le nom du déposant et/ou du titulaire (10)
- une lettre d'identification (*) qui indique la nature de la demande ou du titre délivré, soit :
 - A : Addition à un brevet
 - B : Brevet
 - C : Certificat d'utilité
 - E : Addition à un certificat d'utilité
- le numéro d'enregistrement national, composé du millésime suivi du numéro d'enregistrement de la demande dans l'année en cours (entre crochets), exemple : 69 00001, 70 00001, 71 00001, etc.
- la date de dépôt de la demande
- le titre de l'invention
- le résumé descriptif d'environ 10 lignes (voir annexe IV : Instructions générales pour la préparation des résumés des brevets).

Cas particulier : Mention priorité. Lorsqu'un brevet a déjà été accordé dans un pays et que son titulaire veut l'obtenir dans un autre, on précise alors le cas de la manière suivante :

Exemple :

2.185.871 (B) [73 18606]. - 22 mai 1973 H 01 r 39/30. - Dispositif de contact électrique pour courants forts et à décroissance rapide du courant - Peter KLAUDY, rep. par Alain Casalonga - Pr. (**) Autriche : 22 mai 1972. n° 4.433/72, au nom du demandeur.

-
- (10) Lorsque le déposant n'est pas l'inventeur, le nom de l'inventeur est précisé comme suit :
 2.185.841 (B) [72 18528]. - 24 mai 1972 H 01 f 27/00. - Circuit magnétique pour transformateur polyphasé (*Invention : René Imbert*).
 - Société anonyme dite : UNELEC, rep. (***) par Paul Bourelly.
- (*) La lettre d'identification entre parenthèses.
- (**) Pr. est l'abréviation de Priorité.
- (***) Rep. est l'abréviation de Représenté par.

Fiche type du fichier alphabétique

Nom du déposant et/ou du titulaire (Lettre d'identification) [Numéro d'enregistrement national] . - Date de dépôt de la demande Titre de l'invention Résumé descriptif
--

6.1.2. Fichier matières. Ce fichier sera classé selon la Classification Internationale des Brevets. Il comprendra tous les brevets vénézuéliens publiés à partir d'une année qui devra être choisie par les autorités compétentes du Registre de la Propriété Industrielle vénézuélien. Les fiches matières comprendront :

- le code de la IPC. Quelquefois on attribue deux codes à un brevet, quand on juge qu'il concerne deux domaines différents.
- le nom du déposant et/ou du titulaire
- une lettre d'identification (*) qui indique la nature de la demande ou du titre délivré, soit :
 - A : Addition à un brevet
 - B : Brevet
 - C : Certificat d'utilité
 - E : Addition à un certificat d'utilité
- le numéro d'enregistrement national, composé du millésime suivi du numéro d'enregistrement de la demande dans l'année en cours (entre crochets)
- la date du dépôt de la demande
- le titre de l'invention
- la mention de l'entreprise propriétaire, le nom du représentant, la mention de priorité pour les brevets qui ont été déjà accordés dans d'autres pays, ainsi que la date de dépôt et le numéro d'enregistrement.

(*) La lettre d'identification entre parenthèses.

- le résumé descriptif
- un dessin explicatif de l'invention.

Sur chaque tiroir du fichier seront inscrites les principales rubriques de la Classification Internationale des Brevets dont il traite.

Fiche type du fichier matières

Indice de la IPC
 Nom du déposant (Lettre d'identification) [Numéro d'enregistrement national]
 Date du dépôt de la demande. - Titre de l'invention
 Résumé descriptif
 Dessin explicatif

Les brevets proprement dits devront être rassemblés sur des rayonnages mis à la disposition du public pour que celui-ci puisse les consulter sur place. Ils seront rangés par année dans leur ordre d'arrivée, si possible sous forme de livres cartonnés (pour éviter leur détérioration) et selon le même format et la même couleur.

6.2. Bibliothèque technique

Il est prévu dans le Centre une Bibliothèque technique qui devrait être constituée au moins par les ouvrages suivants :

- Périodiques techniques ;
- Usuels, c'est-à-dire
 - . Encyclopédies des différentes disciplines,
 - . Dictionnaires multilingues généraux et techniques des différentes disciplines scientifiques ;
- Grands traités ;
- Collections de normes ;

- Collection du Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle (au Vénézuéla).

Dans la Bibliothèque technique se trouveront tous les fichiers précédemment mentionnés. Toute la documentation sera mise à la disposition du public pour sa consultation sur place, ce qui implique la nécessité d'un espace suffisamment grand pour donner aux utilisateurs qui font leurs recherches un minimum de confort, sans interrompre non plus le travail des autres.

7. LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE DES BREVETS (IPC)

Il existe différents systèmes de classification pour les brevets selon que les pays sont plus ou moins développés en la matière. Afin de ne pas avoir à utiliser en même temps plusieurs classements, on a commencé à travailler, en 1854, à une classification internationale, ce qui a amené l'établissement de la Classification Internationale des Brevets (IPC).

L'IPC est basée sur un traité international à caractère multilatéral administré par l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle). Cette classification subdivise la technologie en huit sections, 116 classes, 614 sous-classes et plus de 51 000 groupes (groupes principaux et sous-groupes), auxquels correspondent des symboles. L'office de brevets du pays en question, dans le cas présent le Vénézuéla, fera constater le symbole ou les symboles de la classe ou des classes attribué aux inventions techniques décrites dans tous les brevets quels qu'ils soient. Le document pourra donc être localisé, avec l'aide de l'IPC, par une référence à la matière dont il traite. L'IPC doit être un instrument efficace de repérage des brevets pour les offices de brevets et les autres usagers. Ainsi pourra être déter-

minée la nouveauté et évaluée l'activité inventive des demandes de brevets.

L'IPC doit servir d'instrument pour l'ordonnement des brevets afin de faciliter l'accès à l'information qui y est contenue ; elle doit être la base pour la diffusion sélective des données entre tous les usagers de cette information et pour l'élaboration des statistiques de la propriété industrielle en vue d'évaluer le développement technique dans les diverses sphères d'activité.

Il est important de noter que pour la mise à jour de l'IPC et pour attribuer les symboles aux brevets qui arrivent continuellement, un grand effort est nécessaire du point de vue du traitement de l'information. On estime cet effort à 120 mois de travail annuel au niveau international et à 240 au niveau national pour la révision de l'IPC et l'adaptation aux technologies et aux besoins des usagers.

La raison qui pousse à choisir une telle classification est qu'il n'existe pas, au Registre de la Propriété Industrielle vénézuélien, de critères de classement qui permettent en tout cas le repérage immédiat des brevets ; de plus, pour la "recherche d'antériorité", elle s'avère un instrument considérable et précieux. En ce moment, au Vénézuéla, des techniciens font ce type de recherche au moyen de matériel bibliographique. Il est évident que pour un futur échange international des données sur la Propriété Industrielle en Amérique latine, il serait d'une grande importance d'avoir un code qui soit le même pour tous les pays participants. On parle de l'Amérique latine, mais il n'est pas exclu que la possibilité d'un tel échange se fasse aussi à l'échelon international.

Les Offices de Propriété Industrielle ont besoin de récupérer l'information contenue dans les brevets pour établir, dans un certain domaine de la technique et à un moment donné, "l'état de la tech-

nologie" (11) et, se basant sur cet état, pour faire la comparaison avec l'invention décrite dans une demande de brevet quelconque et décider si celui-ci répond aux critères imposés comme, par exemple, "la nouveauté" (12).

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) promeut activement l'utilisation de la Classification Internationale des Brevets à propos des "recherches". Evidemment, ce qui est indispensable pour un système de classement de ce genre, c'est, d'une part, de permettre l'identification des brevets qui traitent d'un aspect concret de la technique et, d'autre part, la recherche de toute l'information qui y est contenue concernant le domaine (ou les domaines) auquel une invention décrite fait référence. La Classification Internationale des Brevets est un système qui permet de tels objectifs.

8. ORGANISMES INTERNATIONAUX

8.1. Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Genève.

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle à son siège à Genève en Suisse. L'"OMPI" en espagnol et en français, et le "WIPO" en anglais, fut créée par un accord signé à Stockholm le 14 juillet 1967. Cet accord fut mis en application le 26 avril 1970.

-
- (11) "L'état de la technologie" est constitué par tout ce qui a été rendu accessible au public, par une description écrite ou orale, un usage ou tout autre moyen, avant le jour du dépôt de la demande de brevet ou d'une demande déposée à l'étranger et dont la priorité est valablement revendiquée.
 - (12) Une invention est considérée comme nouvelle si elle n'est pas comprise dans l'état actuel de la technique.

L'origine de l'OMPI, telle qu'on la connaît aujourd'hui, date des années 1883 et 1886 pendant lesquelles ont été établis respectivement l'Accord de Paris et l'Accord de Berne. Ces deux accords établissaient la création d'un secrétariat appelé "Office international". Les deux secrétariats ont été rassemblés en 1893 sous le nom de "Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle" (BIRPI).

Les objectifs de l'OMPI sont :

- Propager la protection de la propriété intellectuelle dans le monde entier.

- Assurer la coopération administrative entre les "Unions".

Actuellement, on entend par "Unions" l'Union de Paris, l'Accord de Madrid, l'Union de Madrid, l'Union de La Haye, l'Union de Nice, l'Union de Lisbonne, l'Union de Locarno, l'Union de l'IPC, l'Union de Berne, etc., et on entendra comme telles le Traité de Coopération en matière de Brevets (PCT), le Traité relatif à l'enregistrement des Marques, et les deux Accords de Vienne, lorsqu'ils entreront en vigueur.

En vertu de son accord avec l'Organisation des Nations-Unies comme organisme spécialisé, l'OMPI est responsable "de promouvoir l'activité intellectuelle créatrice et faciliter la transmission de technologie relative à la propriété industrielle des pays en voie de développement afin d'accélérer le développement économique, social et culturel sujet à la concurrence et aux responsabilités" des autres organisations des Nations-Unies.

Concernant la protection de la propriété intellectuelle dans le monde, l'OMPI favorise la conclusion de nouveaux traités internationaux et l'harmonisation des législations nationales, donne assistance technique et juridique aux pays en voie de développement afin de les aider à résoudre leurs problèmes en matière de brevets, de marques, de dessins, de modèles et de droits d'auteur, rassemble et fournit l'information, et fournit des services pour l'enregistrement international

ou pour d'autres formes de coopération administrative entre les Etats-membres.

Les revenus de l'OMPI (US \$ 5.000.000 annuels approximativement) proviennent des contributions des Etats-membres, des droits que payent ceux qui demandent l'enregistrement international de marques de fabrication et de dénominations d'origine, le dépôt de dessins et modèles industriels ainsi que la vente des publications. Il y a deux revues mensuelles, l'une sur la Propriété Industrielle et l'autre sur les Droits d'Auteur. Les principales informations de ces deux publications sont regroupées également dans une nouvelle revue trimestrielle, en espagnol.

8.2. Institut International de Brevets (IIB) devenu Direction de la Recherche à l'Office Européen des Brevets. La Haye.

a) Fonctions

L'Institut International, dont le siège est à La Haye, fut créé en juin 1947 par l'accord de 8 pays. C'est une organisation technique qui rend des services aux offices nationaux de brevets des pays membres en fournissant l'information sur la nouveauté et l'invention des demandes de brevets faites au niveau national. Il donne aussi une aide particulière à d'autres personnes, industries et institutions en ce qui concerne les brevets existants dans un domaine déterminé de la technique, de même que les applications possibles des technologies existantes, etc. Cette information peut être utilisée pour le développement des nouveaux marchés et de la concurrence commerciale entre industries.

b) Structure

L'IIB est constitué par les unités directrices suivantes :

- 1 Comité formé par les 8 pays signataires de l'accord
- 1 Directeur général

- 1 Département technique composé par 3 divisions qui se subdivisent en groupes selon leur spécialité, à savoir :

	Nombre de groupes	Nombre d'ingénieurs	Chef de groupe
Chimie	14	130	1
Electricité	12	115	1
Mécanique	13	123	1

- 1 Département de documentation : 42 employés, 14 ingénieurs.
- 1 Service administratif : 59 employés.
- 1 Service juridique : 3 avocats.
- 1 Service de contrôle financier : 4 employés.
- 1 Centre de traitement automatisé : 24 employés.

c) Budget

Il a un auto-financement au moyen des recouvrements qu'il fait pour les services rendus. Seulement 5 % proviennent du financement des pays membres tandis que 75 % sont dus aux services de recherche d'information, de nouveauté sur les demandes de brevets qui sont déposées, au niveau national, dans chaque office de brevets. D'autres revenus proviennent de services tels que la reproduction de documents, etc. Pour 1977, on a calculé une rentrée de 70 millions de florins hollandais.

d) Activités

- Première classification par sections, faite par les départements techniques d'après la Classification Internationale des Brevets.
- Classification de l'information et de la documentation des brevets, réalisée par le Département de documentation.

e) Services que rend l'IIB

- Recherche officielle de la nouveauté et de l'originalité des brevets ;
- Recherche préliminaire à une invention ;

- Recherche de marchés ;
- Recherche prévue pour la mise en oeuvre d'un projet industriel (état des technologies existantes) ;
- Recherche de brevets similaires ("famille de brevets") ;
- Liste des brevets d'un même propriétaire ;
- Liste des brevets dans un même champ technique ;
- Recherches préliminaires.

f) Statistiques de l'IIB

L'Institut International de Brevets possède 12 millions de documents en 65 000 subdivisions, 800 000 rapports techniques, fait 40 000 recherches par an, et a un personnel de 450 ingénieurs qualifiés.

8.3. Centre International de Documentation sur les Brevets (INPADOC). Vienne.

L'INPADOC a été créé le 2 mai 1972 par un accord entre la République d'Autriche et l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle), accord ratifié par le Parlement autrichien le 22 juin 1973. Son statut juridique est celui d'une société à responsabilité limitée, inscrite au Registre du Tribunal de Commerce de Vienne, conformément à la législation autrichienne. La politique générale de l'INPADOC est déterminée par un Conseil d'administration. Son capital de base est de 80 millions de shillings autrichiens (4,4 millions de dollars U.S.A.) apportés dans sa totalité par l'Autriche. Ses employés sont au nombre de 30 personnes.

a) Objectifs et services

- Identification des brevets reliés entre eux par une revendication commune de priorité, conformément à ce qui a été prévu dans l'accord de Paris (Service de la "famille de brevets"). On fournit l'information sur demande.

- Identification des brevets qui ont un rapport entre eux par leur symbole commun de la Classification Internationale des Brevets (Service de Classification des Brevets).

- Reproduction des documents constituant les brevets (micro-films).

- Service des demandeurs de brevets. Ce service établit les listes des brevets faisant partie de la base de données de l'INPADOC, en fonction du nom du demandeur ou du propriétaire et, s'il y a des demandes, celles-ci sont regroupées selon les symboles de l'IPC (cela permet de reconnaître et de réunir tous les documents demandés et appartenant à la même personne, qu'elle soit physique ou morale).

- Service annuel par microfiches.

- Banque de données (IDB). Actuellement elle couvre tous les brevets d'Allemagne (République Fédérale d'), d'Argentine, d'Australie, d'Autriche, de Belgique, de Bulgarie, du Canada, de Cuba, de Tchécoslovaquie, de Finlande, de France, de Hongrie, d'Irlande, d'Israël, d'Italie, du Japon, du Kenya, du Luxembourg, de Malawi, de Monaco, de Norvège, des Pays-Bas, de Pologne, du Portugal, du Royaume-Uni, de République Démocratique Allemande, de Roumanie, d'Afrique du Sud, de Suède, de Suisse, d'URSS, de Yougoslavie et de Zambie (85 % du total mondial). Le traitement électronique des données bibliographiques est effectué sur Ordinateur Siemens 4004/151.

- Base de données numériques. Elle établit des listes de brevets en fonction du pays de publication et du numéro du document. Service trimestriel par jeu de microfiches.

- Bulletin de brevets INPADOC. C'est un bulletin hebdomadaire international de brevets, publié sous forme de microfiches, où l'on mentionne tous les brevets sur lesquels l'INPADOC a reçu des documents bibliographiques.

- L'INPADOC peut établir des banques de données pour un certain nombre de pays. Pour qu'un pays en voie de développement puisse en faire un usage approprié, il lui faut disposer de l'infrastructure nécessaire, c'est-à-dire d'un personnel technique qualifié pour traiter la documentation de façon à en tirer le maximum de profit.

9. ORGANISMES NATIONAUX

9.1. Office de Brevets du Danemark

L'Office de Brevets du Danemark fut fondé en 1894 comme Département du Ministère des Relations Intérieures, puis subit des modifications dans sa structure. En 1940 il fait partie du Ministère du Commerce comme Institut autonome. En 1940 il a reçu environ 2 000 brevets par an, quantité qui a augmenté tous les ans jusqu'à atteindre un total de 8 000 brevets. En 1974, il a reçu 7 000 brevets ; cette quantité a été réduite à 6 000 en 1975.

a) Structure

L'Office de Brevets est structuré en deux grands départements :

- 1e Département des Marques,
- 1e Département des Brevets qui comprend :
 - . 1 Chef du Département
 - . 4 Sections techniques
 - . 1 Section de services d'information
(Total : 24 ingénieurs)
 - . 1 Section administrative
 - . 6 Sections de complément : entretien, "data processing", bibliothèque, bulletin des brevets, photocopieuse, maintenance.

Dans cette organisation travaillent 250 personnes dont 80 sont ingénieurs pour l'examen des brevets. L'Office de Brevets a un budget annuel de 27 à 28 millions de KR danoises dont 85 % sont utilisés pour la rétribution du personnel.

b) Fonctions des principales unités

- Sections techniques

Il y a quatre sections chargées de conduire les activités de :

- . Recherche de nouveauté,
- . Conseils,
- . Accord du brevet,
- . Appel du demandeur,
- . Opposition au brevet.

Ces fonctions sont exécutées sur le plan technique.

- Section de services d'information

Cette section est chargée de la recherche sur l'état de la technique, tant pour les brevets enregistrés dans le Registre danois que pour les brevets français, allemands, américains et des pays scandinaves possédés par l'Office. Elle doit aussi faire des recherches sur :

- . la nouveauté pour déterminer l'état de la technique,
- . le marché des nouveaux produits,
- . les développements des nouveaux produits,
- . les propriétaires des mêmes brevets dans d'autres pays,
- . les "familles de brevets",
- . les brevets publiés,
- . les nouvelles technologies.

Le personnel dont elle est constituée comprend un chef de section, deux examinateurs, un secrétaire.

- Section administrative

Elle est chargée de la réception des demandes, du soutien légal, du classement et de l'archivage de ces demandes, ainsi que de la perception des droits correspondants. Son personnel est constitué par un chef de section, 3 examinateurs des affaires juridiques, 7 archivistes, 5 administrateurs financiers, 8 comptables, 15 secrétaires.

- Services auxiliaires

Entretien (1 personne), "data processing" (2), manutention (2), bibliothèque (20), bulletin des brevets (7), photocopieuse (4).

c) Activités et procédures du Département des Brevets

- Procédures administratives pour l'examen d'une demande : réception, contrôle et archivage.
- Examen de la demande de brevet et recherche : accord ou refus.
- Accord et publication du brevet.
- Refus et appel du demandeur.
- Opposition au brevet.

d) Documents utilisés

- Formulaire de demande,
- Evaluation et formalités légales,
- Contrôle d'archivage numérique,
- Fiche de bibliothèque,
- Publication hebdomadaire et bulletin de la propriété industrielle,
- Feuilles de classement et de contrôle technique,
- Evaluation technique,
- Fiche d'examineur,
- Feuille de contrôle des défauts,
- Feuille de refus du brevet,
- Feuille d'approbation finale du brevet,
- Répartition des rubriques par sections.

e) Autres éléments

Selon l'Office Général de Brevets du Danemark, le minimum d'ingénieurs nécessaire à l'enregistrement des brevets est de 24, ceux-ci répartis dans les domaines suivants :

- Chimie organique : 5 ingénieurs chimistes,
- Electronique : 5 ingénieurs électroniciens,

- Mécanique et construction : 6 ingénieurs mécaniciens et
2 ingénieurs civils,
- Chimie inorganique : 6 ingénieurs chimistes.

9.2. Registre de la Propriété Industrielle espagnol

Le Registre de la Propriété Industrielle en Espagne a fonctionné jusqu'au 2 mai 1975 comme une Direction du Ministère de l'Industrie espagnol. A cette date, il est devenu par une loi un organisme autonome auprès du Ministère de l'Industrie. Son budget annuel est actuellement de 573 millions de pesetas.

a) Structure

La structure générale du Registre est la suivante :

- Le Conseil de direction,
- Le Directeur de l'organisme,
- Le Secrétariat général,
- Les différents départements.

Le Conseil de direction est l'organe suprême du Registre auquel correspondent les plus grandes fonctions de direction, de contrôle et de gestion. Le Directeur du Registre fait exécuter les directives décidées par le Conseil de direction. Le Secrétariat général, ainsi que les différents départements, sont les organes de travail au niveau supérieur du Registre. Les départements du Registre sont trois, à savoir : le département des brevets, le département des "signes distinctifs" des marques, le département d'information technique.

En dernier lieu, il faut dire que le Registre de la Propriété Industrielle espagnol procède actuellement à la mise en oeuvre de la mécanisation de sa documentation au moyen d'un traitement électronique. Pour cela, il adopte un système similaire à celui utilisé par l'INPADOC et espère que la mise au point sera effectuée pour 1980.

9.3. Institut National de la Propriété Industrielle en France (INPI)

L'INPI est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du Ministre du développement industriel et scientifique. Il dispose de trois centres de documentation (à Paris, Marseille et Lyon) et de 19 dépôts de brevets établis dans différentes villes de province. La Division de la documentation de l'INPI met à la disposition du public différents fichiers :

- à Paris :

- . un fichier alphabétique par noms de déposants.
- . un fichier matières dit Fichier International qui comprend tous les brevets, publiés depuis 1940 dans 7 pays (Allemagne Fédérale, Belgique, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Luxembourg, Suisse), retenus par l'Institut International de La Haye pour ses recherches. Ce fichier s'enrichit chaque année d'environ 250 000 fiches nouvelles correspondant aux publications annuelles de brevets dans ces 7 pays ; il constitue un instrument de recherches de première importance en attendant que l'utilisation de la Classification Internationale de Brevets se généralise ; il comprend actuellement près de 5 millions de fiches classées selon les principales rubriques de la IPC, classification très détaillée établie en langue française.

- à Paris, Lyon, Marseille, Nice, Bordeaux, Nantes, Rouen :

Le fichier des résumés descriptifs des brevets classés par secteurs techniques correspondant aux principales rubriques de la Classification Internationale des Brevets, et des résumés des demandes et des brevets publiés en France depuis 1957. Ce fichier comprend environ un million de fiches qui, chacune, comporte non seulement la bibliographie complète des documents mais aussi le résumé descriptif accompagné d'un dessin. Pour faciliter l'exploitation de cette documentation, ces fiches ont été transférées sur des microfilms 16 mm.

La Division de la documentation, des publications et de l'information de l'INPI est responsable des publications suivantes :

- les textes de demandes de brevets, de certificats d'utilité et de certificats d'addition déposés en France et les listes de titres délivrés ;
- le Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle (BOPI) qui comprend :
 - . des publications hebdomadaires,
 - . une publication trimestrielle ;
- des tables annuelles sur les brevets, les marques et les dessins.

CONCLUSIONS

Assurément la réalisation de ce travail a été motivée par le fait que la situation du Vénézuéla en matière de brevets n'est pas en accord avec les besoins du pays. En outre, l'établissement d'un Centre d'information et de documentation en matière de brevets permettrait l'organisation de ce type de documents d'après les critères de classement de la Classification Internationale des Brevets ; de tels critères seraient un instrument précieux non seulement pour le repérage des documents, mais aussi pour de futurs échanges internationaux.

Les fichiers et la documentation mis à la disposition du public dans la Bibliothèque technique constitueraient un ensemble d'outils que les utilisateurs réels et potentiels, intéressés par ce domaine, pourraient consulter sur place afin de satisfaire leurs besoins les plus immédiats nécessaires à la poursuite de leurs recherches.

Il serait souhaitable aussi d'avoir un service questions-réponses. Les utilisateurs pourraient adresser leurs demandes soit par correspondance, soit directement au Centre. Ce service, dans un délai minimum de deux jours, pourrait répondre aux questions avec la participation active de tout le personnel du Centre ainsi que de celui, plus qualifié, du Registre de la Propriété Industrielle. Il y aurait un système de contrôle des questions à l'arrivée et aussi au départ, ceci d'une part pour éviter leur dispersion et, d'autre part, pour établir le taux de "bruit" et de "silence" dans les réponses.

Parce que l'information technique, en fonction de son contenu, comprend l'importation d'autres technologies, on trouve dans une information bien organisée sur la propriété industrielle un élément d'appui très important pour la négociation. Une connaissance approfondie du domaine concerné augmenterait le pouvoir de négociation, par le fait que le coût des technologies dépassées et non indispensables dans les processus de production tend à s'abaisser considérablement.

L'information technique contenue dans les brevets constitue l'une des sources les plus importantes d'information dans le domaine de la science et de la technologie par la contribution que ce genre d'information peut offrir pour faciliter l'accès aux progrès scientifiques et techniques modernes.

Ce travail peut être considéré comme une modeste contribution à une meilleure organisation de l'Office du Registre de la Propriété Industrielle en vue de l'amélioration, dans l'avenir, des technologies adaptées au Vénézuéla, dans une forme et selon des modalités convenant le mieux à son économie.

BIBLIOGRAPHIE

A.D.B.S. : (Association Française des Documentalistes et Bibliothécaires Spécialisés). - Manuel du Bibliothécaire Documentaliste / A.D.B.S. - Paris : Presses universitaires de France, 1977. 404 p.

COMISION DEL ACUERDO DE CARTAGENA. - Reglamento para la aplicación de las normas sobre propiedad industrial : decisión 85. - Venezuela, (s.d.). p. 83-92.

CONICIT : (Consejo Nacional de Investigaciones Cientificas y Tecnológicas). - Algunas consideraciones sobre la información tecnológica y la negociación de tecnología. - Caracas, 1976. 20 p.

CONICIT : (Consejo Nacional de Investigaciones Cientificas y Tecnológicas de Venezuela). - Informe sobre la mesa redonda para el establecimiento del servicio latinoamericano de la OMPI de datos sobre Propiedad Industrial y Transferencia de Tecnología / Elaborado por Francisco Astudillo Gómez. - Caracas, 1977. 15 p.

DESVALS (Hélène). - Comment organiser sa documentation scientifique / Hélène Desvals ; ill. de Josias. - Paris : Gauthier-Villars, 1976. 226 p.

GUINCHAT (Claire) et AUBRET (Pierre). - La documentation au service de l'action / Claire Guinchat ; Pierre Aubret. - Paris : Presses d'Ile de France, 1977. 124 p.

INTAL : (Instituto para la Integración de América Latina). - La Función del Sistema de Patentes en la Transferencia de Tecnología a los países de desarrollo / Elaborado por Eduardo White. - Buenos Aires, 1975. 39 p.

MALLEN (Marie-Christine). - Une méthode pour l'étude des besoins des utilisateurs : l'enquête par questionnaire / Marie-Christine Mallen. - Le Documentaliste, vol 11. N° 4. - Paris ; 1974. p. 166-170.

OMPI : (Organización Mundial de la Propiedad Intelectual). - Programa de entrenamiento de funcionarios venezolanos relativo a la organización y funcionamiento de una oficina de propiedad industrial : informe del grupo de trabajo / OMPI. - Ginebra, 1976. 64 p.

OMPI : (Organización Mundial de la Propiedad Intelectual). - Seminario Técnico Latinoamericano sobre información tecnológica contenida en los documentos de patentes / OMPI. - Ciudad de Mexico, 1977. 87 p.

ONIITEM : (Oficina Nacional de invenciones, información técnica y marcas). - Manual Básico de la información de patentes / ONIITEM. - Compilado por Alfredo Figarola Luque. - La Habana, 1976. 144 p.

República de Venezuela. - Ley de Propiedad Industrial / Ministerio de Fomento, Registro de la Propiedad Industrial. - Caracas (s.d.).

SANSÓ (Hildegard de). - La Explotación de las Patentes en Venezuela / Hildegard de Sansó. - Caracas : Universidad Central de Venezuela, (s.d.). 119 p.

VAN DIJK (Marcel) et VAN SLYPE (Georges). - Le service de documentation face à l'explosion de l'information / Marcel van Dijk et Georges van Slype. - Paris, Bruxelles : Les Presses universitaires de Bruxelles et Les éditions d'organisation, 1969. 253 p.

ANNEXES

ANNEXE I

MR/BOG/5

ORIGINAL: Español

FECHA: 18 de julio de 1977

MINISTERIO DE DESARROLLO ECONOMICO
BOGOTA
(COLOMBIA)

ORGANIZACION MUNDIAL DE LA
PROPIEDAD INTELECTUAL (OMPI)
GINEBRA (SUIZA)

MESA REDONDA SOBRE
EL ESTABLECIMIENTO DEL SERVICIO LATINOAMERICANO DE LA OMPI
DE DATOS SOBRE PROPIEDAD INDUSTRIAL Y TRANSFERENCIA DE TECNOLOGIA

(Bogotá, 11 a 13 de julio de 1977)

RECOMENDACION E INFORME

aprobados por la Mesa Redonda
el 13 de julio de 1977

I

RECOMENDACION

Teniendo en cuenta la Resolución 3201 (S-VI) de la Asamblea General de las Naciones Unidas que contiene la Declaración sobre el Establecimiento de un Nuevo Orden Económico Internacional, que dispone que el nuevo orden deberá fundarse, entre otras cosas, en el pleno respeto de los siguientes principios:

- "facilitación a los países en desarrollo del acceso a los adelantos de la ciencia y de la tecnología modernas";
- "promoción de la transmisión de tecnología";
- "creación de una tecnología autóctona en beneficio de los países en desarrollo, en la forma y modalidades que convengan a su economía".

Teniendo presente la Resolución 3362 (S-VII) de la Asamblea General de las Naciones Unidas, sobre desarrollo y cooperación económica internacional que estableció que los países desarrollados y los países en desarrollo deben cooperar para establecer, reforzar y desarrollar la infraestructura científica y tecnológica de los países en desarrollo y dispuso asimismo que la Asamblea General debía examinar, en su trigésimo período de sesiones, arreglos institucionales en la esfera de la transmisión de tecnología.

Considerando que la Asamblea General de las Naciones Unidas de acuerdo al mandato señalado en el párrafo anterior, adoptó la Resolución 3507 (XXX) sobre arreglos institucionales en la esfera de la transmisión de tecnología y ha pedido a las organizaciones del sistema de las Naciones Unidas que emprendan estudios de sistemas de información;

Que la OMPI, de acuerdo con esa decisión, ha realizado conjuntamente con un Grupo de Expertos Gubernamentales, un estudio de viabilidad acerca del establecimiento de un sistema de información sobre patentes, estudio que fue aprobado por el Comité Permanente de la OMPI de Cooperación para el Desarrollo en materia de Propiedad Industrial, en su reunión de marzo de 1977;

Que la OMPI, en el espíritu de la Resolución 3507 (XXX) acogió la recomendación formulada, como consecuencia de una iniciativa colombiana, por la Mesa Redonda sobre la Revisión del Convenio de París, celebrada en México (1976) en el sentido de estudiar el establecimiento de un servicio de recepción y distribución de datos en materia de propiedad industrial y transferencia de tecnología para los países latinoamericanos;

Que el estudio presentado por la OMPI (documento MR/BOG/2) y el resultado del debate producido en esta Mesa Redonda de Bogotá, hacen recomendable la creación de un servicio latinoamericano de datos sobre propiedad industrial.

En consecuencia, la Mesa Redonda,

Recomienda que la OMPI establezca el Servicio Latinoamericano de Datos sobre Propiedad Industrial, en la forma señalada en el Informe de la Mesa Redonda;

Recomienda a todos los países latinoamericanos su participación activa en dicho Servicio, en la medida en que sus estructuras actuales se lo permitan y lo hagan recomendable;

Invita al Director General de la OMPI a comunicar oficialmente a los Gobiernos de todos los países latinoamericanos esta recomendación y el Informe de la reunión;

Señala que sería altamente recomendable que este logro sea comunicado por la OMPI a la Asamblea General de las Naciones Unidas.

II

INFORME

1. Del 11 al 13 de julio, y por convocatoria conjunta del Ministerio de Desarrollo Económico de Colombia y de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual (OMPI), se reunió en Bogotá la Mesa Redonda sobre el establecimiento del servicio latinoamericano de la OMPI de datos sobre propiedad industrial y transferencia de tecnología.

2. Fueron invitados los siguientes países: Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Cuba, Ecuador, México, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela y un representante de SIECA por Centroamérica, habiendo enviado representantes todos esos Gobiernos con excepción del Perú que excusó la inasistencia de su delegado por dificultades imprevistas de última hora; participó, como invitado especial, el Registro Español de la Propiedad Industrial.

3. También fueron invitados los organismos internacionales gubernamentales y no gubernamentales siguientes: Comisión Económica para América Latina (CEPAL), Sistema Económico Latinoamericano (SELA), Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Junta del Acuerdo de Cartagena (JUNAC), Secretaría Permanente del Tratado General de Integración Económica Centroamericana (SIECA), Instituto para la Integración de América Latina (INTAL), y Asociación Interamericana de la Propiedad Industrial (ASIPI), habiendo todos delegado observadores, y estando también representada por su Presidente la Asociación Colombiana de la Propiedad Industrial (ACPI).

4. En anexo se reproduce la lista completa de los participantes en la Mesa Redonda.

5. La Mesa Redonda fue inaugurada oficialmente por el Excmo. Señor Ministro de Desarrollo Económico de Colombia, Dr. Diego Moreno Jaramillo. La Mesa eligió como su Presidente al Dr. Augusto Trejos Jaramillo, Superintendente de Industria y Comercio del Ministerio de Desarrollo Económico.

6. La Mesa Redonda contó también con la presencia permanente de un gran número de observadores, provenientes de distintas ramas de los sectores público y privado de Colombia, entre los cuales se contaban representantes de la Superintendencia de Control de Cambios, del Banco de la República, del Instituto de Investigaciones Tecnológicas, del Fondo de Investigaciones Científicas y Proyectos Especiales, del Instituto Colombiano de Comercio Exterior, del Departamento Nacional de Planeación, etc., como asimismo de asociaciones gremiales de las distintas ramas industriales de Colombia.

7. El tema único del programa fue la propuesta presentada en la Mesa Redonda de México, en mayo de 1976, por el doctor Augusto Trejos Jaramillo, en torno al establecimiento del servicio latinoamericano de datos de la OMPI en materia de propiedad industrial y transferencia de tecnología. Las deliberaciones tuvieron por base el documento preparado por la Oficina Internacional de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual (documento MR/BOG/2), que contiene una elaboración de la propuesta mencionada.

8. Después de dos días de intensas deliberaciones, con la participación de todos los asistentes, la Mesa Redonda llegó a las conclusiones señaladas a continuación.

9. La OMPI debería establecer el Servicio Latinoamericano de Datos sobre Propiedad Industrial sobre las bases siguientes:

a) La OMPI publicaría un Boletín conteniendo los siguientes datos:

i) Patentes concedidas y otras formas de protección: Nombre y nacionalidad del inventor, cuando esta información se desprenda de la patente; nombre y país del titular de la patente; nombre y dirección de su representante legal; fecha y número de la solicitud; país, número y fecha de la prioridad, si la hubiere; fecha y número de la concesión de la patente; símbolo de la Clasificación Internacional de Patentes (IPC); símbolo de la clasificación nacional, si la hubiere; título de la invención; texto o resumen de la reivindicación principal; un máximo de un dibujo básico por patente, siempre que sea entregado de manera fácilmente reproducible; oferta de licencia contractual de explotación, si la hubiere.

ii) Marcas: Nombre y país del titular de la marca; nombre y dirección de su representante legal; símbolo internacional y/o nacional de la Clasificación de Productos y Servicios en los cuales se ha incluido la marca; lista de productos y servicios cubiertos por la marca; reproducción de la marca y, de ser necesario, su descripción de forma, color, etc.; en caso de primer registro: fecha de la solicitud, país, número y fecha de prioridad si la hubiese, así como fecha y número del registro; en caso de renovación: fecha y número del registro inicial, así como la fecha y número de la renovación.

iii) Contratos de transferencia de tecnología: Nombre y domicilio de las partes contratantes y de sus representantes legales; breve indicación del objeto del contrato; fecha del registro del contrato; fecha de la expiración del contrato.*

iv) Ofertas y demandas de tecnología: Ofertas y demandas de tecnología de manera resumida, pero lo suficientemente clara para describir la tecnología de que se trate, la individualidad del solicitante u oferente y las condiciones generales (protección, patente, precio, exclusividad, etc.) ofrecidas o requeridas.

b) Los datos serían publicados en español cuando provengan de países de habla española y serían publicados en portugués cuando provengan del Brasil.

c) Los datos serían suministrados a la OMPI por las autoridades competentes de cada país latinoamericano participante, en formularios establecidos por la OMPI y completados por tales autoridades. En aquellos casos en que algunos de los datos contemplados en los formularios aparezcan ya consignados en la gaceta nacional oficial, bastaría la transmisión de las páginas correspondientes de tales gacetas a la OMPI para consignar tales datos.

* La Mesa Redonda no fue unánime acerca de la inclusión de este rubro en el Servicio.

d) Cuando las autoridades competentes no pudieran suministrar, en lo que se refiere a las patentes, la Clasificación IPC, deberían transmitir a la OMPI una copia del texto completo de la patente, y la OMPI trataría de ver la forma de clasificar dichos documentos y asignarles los símbolos de la IPC que les correspondan.

e) Cada país latinoamericano que desee participar en el servicio, deberá notificar al Director General de la OMPI, acerca de su posible disposición para suministrar los datos requeridos. La notificación podrá referirse al suministro de datos relativos a los rubros mencionados en los subpárrafos i), ii), iii) y iv) del párrafo 9.a), o a algunos de ellos solamente. La notificación deberá contener un compromiso expreso de suministrar a la OMPI para los años 1978, 1979 y 1980, la información requerida en los formularios uniformes establecidos y, cuando se aplique el párrafo d), las copias de los textos completos correspondientes, de manera que dichos datos (y dichas copias) lleguen a la OMPI a más tardar al final del trimestre siguiente de aquel a que esos datos corresponden (por ejemplo, los datos relativos a enero, febrero y marzo de 1978, deberán llegar a la OMPI a más tardar hacia fines de junio de 1978).

f) El Director General de la OMPI convocaría una vez al año una reunión de representantes de todos los países latinoamericanos participantes en el Servicio, con el objeto de evaluar el progreso y examinar las posibilidades de mejorar el mismo.

10. Durante el último año del período de tres años contemplado, dichos representantes examinarán la conveniencia de continuar el Servicio, incluyendo en especial la cuestión de saber si su continuación debería ser encargada a un organismo regional latinoamericano.

11. La Mesa Redonda tomó nota de la siguiente declaración del Director General de la OMPI.

i) La OMPI se encuentra muy honrada por la confianza en ella depositada por la Mesa Redonda y se encuentra dispuesta, sujeto a la necesaria aprobación de sus Organos Administrativos, a proceder a cumplir con la parte a ella atribuida en el Servicio en relación a los rubros de patentes, marcas, contratos de transferencia de tecnología* y ofertas y demandas de tecnología, si recibe, antes del 15 de septiembre de 1977, de tres países latinoamericanos por lo menos, el compromiso expreso a que se refiere el párrafo 9.e), y de continuarlo durante los años 1978 a 1980 en la medida en que dichos compromisos sean cumplidos. Otros países podrán notificar al Director General estos compromisos durante todo el período contemplado;

ii) La OMPI tomaría a su cargo la publicación del Boletín trimestral en cuestión y pondría un número razonable de copias del mismo, de manera gratuita, a disposición de las autoridades de los países participantes;

iii) La OMPI tendría derecho a distribuir o vender copias del Boletín y de usar y publicar de cualquier otra manera los datos en él contenidos, en su idioma original o en traducción, excepto que no transmitiría al INPADOC los datos relativos a las patentes provenientes de países que tienen relaciones directas con el INPADOC;

iv) La OMPI estudiaría la posibilidad de establecer un programa, posiblemente en colaboración estrecha con el Registro Español de la Propiedad Industrial, para funcionarios de oficinas de propiedad industrial de los países participantes, con el objeto de capacitarlos en el uso de la Clasificación Internacional de Patentes (IPC) y de la Clasificación de Niza (Marcas comerciales), como asimismo en relación a otros aspectos de sus responsabilidades que fueran útiles para la mejor puesta en práctica y utilización del Servicio en cuestión;

v) La OMPI consultaría con las autoridades competentes de cada país participante acerca de la forma práctica de los formularios mencionados en el párrafo 9.c), con el objeto de que su utilización por cada autoridad sea simplificada al máximo.

12. El Director del Registro de la Propiedad Industrial de España, Sr. Antonio Villalpando, manifestó su disposición de colaborar con la OMPI en el Servicio establecido, particularmente en lo relativo a la organización de programas de capacitación para funcionarios en el uso de la Clasificación Internacional de Patentes (IPC).

* La Mesa Redonda no fue unánime acerca de la inclusión de este rubro en el Servicio.

13. El Delegado del Brasil, Dr. J.W. Bautista Vidal, ofreció igualmente la posibilidad de que los funcionarios de los gobiernos participantes puedan beneficiar en el Instituto de la Propiedad Industrial del Brasil del programa de capacitación que está siendo llevado a cabo dentro del proyecto de modernización del sistema de propiedad industrial del Brasil por la OMPI y el PNUD.

14. La Delegación de Argentina ofreció el envío de sus Gacetas de propiedad industrial a los países de la región que así lo desearan. Manifestó igualmente la conveniencia de examinar la posible organización de pasantías en la Oficina de Propiedad Industrial Argentina para funcionarios de otros países latinoamericanos.

15. El Director General de la OMPI y la Mesa Redonda agradecieron los ofrecimientos hechos por el Sr. Director del Registro de la Propiedad Industrial de España y por las Delegaciones de Brasil y Argentina y señalaron que sus ofrecimientos serán debidamente tomados en consideración al estructurarse los programas de capacitación mencionados.

16. La Delegación de Venezuela manifestó que esperaba participar en el Servicio establecido, y con ese espíritu, ofreció la Ciudad de Caracas como sede de la Primera Reunión de Gobiernos Participantes. El ofrecimiento de Venezuela fue aceptado por aclamación por la Mesa Redonda.

17. La Mesa Redonda, a propuesta de la Delegación de Venezuela, aprobó un voto de aplauso para el Registro Español de la Propiedad Industrial y para su Director, el Sr. Antonio Villalpando, por la traducción de la Clasificación Internacional de Patentes al español, efectuada por ese Registro.

18. La Mesa Redonda recordó que el origen del Servicio propuesto se encontraba en la feliz iniciativa del Sr. Superintendente de Industria y Comercio de Colombia, Dr. Augusto Trejos Jaramillo, formulada en la Mesa Redonda de México, en mayo de 1976, y le manifestó su reconocimiento y felicitación por esa propuesta que la Mesa Redonda había tenido la suerte de examinar y transformar en un Servicio concreto en beneficio de los países latinoamericanos.

19. La Mesa Redonda aprobó, por unanimidad, la Recomendación y el Informe contenidos en el presente documento, en su sesión de clausura celebrada el 13 de julio de 1977.

[Sigue el Anexo]

ANEXO

Lista de participantes

Representantes de los copatrocinantes

Colombia

- Dr. Diego MORENO JARAMILLO, Ministro de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dr. Abelardo DUARTE SOTELO, Viceministro de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dr. Hernán MARIN GUTIERREZ, Secretario Privado, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dr. Iván MARULANDA GOMEZ, Secretario General, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dr. Alberto RUIZ LARA, Jefe de la Oficina Jurídica, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dra. Teresa IVARS DE ZEA, Subsecretaria de Asuntos Económicos, Ministerio de Relaciones Exteriores, Bogotá
- Dr. Fabio OCAZONEZ JIMENEZ, Segundo Secretario Adjunto del Ministerio de Relaciones Exteriores, Bogotá
- Dr. Augusto TREJOS JARAMILLO, Superintendente de Industria y Comercio, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dra. Ruth ALZATE DE WILCHES, Superintendente Segundo Delegado de Industria y Comercio, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dr. Gustavo LOPEZ MARRUGO, Superintendente Primer Delegado de Industria y Comercio, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dra. Margarita GRANADOS DE SAADE, Jefe de la Oficina Jurídica, Superintendencia de Industria y Comercio, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dr. Jaime SALAZAR LOPEZ, Jefe de la División de Industrias, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dr. Gonzalo LOPEZ OSPINA, Jefe de la División de Propiedad Industrial, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dr. Juan Antonio PIZARRO, Jefe de la Sección de Regalías y Tecnología, Ministerio de Desarrollo Económico, Bogotá
- Dr. John NARANJO DOUSDEBES, Jefe del Departamento Nacional de Planeación, Bogotá
- Dr. Antonio José URDINOLA, Director del Instituto Colombiano de Comercio Exterior (INCOMEX), Bogotá
- Dr. Jairo HERNANDEZ VASQUEZ, Superintendente de Control de Cambios, Banco de la República, Bogotá
- Dr. Gilberto BOTERO RESTREPO, Jefe de la Oficina de Cambios del Banco de la República, Bogotá
- Dr. Jaime AYALA RAMIREZ, Director del Instituto de Investigaciones Tecnológicas, Bogotá
- Dr. Efraín OTERO RUIZ, Director del Fondo de Investigaciones Científicas y Proyectos Especiales, Bogotá

OMPI

- Dr. Arpad BOGSCH, Director General de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual (OMPI), Ginebra
- Dr. Marino PORZIO, Jefe de la Oficina del Director General, Organización Mundial de la Propiedad Intelectual (OMPI), Ginebra

Representantes de los Gobiernos invitados

Argentina

- Dr. Jorge E. FERNANDEZ OCAMPO, Director, Registro Nacional de Contratos de Licencias y Transferencia de Tecnología, Buenos Aires
- Dr. Héctor E. BERGER, Subcomisario de Patentes, Registro Nacional de Contratos de Licencias y Transferencia de Tecnología, Buenos Aires

Bolivia

- Sr. Carlos CACERES MACHICAO, Director General de Normas y Tecnología, Dirección General de Normas y Tecnología, La Paz
- Sr. Carlos PAREDES CADIMA, Jefe de la División de Transferencia de Tecnología, Dirección General de Normas y Tecnología, La Paz

Brasil

- Dr. José Walter BAUTISTA VIDAL, Secretario de Tecnología Industrial, Ministerio de Industria y Comercio, Brasilia

Chile

- Sr. Oscar AGÜERO WOODS, Jefe del Departamento de Relaciones Internacionales, Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnológica (CONICYT), Santiago

Cuba

- Ing. Victoriano CRESPO, Director Técnico, Oficina Nacional de Invenciones, Información Técnica y Marcas, Habana

Ecuador

- Abdo Manuel GAME, Director de Patentes y Marcas, Ministerio de Industrias, Comercio e Integración, Quito

México

- Sr. José Ignacio CAMPILLO GARCIA, Subdirector, Registro Nacional de Transferencia de Tecnología, Secretaría de Patrimonio y Fomento Industrial, México, D.F.

Paraguay

- Sr. Tomas A. FERNANDEZ, Miembro del Consejo de Administración, Instituto Nacional de Tecnología y Normalización, Asunción

Uruguay

Ing. Antonio PEREZ IGLESIAS, Director de la Propiedad Industrial, Ministerio de Industria y Comercio, Montevideo

Venezuela

Dra. Egilda CRESPO, Asesor, Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnológica, (CONICIT), Caracas

Dr. Francisco José VILLARTE, Registrador de la Propiedad Industrial, Dirección del Registro de la Propiedad Industrial, Ministerio de Fomento, Caracas

Dr. Francisco ASTUDILLO, Consultoría Jurídica, Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnológica (CONICIT), Caracas

Invitados especiales

España

Sr. Antonio VILLALPANDO, Director del Registro de la Propiedad Industrial, Ministerio de Industria, Madrid

Sr. Nicolás RODRIGUEZ TORO, Asesor de Información Tecnológica, Registro de la Propiedad Industrial, Ministerio de Industria, Madrid

Organismos

Comisión Económica para América Latina (CEPAL)

Dr. Alejandro POWER, Director de la Oficina de la CEPAL en Bogotá, Bogotá

Sistema Económico Latinoamericano (SELA)

Dr. Pedro CARMONA, Director de Cooperación Internacional y Asuntos de Integración, SELA, Caracas

Junta del Acuerdo de Cartagena (JUNAC)

Dr. Alfonso VIDALES, Departamento de Asuntos Jurídicos, Junta del Acuerdo de Cartagena, Lima

Secretaría Permanente del Tratado General de Integración Económica Centroamericana (SIECA)

Lic. Dante Gabriel RAMIREZ, Secretario General Adjunto, SIECA, Guatemala

Lic. Hugo ORDONEZ FERNANDEZ, Director, Asesoría Jurídica, SIECA, Guatemala

Instituto para la Integración de América Latina (INTAL) - BID

Sr. Eduardo WHITE, Jefe de Programa sobre Empresas, Tecnología e Inversiones en América Latina, INTAL, Buenos Aires

Asociación Interamericana de la Propiedad Industrial (ASIPI)

Dr. Ramiro CASTRO DUQUE, Vicepresidente ASIPI, Bogotá

Asociación Colombiana de la Propiedad Industrial (ACPI)

Dr. Manuel PACHON, Presidente ACPI, Bogotá

36240

REPÚBLICA DE VENEZUELA
MINISTERIO DE FOMENTO
REGISTRO DE LA PROPIEDAD INDUSTRIAL

ANNEXE II (1)

No. 1940
EL CIUDADANO 13

HA CONSIGNADO HOY EN ESTE REGISTRO, EN ESPECIES FISCALES, LA
SUMA DE 2000

Bs. 2000

CORRESPONDIENTE A LOS DERECHOS QUE A CONTINUACION SE ESPECIFICAN:

CLASE DE ACTO De y 1940

INTERESADO Juan Chacón

REGISTRO	RECIBI SOLO Bs. 0.50	
CESION	TIMBRE Bs. 20.00	
RENOVACION		
CERTIFICACIONES		
DERECHOS DE ESCRITURA		
NOTAS		
PAPEL PROTOCOLO		
TOTAL Bs.		

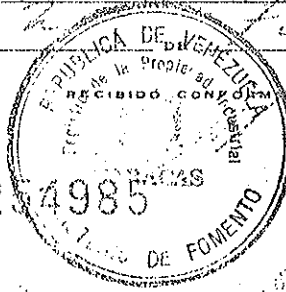
ACTOS RELATIVOS A LA SOLICITUD DE: PT

CARACAS, 20 DE 2

SERIE No. 234985

OBSERVACIONES: 500

PARA EL EXPEDIENTE





15.212

H-75

N° 16051365

Ciudadano Registrador de la Propiedad Industrial.-----

Su Despacho.-----

Yo, GABRIEL BENTATA, mayor de edad, de este domicilio, Abogado y
Agente de la Propiedad Industrial, titular de la cédula de identidad
N° 2.081.367, procediendo en mi carácter de apoderado del ciudadano
italiano LUIGI COMPAGNON, domiciliado en Viceña, Italia, a virtud
de Poder N° _____, ante Ud. ocurro y solicito se otorgue a mi mandante
Patente de Invención por máxima validez intitulada:-----

----- UNO DE DISCO -----
cuyo objeto no ha sido utilizado en Venezuela, a mi conocimiento, ni
registrado en su país de origen y cuyo inventor es mi mandante.-----

Acompaño:-----

1) Memoria y reivindicaciones en doble ejemplar.-----

2) Estampillas fiscales para el pago de la Primera anualidad.---

El Poder de mi mandante se consignó en ese Despacho adjunto a
la solicitud de registro de la Patente inscripción N° 1114 del 23 de
Junio de 1976. Luigi

Caracas, 2 de Agosto de 1976.-----

Gd.-

MINISTERIO DE FOMENTO

SECRETARIA DE LA PROPIEDAD INDUSTRIAL

COMUNICACION

Por el Registrador N° 1070

En fecha 13 - 9 - 77

002

FRENG DE DISCO

En un freno de disco para motocicletas, el disco del freno conecta al cubo de la rueda con los rayos que llevan al cuerpo de aleta de la rueda propiamente dicha, y el miembro de freno consiste en una placa fija provista de almohadillas de fricción que se deslizan a lo largo del eje de la rueda. La superficie de frenado del disco es una superficie cónica cuyo eje coincide con el eje de la rueda, y las almohadillas de fricción son llevadas por la placa de tal manera que descansan sobre una superficie cónica que coincide con la superficie de frenado del disco. La placa de freno está ampliamente ranurada para producir una unidad que comprende un cubo, tres rayos y dos coronas periféricas; se obtiene dicha unidad mediante vaciado del metal y se aplica las almohadillas de fricción a dichos rayos entre una corona y la otra.

ANTECEDENTES DE LA INVENCION

La solicitud de Patente Americana No. 547.251 del mismo solicitante -ya concedida y en vías de expedición- describe un freno de disco para ruedas de vehículos de tierra o aire y especialmente de motocicletas, del tipo en el cual por lo menos un disco de freno conecta al cubo verdadero de la rueda con rayos que llevan a la aleta de la rueda propiamente dicha, y en el cual por lo menos una placa no giratoria provista de almohadillas de fricción, se desliza a lo largo del eje de la

rueda para establecer o eliminar el acoplamiento de frenado entre las almohadillas de fricción y el disco, bajo la acción opuesta de los medios de control de presión de fluido y de medios de retorno por resorte; dicho freno de disco se caracteriza en que la superficie de frenado del disco es una superficie cónica, coincidiendo el eje con el eje de la rueda, y por el hecho de que las almohadillas de fricción son llevadas por la placa de modo que descansan sobre una superficie cónica que coincide con la superficie de frenado del disco con la cual deben acoplar.

RESUMEN DE LA INVENCION

Después de pruebas experimentales realizadas con este freno, el Solicitante ha concebido algunas modificaciones estructurales ideales para mejorar sus características de rendimiento y construcción.

Tales modificaciones se refieren esencialmente a la placa de freno y constituyen el objetivo de la presente invención.

Esencialmente, se contemplado la racionalización de la forma de placa de freno y la disposición y conformación de las almohadillas de fricción llevadas por la misma.

La presente invención proporciona un freno, similar a

la descripción de dicha patente, en el cual la placa de freno está ampliamente ranurada para dar como resultado una unidad que comprende un cubo, tres rayos y dos coronas periféricas: se obtiene dicha unidad mediante vaciado del metal y las almohadillas de fricción son aplicadas a dichos rayos entre una corona y la otra.

Siempre de acuerdo a la invención, dichas almohadillas de fricción están cruzadas además mediante por lo menos una muesca radial y se extienden preferiblemente en sentido radial más bien que en sentido circunferencial, mientras que las ranuras anchas de la placa, provistas entre las dos coronas y entre la corona interna y el cubo, están protegidas por una malla de alambre protectora.

BREVE DESCRIPCION DE LOS DIBUJOS

La invención será descrita ahora detalladamente a modo de ejemplo con referencia a los dibujos adjuntos, en los cuales:

La figura 1 es un corte axial esquemático del freno de acuerdo a la invención, en el cual la placa de frenado está ilustrada con líneas continuas, mientras que las otras partes del freno se ilustran con líneas punteadas.

La figura 2 es una vista frontal interna de la placa

de freno de la figura 1.

DESCRIPCION DE LA FORMA PREFERIDA

El freno de la figura 1, el cual se ilustra aplicado a la rueda R de una motocicleta, de la cual se puede apreciar la horquilla F, comprende -tal como se indica en la solicitud de patente americana No. 547.251 del Solicitante (referirse a la Memoria de dicha solicitud para una descripción más detallada)- un cuerpo de cubo 1 que lleva un disco 2 de freno cónico y está conectado al reborde de rueda 3. El freno comprende además una placa de freno 4 provista de almohadillas de fricción 5, dispuestas sobre una superficie cónica que coincide con la del disco 2; dicha placa 4 está adecuada para moverse axialmente cuando la presión de fluido acciona una unidad 6 de cilindro-pistón incorporada en su cubo 4'.

De acuerdo a la invención, la placa de freno 4 ha sido hecha de una sola pieza de metal obtenida mediante vaciado y comprende un cubo 4', tres radios 5 que salen radialmente a una distancia angular uniforme desde el cubo, y dos coronas periféricas 8 y 9 coaxiales al cubo 4' y conectadas a los rayos 7. De este modo, la placa comprende seis ranuras muy amplias entre las dos coronas 8 y 9 (marcadas con el número de referencia 10) y entre la corona interna 8 y el cubo 4' (marcado con el número de referencia 11). Tales ranuras dan lugar a que la placa de

freno sea considerablemente más liviana y permiten una eficiente circulación de aire dentro del freno, con evidentes ventajas para su enfriamiento. Estas ranuras pueden estar convenientemente protegidas con malla de alambre (bastante visible en la figura 2), para evitar la entrada de cuerpos extraños en el freno.

La placa 4 descrita anteriormente comprende tres almohadillas de fricción. Tales almohadillas se extienden en dirección radial y están aplicadas cada una a uno de los rayos 7 entre la corona 8 y la corona 9; comprenden una muesca 12 que es también radial, con una parte rebajada central 13.

Esta disposición ha demostrado ser la más ventajosa en las pruebas llevadas a cabo. En particular, las muescas 12 tienden a aumentar los bordes de frenado, mejorando así la posibilidad de fricción del disco de freno y eliminando el polvo formado por el desgaste de las almohadillas de fricción.

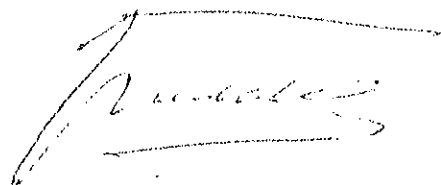
Son posibles otras formas adicionales de la invención sin apartarse de sus alcances: por ejemplo, pueden variar la forma de las almohadillas de fricción y el número de muescas radiales proporcionadas.

REIVINDICACIONES

1. Un freno de disco para ruedas de vehículos de tierra o aire y especialmente motocicletas, del tipo en el cual por lo menos un disco de freno conecta al cubo de la rueda con los rayos que llevan la aleta de la rueda propiamente dicha y en el cual por lo menos una placa fija, provista de almohadillas de fricción, se desliza a lo largo del eje de la rueda para establecer o eliminar el acoplamiento de frenado entre las almohadillas de fricción y el disco, bajo la acción opo- nente de los medios de control de presión de fluido y de me- dios de retorno por resorte, y en el cual la superficie de frenado del disco es una superficie cónica cuyo eje coincide con el eje de la rueda, y las almohadillas de fricción son llevadas por la placa de modo que descansen sobre una superfi- cie cónica que coincide con la superficie de freno del disco y con la cual acoplan: dicho freno se caracteriza en que la placa de frenar está ranurada a lo ancho a fin de dar origen a una unidad que comprende un cubo, tres rayos y dos coronas periféricas; dicha unidad es obtenida mediante vaciado del metal y las almohadillas de fricción están aplicadas a dichos rayos entre una corona y la otra.

1. Un disco de freno, de acuerdo a la reivindicación 1, en el cual dicha alabardilla de fricción de la placa de freno está cruzada mediante por lo menos una ranura radial.

2. Un disco de freno, de acuerdo a la reivindicación 1, en el cual las ranuras de la placa de freno están protegidas por malla de alambre.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'P. ...', with a long horizontal line extending to the right.

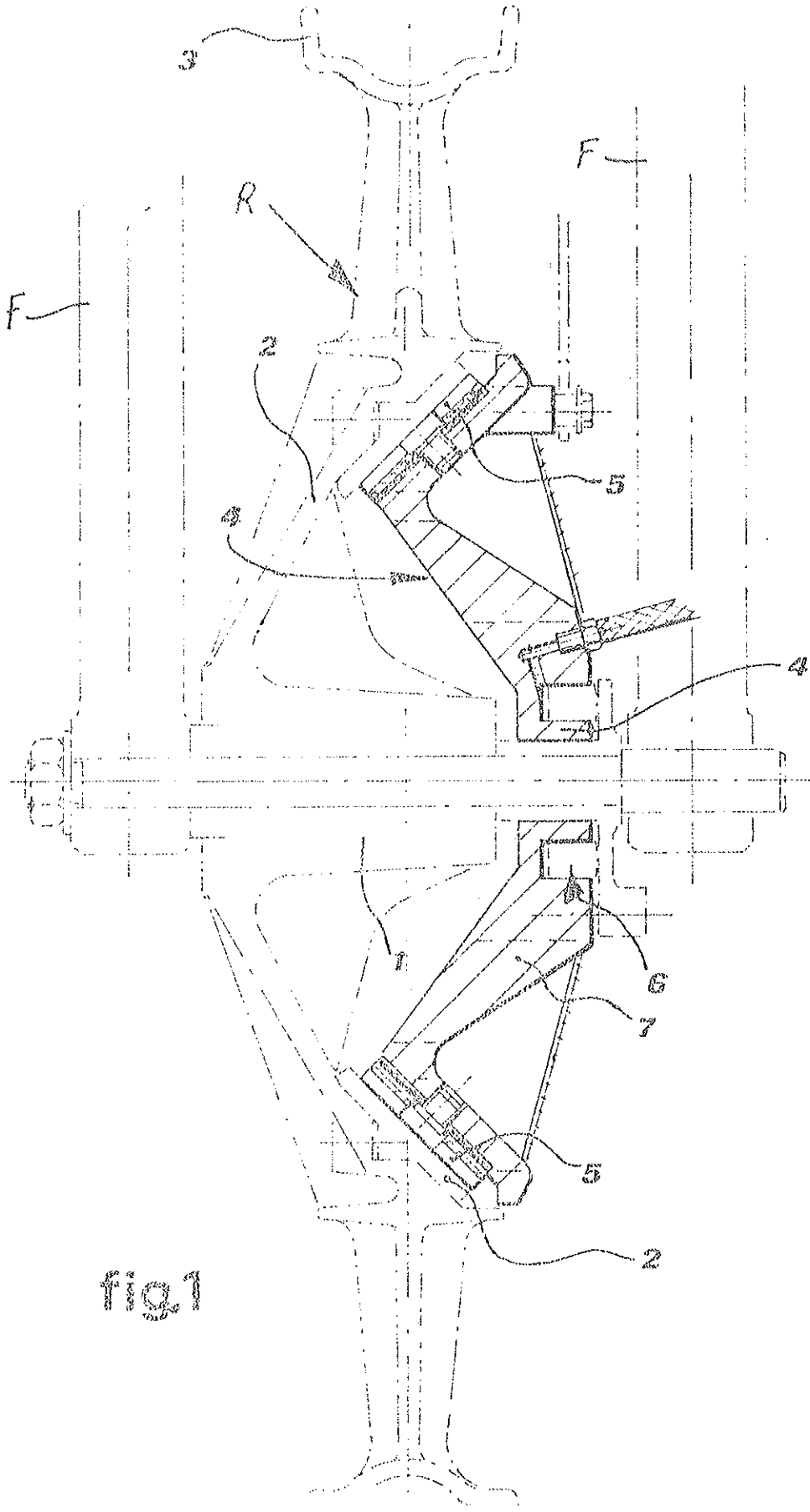


fig.1

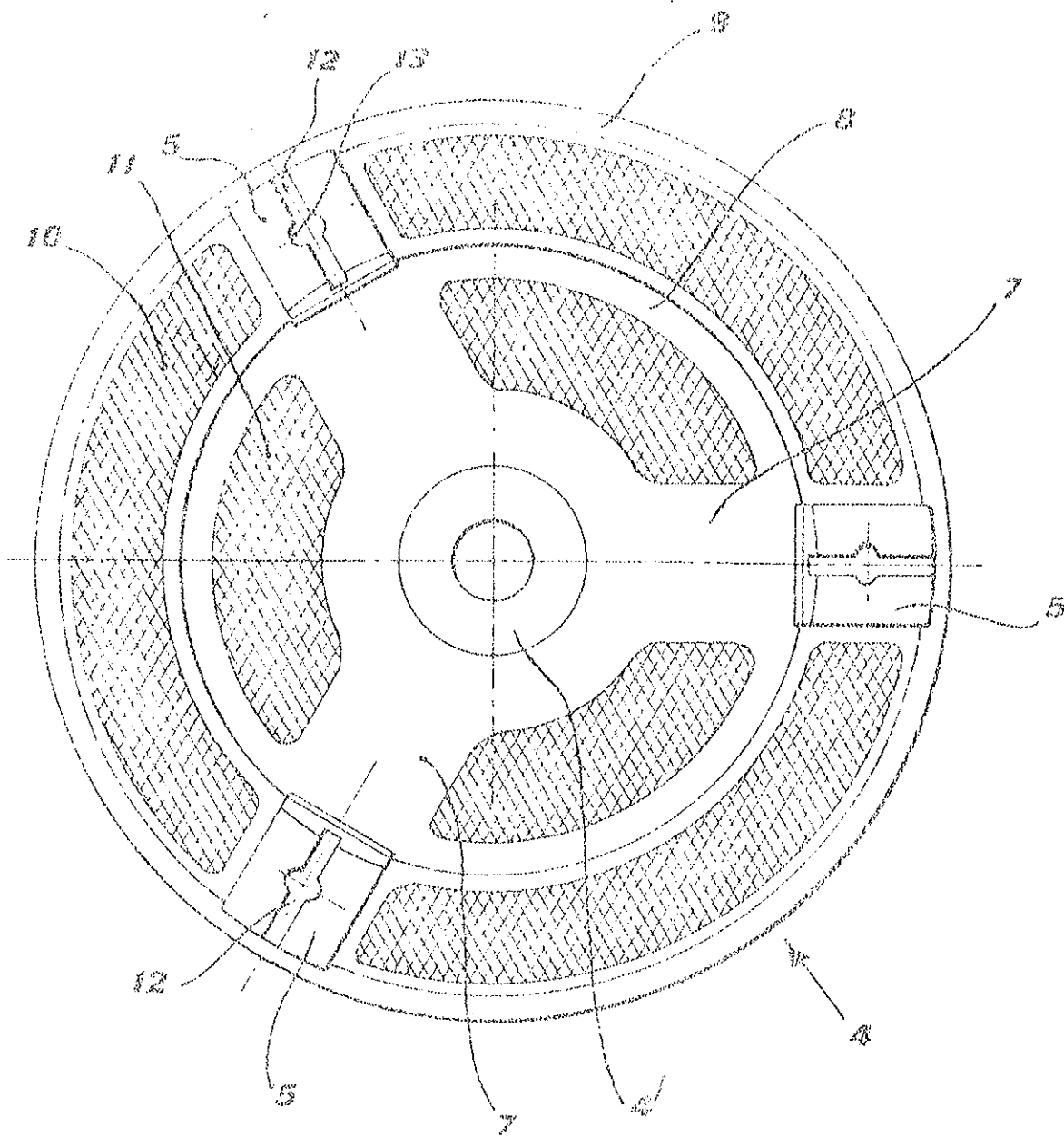


fig. 2

SOLICITUD DE PATENTE DE INVENCION

República de Venezuela.- Ministerio de Fomento.- Registro de la Propiedad Industrial.- Caracas, 2 de noviembre de 1976.- 1472 y 1139

De conformidad con el artículo 60 de la Ley de Propiedad Industrial, se ordena la publicación relativa a la solicitud de la pa tente de invención extranjera siguiente:

"FRENO DE PISCO"

No patentada en su país de origen. Se refiere a freno de disco.

Inscripción Nº 1408 del 10 de agosto de 1976

Solicitada por: su inventor: TULLIO CASPAGNOLO, italiano, domiciliado en Vicenza, Italia.


FRANCISCO JOSE VILLARTE
Registrador



El/la

La Religión

Fecha: 19-3-77

Pagos 13

**SOLICITUD
DE PATENTE
DE INVENCION**

República de Venezuela.-
Ministerio de Fomento.-
Registro de la Propiedad
Industrial.- Caracas, 2 de
noviembre de 1976.- 167° y
118°.

De conformidad con el
artículo 60 de la Ley de
Propiedad Industrial, se
ordena la publicación
relativa a la solicitud de la
patente de invención ex-
tranjera siguiente:

"FRENO DE DISCO"

No patentada en su país de
origen. Se refiere a freno
de disco

Inscripción N° 1403 del 10
de agosto de 1976

Solicitada por: su inven-
tor: TULLIO CAMPAG-
NOLO, Italiano, Domi-
ciliado en Vicenza, Italia.

FRANCISCO JOSE
VILLANTE
Registrador

EH/abda

J-1428-76

REPUBLICA DE VENEZUELA
MINISTERIO DE FOMENTO
REGISTRO DE LA PROPIEDAD INDUSTRIAL



No. 36.246

TITULO DE PATENTE

Se hace saber que el ciudadano TULLIO CAMPAGNOLO.

domiciliad o en Vicenze, Italia

ha cumplido los extremos requeridos por la Ley de Propiedad Industrial para obtener la correspondiente protección Oficial de la patente de invención denominada: "FRENO DE DISCO"

En tal virtud se ha ordenado el registro de la referida patente de invencion a la cual corresponde el No. 36.246 y confiere el privilegio exclusivo a 1 ciudadano antes mencionado sus herederos y cesionarios para que ponga en práctica su patente de invención y en los mismos términos pueda usarla, venderla y explotarla.

Este privilegio durará Diez años contados a partir de la fecha del presente título siempre que al interesado dentro del lapso de dos años hubiere puesto en práctica en Venezuela su referida patente de invención

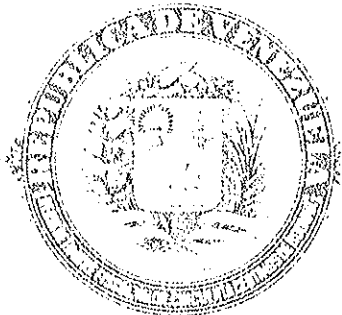
El Estado no garantiza la exactitud, prioridad ni utilidad de la invención, mejora, modelo o dibujo patentados.

Dado, firmado y sellado en Caracas, a los dos días del mes de marzo de mil novecientos setenta y ocho

Año 1908 de la Independencia y 1209 de la Federación.

El Registrador,

FRANCISCO JOSE VILLARTE



15.123

H-759. M 15095597

Ciudadano Registrador de la Propiedad Industrial.

Su Despacho.

Yo, GABRIEL SENTATA, mayor de edad, de este domicilio, Abogado y Agente de la Propiedad Industrial, titular de la cédula de identidad N°2.081.367, procediendo en mi carácter de apoderado de la firma sueca TELEFONANTENNET L. ERICSSON, domiciliada en Estocolmo, Suecia, a virtud de Poder N°10.412, ante Ud. ocurro y solicito se otorgue a

mi mandante Patente de Invención por máxima validez intitulada:-----

" SISTEMA DE TELEFONO AUTOMATICO PROVISTO DE MEDIOS DE PROTECCION

CONTRA INTERRUPCIONES NO INTENCIONALES DURANTE LA TRANSMISION DE SE-

NALES DE CONTADOR "

cuyo objeto no ha sido utilizado en Venezuela, a mi conocimiento, ni registrado en su país de origen, y cuyo inventor es el ciudadano sueco:

KARL GUSTAV GOSTA VILHELM REBELIUS, de Glimmervagen 16, S-191 47 So-

llentunå, Suecia, quién cedió sus derechos a favor de mi mandante la

cual en este acto, acepta dicho traspaso.

Acompaño:-----

1) Declaración de Inventor con traspaso debidamente legalizada y traducida por Intérprete Público.

2) Memoria y reivindicaciones en doble ejemplar.

3) Dos juegos de los diseños de una hoja cada uno.

4) Estampillas fiscales para el pago de la primera anualidad.

Caracas, 30 de julio de 1976.

bd.-

SISTEMA DE TELEFONO AUTOMATICO PREVISTO DE MEDIO
DE PROTECCION CONTRA INTERRUPCIONES NO INTE-
LIGIBLES DUEANTE LA TRANSMISION DE SE-
ÑALES DE CONTROL

Esta invención se refiere a un sistema de teléfono automático provisto de medios de protección contra interrupciones no intencionales durante la transmisión de señales del contador, comprendiendo una estación telefónica en la cual está dispuesto un equipo transmisor de señales para recibir una señal de código de tono procedente de una segunda estación telefónica, a través de un canal de entrada en una conexión entre las estaciones telefónicas y para transmitir una señal de retorno a la segunda estación telefónica a través de un canal de salida en la conexión para interrumpir la transmisión de la señal de código de tono; el equipo transmisor de señales comprende un dispositivo receptor que tiene una entrada de señal conectada al canal de entrada y una salida dispuesta para alimentar el contenido de información de la señal de código de tono; un dispositivo transmisor que tiene una entrada de activación y una salida de señal que está conectada al canal de salida para la transmisión de la señal de retorno dependiendo de que el dispositivo transmisor sea activado a través de la entrada de activación; un dispositivo contador que tiene una entrada de activación y una entrada de escritura que está conectada a la salida del dispositivo receptor para registrar el contenido de información de la señal de código de tono cuando se activa al contador a través de su

entrada de activación; y un dispositivo de control que tiene una entrada conectada a la salida del dispositivo receptor y una salida conectada a las entradas de activación del dispositivo transmisor y el dispositivo contador, y dispuesto para ser activado dependiendo de que la señal de código de tono sea recibida, y el cual comprende un medio de demora para inhibir, después de cada activación de la salida del dispositivo de control, una activación constante durante un intervalo predeterminado dentro del cual el dispositivo receptor, como consecuencia de las demoras de señal entre y en las estaciones telefónicas, continúa recibiendo las señales de código de tono.

Un sistema de teléfono automático del tipo definido anteriormente está descrito en la Patente Sueca No. 174.708. El medio de demora ofrece protección contra el hecho de que una interrupción no intencional provoque que una señal de código de tono registre dos veces su contenido de información que corresponde al contenido de información en dos señales consecutivas de código de tono. No obstante, una protección satisfactoria contra tal registro doble de una señal de código de tono implica que el medio de demora debe inhibir una nueva activación de la salida del dispositivo de control durante un intervalo elegido tomando en cuenta el máximo de todos los valores posibles de las demoras de señal entre y en las esta-

ciones telefónicas. Para largas distancias de transmisión, especialmente distancias que comprenden un satélite sincrónico, se logra una protección satisfactoria contra un registro doble de una señal de código de tono solamente a costa de una molesta prolongación del tiempo para llevar a la señal del contador o registrador.

La invención se refiere a un sistema de teléfono automático que ofrece una protección satisfactoria contra interrupciones no intencionales durante la transmisión de señales de contador sin necesidad de aceptar, a largas distancias de transmisión, la desventaja de una prolongación problemática del tiempo para realizar la transmisión de señales de contador.

La invención, cuyas características son evidentes en las reivindicaciones finales, será descrita ahora detalladamente con referencia al dibujo adjunto que ilustra un diagrama de circuito lógico de un equipo de transmisión de señales en un sistema de teléfono automático de acuerdo a la invención.

El dibujo ilustra un diagrama de circuito lógico de un equipo de transmisión de señales en una estación telefónica de un sistema de teléfono automático. El equipo de transmisión de señales está dispuesto para recibir una señal de código de tono desde una segunda estación telefónica a través de un canal de entrada en una conexión telefónica entre las estaciones, y para transmitir una señal de retorno a la segunda estación tele-

fónica a través de un canal de salida en la conexión para interrumpir la transmisión de la señal de código de tono. El equipo transmisor de señales comprende un receptor 1 de código de tono que tiene una entrada 2 de señal conectada al canal de entrada y una salida dispuesta para alimentar el contenido de información de la señal de código de tono; un transmisor 3 de código de tono que tiene una entrada de activación 4 y una salida de señal 5 que está conectada al canal de salida para la transmisión de la señal de retorno dependiendo de que el transmisor 3 sea activado a través de la entrada 4 de activación; un contador 6 que tiene una entrada de activación 7 y una entrada de escritura 8 que está conectada a la salida del receptor 1 de señales para registrar al contenido de información de la señal de código de tono cuando el contador 6 es activado a través de su entrada de activación; y un dispositivo de control 9 que tiene una entrada 10 conectada a la salida del receptor 1 de código de tono y una salida 11 conectada a las entradas de activación 4 y 7 del transmisor 3 de código de tono y el contador 6 respectivamente, y dispuesto para ser activado dependiendo de la señal de código de tono recibida y que comprende un circuito oscilante 12 el cual, después de cada activación de la salida 11 del dispositivo de control 9, inhibe la activación continua del mismo durante el intervalo en que el receptor 1

de código de tono, como consecuencia de las demoras des señal entre y en las estaciones telefónicas, continúa recibiendo a la señal de código de tono.

El dispositivo de control 9 comprende además un segundo y tercer circuitos monoestables 13 y 14 que tienen una salida respectiva y están dispuestos para ser activados después de cada activación de la salida 11, con una duración más corta que dicho intervalo de tiempo y con una duración más larga que la suma del intervalo de tiempo y la duración de la señal de retorno respectivamente, y un circuito oscilante biestable 15 que tiene una entrada de discriminador conectada a la salida del circuito oscilante 13; una entrada acondicionada por la condición estática de la entrada del discriminador y conectada a la salida del circuito oscilante 14 para ser fijada por una interrupción en la señal de código de tono durante el intervalo en que el circuito oscilante 13 es activado y recolocado cuando la activación del circuito oscilante 14 deja de funcionar y el cual, en su condición fijada, está dispuesto para inhibir a la salida 11 del medio de control 9.

De acuerdo al ejemplo, la conexión telefónica entre las estaciones correspondientes comprende un satélite sincrónico que implica que tiene un tiempo de transmisión de más o menos 250 ms. Se ofrece en la Patente Sueca No. 534.557 una descripción de sistema de teléfono por satélite sincrónico. Con la

intención de ahorrar el tiempo de transmisión, se envía una señal de retorno en la forma de un impulso de código de tono con una duración de 100 ms. Se describe detalladamente la transmisión de la señal de retorno en el informe CCITT COM XI- No. 189-E, Anexo 5. El receptor 1 de código de tono deja de recibir a la señal de código de tono cuando ha transcurrido un intervalo de algo más de 2×250 ms después de la transmisión iniciada del impulso de retorno. Después de concluida la transmisión, pasa un intervalo que tiene un valor mínimo de algo más de 2×250 ms y, considerando todos los valores máximos de las demoras de señal entre y en las estaciones telefónicas, transcurre un valor máximo de algo menos de 700 ms antes de recibir una nueva señal de código de tono, siempre que no falle la transmisión por la conexión telefónica. Por lo tanto, de acuerdo al ejemplo, los circuitos oscilantes monoestables 12 y 13 están dispuestos para ser activados durante un tiempo de 500 ms después de concluir e iniciar la transmisión del impulso de retorno respectivamente, mientras que el circuito oscilante monoestable 14 está dispuesto para ser activado durante un tiempo de 700 ms al concluir la transmisión del impulso de retorno. La ventaja de permitir que el circuito oscilante 12 efectúe su medición de tiempo a partir de la conclusión en vez de la iniciación de la transmisión de la señal de retorno, con-

siste en que se puede lograr una protección satisfactoria contra el doble registro de una señal de código de tono debido a interrupciones no intencionales que pueden ser obtenidas sin necesidad de disponer de un intervalo durante el cual la escritura en el contador 6 es inhibida para aprovechar la tolerancia en la duración de la señal de retorno.

El transisor 3 de código de tono contiene un circuito oscilante 16 que tiene una entrada activadora conectada a la entrada de activación 4 y una salida dispuesta para suministrar un impulso con una duración de 100 ms y un oscilador 17 de código de tono que tiene una entrada de control conectada a la salida del circuito oscilante 16 y una salida conectada a la salida 5 de la señal. La salida del circuito oscilante 16 está conectada además a la entrada activadora del circuito oscilante 12 y 14 respectivamente, en el dispositivo de control 9; dichos circuitos oscilantes, de acuerdo al ejemplo, son del tipo de reactivación para iniciar su medición del tiempo cuando cesa el impulso procedente del circuito oscilante 16. Para este propósito, cada uno de ellos contiene, por ejemplo, un transistor bipolar cuya base está conectada a su respectiva entrada activadora y cuya trayectoria colector-emisor se encuentra a alto nivel en la entrada activadora dispuesta para poner en cortocircuito a un condensador cuyo tiempo de carga hasta un voltaje predeterminado determina el inter-

vale de medición de tiempo. El circuito oscilante 13 tiene una entrada activadora conectada directamente a la salida 11 del dispositivo de control 9.

De acuerdo al ejemplo, cada señal de código de tono recibida está constituida por dos tonos seleccionados entre seis tonos y su contenido de información es suministrado a la salida del receptor 1 de código de tono en forma binaria sobre cuatro líneas que están conectadas parcialmente a la entrada de escritura 3 del contador 6 y parcialmente a la entrada respectiva de un discriminador 18 NOR. El receptor 1 de código de tono está dispuesto para mantener un nivel bajo en las cuatro líneas de la salida mientras no reciba una señal de código de tono con la composición mencionada anteriormente. En este estado, el discriminador 18 NOR genera un alto nivel en su salida la cual, a través de la entrada 10 del dispositivo de control 9 está conectada a una entrada del circuito oscilante 19 bistable. Tiene una entrada discriminadora adicional cuya condición estática prepara a la entrada y está conectada a la salida del circuito oscilante 13 a través de un discriminador de inversión 20, de modo que el circuito oscilante 19 pueda ser ajustado dependiendo de que no se reciba una señal de código de tono y que hayan transcurrido 500 ms después del borde delantero del último impulso de retorno transmitido. El circui-

El oscilante 12 tiene una salida conectada a la entrada de avance gradual de un contador binario 21 de 4 bits que avanza hasta transición desde un nivel bajo hasta un nivel alto en la entrada de avance gradual y está conectada a una entrada de orden del contador 6 y en cada avance gradual ordena cuatro nuevas posiciones en el contador 6 de modo que sean conectadas a la entrada de escritura 8.

El circuito oscilante monoestable 14 tiene una entrada de reposición a la cual está conectada la entrada 10 del dispositivo de control a través de un discriminador AND 22 que tiene dos circuitos de control de inversión conectados a la salida del circuito oscilante monoestable 13 y a la salida del circuito oscilante biestable 15 respectivamente, de modo que el circuito oscilante 14 es recolocado dependiendo de que no se reciba más la señal de código de tono; que hayan transcurrido 500 ns después del borde delantero del impulso de retorno final transmitido y que no se origine antes de esto una interrupción en la señal de código de tono.

En el dispositivo de control 9, la entrada 10 está conectada a la salida 11 a través de un discriminador 23 NOR que tiene una primera entrada de control conectada a la salida del circuito oscilante 12; una segunda entrada de control conectada a la salida del circuito oscilante 14 y una tercera entra-

da de control conectada a la salida del circuito oscilante 15 para suministrar un alto nivel en la salida 11, dependiendo de la recepción de una señal de código de tono; que hayan transcurrido 500 ms después del borde trasero del último impulso de retorno transmitido y que antes de que hayan transcurrido 500 ms antes del borde delantero del mismo, no se origine una interrupción en la señal de código de tono.

La entrada de activación 7 del contador 6 está conectada a la salida 11 del dispositivo de control 9 a través de un discriminador AND 24 que tiene una entrada de control conectada a la salida del circuito oscilante 19. De este modo, la escritura en el contador 6 se origina a alto nivel en la salida 11 siempre y cuando el circuito oscilante 19 haya registrado un intervalo de pausa entre dos señales consecutivas de código de tono. Se logra borrar este contador cuando el circuito oscilante 19 tenga una entrada de reposición conectada a la salida del discriminador OR 23.

De acuerdo al ejemplo, el circuito oscilante 15 tiene una entrada invertida de reposición acondicionada por una condición estática en su entrada de discriminador para borrar el registro de una interrupción en una señal de código de tono si cesa el retorno de la señal de código de tono antes de la activación del circuito 13 de tiempo. Esto está destinado a evitar una prolongación de la inhibición del registro del conte-

nido de información en una señal de código de tono desde normalmente 500 ms hasta que hayan transcurrido 700 ms después del borde trasero del último impulso de retorno transmitido, siendo innecesaria en este caso la prolongación. En caso de que una falla en la conexión telefónica en uso sea de un tipo que provoque interrupciones no intencionales que se originan en grupos, es preferible eliminar la conexión entre la entrada 10 del dispositivo de control 9 y la entrada de reposición invertida del circuito oscilante 15.

Reviste especial interés el caso de que una interrupción no intencional dé lugar a que el impulso de retorno no pare la transmisión de la señal de código de tono. Luego, la señal de código no ha cesado después de transcurrir 700 ms después de que el borde trasero del impulso de retorno y el circuito oscilante 14 deja de inhibir a la salida 11. Como consecuencia, se repite este impulso de retorno.

Se notará que se puede utilizar también la protección contra interrupciones no intencionales durante la transmisión de señales del contador en el sistema de teléfono automático, de acuerdo a la invención, si la conexión telefónica tiene que ser utilizada en la forma conocida para la transmisión de otras señales diferentes a señales de conversación, por ejemplo señales de telex o datos.

REIVINDICACIONES

1. Un sistema de teléfono automático provisto de medios de protección contra interrupciones no intencionales durante la transmisión de señales de registro, comprendiendo una estación telefónica en la cual está dispuesto un equipo de transmisión de señales para recibir una señal de código de tono desde una segunda estación telefónica a través de un canal de entrada en una conexión entre las estaciones telefónicas y para transmitir una señal de retorno a la segunda estación a través de un canal de salida en la conexión telefónica para detener la transmisión de la señal de código de tono; el equipo de transmisión señales comprende un dispositivo receptor que tiene una entrada de señal conectada al canal de entrada y una salida dispuesta para alimentar al contenido de información de la señal de código de tono; un dispositivo transmisor que tiene una entrada de activación y una salida de señal conectada al canal de salida para transmitir a la señal de retorno dependiendo de que el dispositivo transmisor sea activado a través de la entrada de activación; un dispositivo contador que tiene una entrada de activación y una entrada de escritura conectada a la salida del dispositivo receptor para registrar a la información de la señal de código de tono cuando el dispositivo contador es

activada a través de su entrada de activación; y un dispositivo de control que tiene una entrada conectada a la salida del dispositivo receptor y una salida conectada a las entradas de activación del dispositivo transmisor y el dispositivo contador y dispuesto para ser activado dependiendo de la recepción de la señal de código de tono y que comprende un primer medio de demora para inhibir, después de cada activación de la salida del dispositivo de control, la activación continua del mismo durante un primer intervalo predeterminado dentro del cual el dispositivo receptor, como consecuencia de las demoras de señal entre y en las estaciones telefónicas, continúa recibiendo a la señal de código de tono, caracterizado en que el dispositivo de control (9) comprende un segundo y tercer medio de demora (13 y 14) que tienen una salida respectiva y están dispuestos para ser activados después de cada activación de la salida (11) del dispositivo de control durante un segundo intervalo predeterminado de menor duración que el primer intervalo, y durante un tercer intervalo predeterminado de mayor duración que la suma del primer intervalo y la duración de la señal de retorno; y un medio de memoria (15) que tiene una entrada de activación conectada a la salida del segundo medio de demora; una entrada discriminada por la entrada de activación mencionada en último término y conectada a la entrada (16) del dispositivo de control, y una entrada de reposición conectada a la salida del ter-

por medio de demora a ser fijado por una interrupción de la señal de código de tono durante el segundo intervalo cuando se activa el segundo medio de demora y a ser reactivado cuando ha transcurrido el tercer intervalo y cesa la activación del tercer medio de demora, quedando dispuesto para inhibir a la salida del dispositivo de control a fin de evitar su activación.

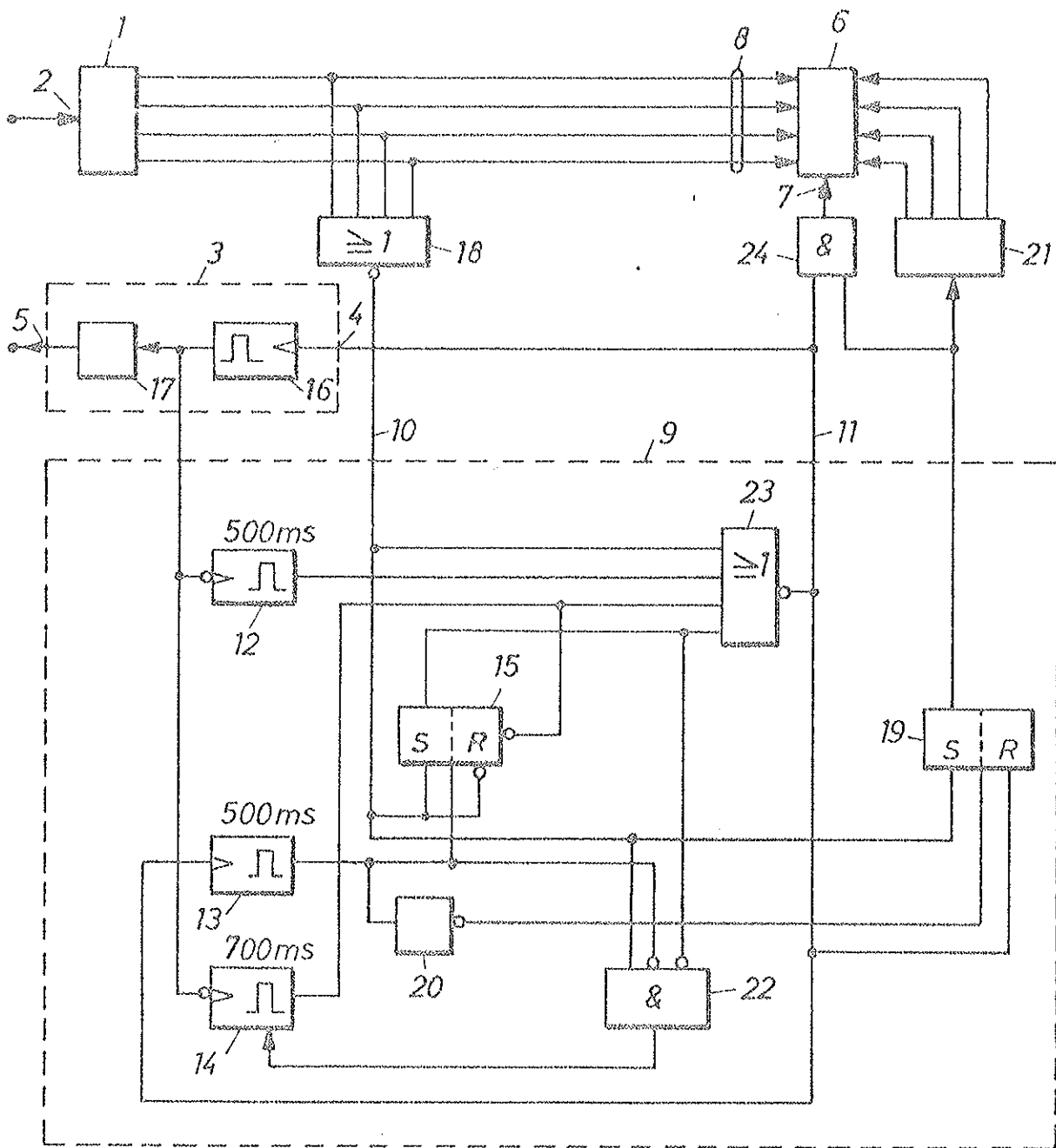
2. Un sistema de teléfono automático, de acuerdo a la reivindicación 1, caracterizada en que el tercer medio de demora tiene una entrada de reposición a la cual se conecta la entrada del dispositivo de control a través del circuito discriminador (22) que tiene dos entradas de inhibición conectadas a la salida del segundo medio de demora y a la salida del medio de demora respectivamente.

3. Un sistema de teléfono automático, de acuerdo a la reivindicación 2, caracterizada en que el tercer medio de demora está en su condición activada dispuesta para inhibir la salida del dispositivo de control.

4. Un sistema de teléfono automático, de acuerdo a la reivindicación 1, caracterizada en que dicho primer medio de demora (12) tiene una entrada de activación conectada a la segunda salida del dispositivo transmisor (3) activada durante la transmisión de la señal de retorno y dispuesta para reactivar su demora a aquel momento en que cesa la activación de la segunda salida del dispositivo transmisor.

6. Un sistema de teléfono automático, de acuerdo a la reivindicación 4, caracterizado en que el primer medio de demora está constituido por un circuito monoestable del tipo de reactivación.

Queda



C O D E M A R , S . L .

APARTADO 104 - CARACAS

(VENEZUELA)

DECLARATION OF INVENTORSHIP

WITH ASSIGNMENT

We, the undersigned

Karl Gustav Gösta Vilhelm Redelius

nationality
Swedish

residing at
Glimmervägen 16
S-191 47 SOLLENTUNA SWEDEN

by these presents declare under oath to be the sole
and true inventors of the invention entitled:

and that we assign in full property without reserva-
tion or limitation whatsoever all our rights on same
in favor of

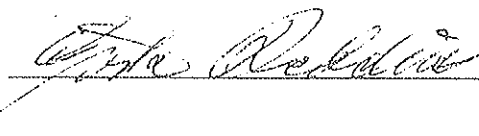
Telefonaktiebolaget L M Ericsson

residing at
S-126 25 STOCKHOLM SWEDEN

who may apply for and obtain in its own name the
registration of the corresponding patent of invention
in the Republic of Venezuela.

Granted and signed at Stockholm, Sweden
on 10th June 1976

INVENTORS:

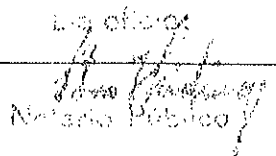


Certificado: que señor Gösta Redelius

ha... firmado de su mano el presente documento que precede

Estocolmo 14 de junio de 1976...

Derecho 30 cor.


Notario Público

DECLARACION DE INVENTORES

CON TRANSFERENCIA

Nosotros,

Karl Gustav Gösta Vilhelm Redelius

de nacionalidad sueca

domiciliados en Glimmervägen 16,
S-191 47 Sollentuna, Suecia,

por el presente documento declaramos bajo jura-
mento ser los únicos y verdaderos inventores de la
invención intitulada:

"SISTEMA DE TELEFONO AUTOMATICO PROVISTO
DE MEDIOS DE PROTECCION CONTRA INTERRUPTIO-
NES NO INTENCIONALES DURANTE LA TRANSMISION
DE SEÑALES DE CONTADOR"

y que cedemos en plena propiedad y sin reserva ni
limitación alguna todos nuestros derechos sobre la
misma a favor de

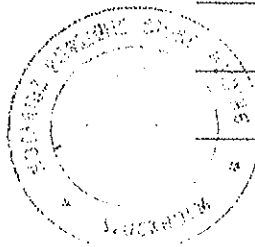
Telefonaktiebolaget L M Ericsson

domiciliada en
Estocolmo, Suecia,

quien podrá solicitar y obtener a su nombre el re-
gistro de la patente de invención correspondiente
en la República de Venezuela.

Dado y firmado en Estocolmo, Suecia,
a los 10 días del mes de Junio de 1976

INVENTORES:



INSTRUCTIONS: The grantors may directly appear before the Venezuelan Consul who shall certify that he knows them and that they have legal capacity to grant this document, or they may appear before a Notary Public who shall make this certification. The Notary's signature will then be legalized by the Venezuelan Consul.

SOLICITUD DE PATENTE DE INVENCION

República de Venezuela.- Ministerio de Fomento.- Registro de la Propiedad Industrial.- Caracas, 18 de octubre de 1976.- 1672 y 1182

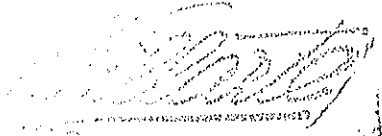
De conformidad con el artículo 60 de la Ley de Propiedad Industrial, se ordena la publicación relativa a la solicitud de la pa tente de invención extranjera siguiente:

"SISTEMA DE TELEFONO AUTOMATICO PROVISTO DE MEDIOS DE PROTECCION
CONTRA INTERRUPCIONES NO INTENCIONALES DURANTE LA TRANSMISION
DE SEÑALES DE CONTADOR"

No patentada en su país de origen. Se refiere a sistema de teléfono automático provisto de medios de protección contra interrupciones no intencionales durante la transmisión de señales de contador. Inventor: KARL GUSTAV GOSTA VILHELM REDELIUS, sueco.

Inscripción Nº 1359 del 30 de julio de 1976

Solicitada por: TELEFONAKTIEBOLAGET L M ERICSSON, domiciliada en Estocolmo, Suecia.


FRANCISCO JOSE VILLARTE
Registrador



EN/3200

La Religión

Fecha: 16-3-44

pag. 8

SOLICITUD DE PATENTE DE INVENCION

República de Venezuela.-
Ministerio de Fomento.-
Registro de la Propiedad Industrial.-Caracas, 18 de octubre de 1976.-167° y 118°.

De conformidad con el artículo 60 de la Ley de Propiedad Industrial, se ordena la publicación relativa a la solicitud de la patente de invención extranjera siguiente:

"SISTEMA DE TELEFONO AUTOMATICO PROVISTO DE MEDIOS DE PROTECCION CONTRA INTERRUPCIONES NO INTERNACIONALES DURANTE LA TRANSMISION DE SEÑALES DE CONTADOR"

...No patentada en su país de origen. Se refiere a sistema de teléfono automático provisto de medios de protección contra interrupción no internacionales durante la transmisión de señales de contador. Inventor: KARL GUSTAV GOSTA VILHELM REDELIUS, sueco.

Inscripción N° 1359 del 30 de julio de 1976

Solicitada por: TELEFONAKTIEBOLAGET L M ERICSSON, domiciliada en Estocolmo, Suecia.

FRANCISCO JOSE
VILLARTE
Registrador

EH/abda.

J - 1359-76

REPUBLICA DE VENEZUELA
MINISTERIO DE FOMENTO
REGISTRO DE LA PROPIEDAD INDUSTRIAL



No. 36.243

TITULO DE PATENTE

Se hace saber que la firma TELEFONAKTIEBOLAGET LM ERICSSON,

domiciliada en Estocolmo, Suecia,

ha cumplido los extremos requeridos por la Ley de Propiedad Industrial para obtener la correspondiente protección Oficial de la patente de invención denominada, " SISTEMA DE TELEFONO AUTOMATICO PROVISTO DE MEDIOS DE PROTECCION CONTRA INTERRUPCIONES NO INTENCIONALES DURANTE LA TRANSMISION DE SEÑALES DE CONTADOR",

En tal virtud se ha ordenado el registro de la referida patente de invención a la cual corresponde el No. 36.243 y confiere el privilegio exclusivo a la firma antes mencionada sus herederos y cesionarios para que ponga en práctica su patente de invención y en los mismos términos pueda usarla, venderla y explotarla.

Este privilegio durará Diez años contados a partir de la fecha del presente título siempre que la interesada dentro del lapso de dos años hubiere puesto en práctica en Venezuela su referida patente de invención

El Estado no garantiza la exactitud, prioridad ni utilidad de la invención, mejora, modelo o dibujo patentados.

Dado, firmado y sellado en Caracas, a los x primer días del mes de marzo de mil novecientos setenta y ocho

Año 1699 de la Independencia y 1208 de la Federación.

El Registrador,

FRANCISCO JOSE VILLARTE



36



15.180 ✓

H-75

Nº 16051354

T-1358

Ciudadano Registrador de la Propiedad Industrial.-----

Su Despacho.-----

Yo, GABRIEL BENTATA, mayor de edad, de este domicilio, Abogado y Agente de la Propiedad Industrial, titular de la cédula de identidad Nº2.081.367, procediendo en mi carácter de apoderado de la firma liechtensteiniana LICALI ESTABLISHMENT, domiciliada en Vaduz, Liechtenstein, a virtud de Poder Nº , ante Ud. ocurro y solicito se otorgue a mi mandante Patente de Invención por máxima validez intitulada:-----

-----" TAPADOR DE CERRADURA "-----

cuyo objeto no ha sido utilizado en Venezuela, a mi conocimiento, ni registrado en su país de origen y cuyo inventor es el ciudadano italiano :-----

GIULIANDREA MERONI, de 78 Corso Italia, Desio (Milán) Italia, quién cedió sus derechos a favor de mi mandante, la cual en este acto, acepta dicho traspaso.-----

Acompaño:-----

1) Descripción en italiano.-----

2) Estampillas fiscales para el pago de la primera anualidad.---

No se acompañan:-----

1) Memoria y reivindicaciones en español ya que se encuentran actualmente en curso de traducción los cuales remitiremos a la brevedad posible.-----

2) Declaración de Inventor con traspaso ya que se encuentra en curso de legalización, el cual remitiré a la brevedad posible.-----

Caracas, 30 de Julio de 1976 .-----

bd

No se acompañan...

"TIRADOR DE CERRADURA"

La presente invención se refiere a una cerradura por botón de presión, para puerta y similares, comprendiendo por lo menos una perilla hueca para el movimiento de la puerta, fijada rígidamente a esta última; un botón de presión en la perilla para el control del cerrojo; dicho botón se mueve con respecto a la perilla; un soporte dentro de la cavidad de la perilla y un sistema de leva controlado por dicho botón de presión, montado en el soporte para accionar al cerrojo de la cerradura a través de dicho botón de presión; el cerrojo se desliza elásticamente por lo menos en un trazo predeterminado dentro de un alojamiento incorporado en el espesor de la puerta. Un tipo de cerradura con perilla al cual se refiere la presente invención está descrito en la patente italiana No. 950.215 y sus patentes relativas según las solicitudes No. 27.529 A/72 del 27 de julio de 1972 y No. 30.577 A/72 del 18 de octubre de 1972.

De acuerdo con la cerradura por botón de presión con perilla fija realizada según la técnica indicada anteriormente, el cerrojo efectúa solamente un breve desplazamiento lo cual da lugar a que la cerradura, especialmente cuando está aplicada a la puerta externa, no ofrezca suficiente garantía de seguridad a causa de que el cerrojo penetra muy poco en el alojamiento formado en la jamba de la puerta.

La presente invención tiene como objetivo lograr una cerradura del tipo indicado anteriormente, en la cual el cerrojo, además de su trayecto convencional, pueda ser empujado fuera de la cerradura en un tramo complementario a fin de que el apoyo con la parte fija de la cerradura, fijada a la jamba de la puerta, sea mucho mayor y ofrezca suficiente garantía de seguridad a fin de permitir la aplicación conveniente de la cerradura aun cuando la puerta sea externa.

Para realizar tal cerradura se presenta el problema de constituir un mecanismo que, dejando inalterado el accionamiento del cerrojo en la parte de la perilla, permita la realización del subsiguiente desplazamiento del mismo mediante el control ofrecido por un dispositivo suplementario, ya sea por una llave, accionable desde la parte frontal de la perilla; todo el conjunto está concebido de modo que pueda ser alojado en una cavidad arlastada con dimensiones adecuadas para poder ser introducido en el espesor de una puerta convencional.

Se soluciona este problema de acuerdo a la invención por el hecho de que el cerrojo está rígidamente unido a un primer cursor en forma de placa y provisto de una ranura que se extiende paralelamente a la dirección de movimiento del

cerrojo; dicho primer cursor está dispuesto en forma deslizante en un segundo cursor en forma de placa, empujado elásticamente en la dirección de movimiento del cerrojo y guiado por una pared del alojamiento incorporado en el espesor de la puerta y provisto también de una ranura respectiva que corresponde por lo menos parcialmente a la ranura del primer cursor, y de medios para la unión con dicho sistema de leva accionada por el botón de presión; dicho primer cursor está provisto en su contorno con una cavidad que apoya en el extremo de una leva oscilante alrededor de un perno rígidamente sostenido en la pared del alojamiento, estando provisto también de un marco en forma de placa montado en forma oscilante alrededor de un perno llevado por el primer cursor; dicho marco está provisto de una ranura moldurada, superpuesta por lo menos parcialmente en la ranura del primer y del segundo cursor, estando provista además en su contorno externo con un perfil de leva que apoya en el extremo de dicha leva oscilante; tiene también una clavija fijada a la pared del alojamiento, atravesando a la ranura del primer y segundo cursor así como a dicho marco oscilante para constituir una guía de desplazamiento rectilíneo y caminos para el primer y segundo cursores; el contorno interno de la ranura del marco oscilante está provisto de una protuberancia

que constituye una guía e en lado y otro de la clavija fija; en la segunda posición aramida por el primer cursor con respecto al segundo cursor se proporciona medios elásticos para empujar a dicho marco, en su perfil de leva, contra el extremo de dicha leva oscilante, existiendo radios cinemáticos para hacer oscilar a dicha leva dependiendo de un control dispuesto en el exterior de la perilla.

Se describirá detalladamente a la invención con referencia a una realización preferida, ofrecida a título indicativo y no limitativo, ilustrada en los dibujos adjuntos, en los cuales:

La figura 1 ilustra una vista en perspectiva parcialmente desarrollada de la cerradura con botón de presión a la cual se refiere la presente invención.

La figura 2 ilustra una vista esquemática en corte transversal, mostrando especialmente la unión entre las dos perillas con respecto a la puerta y al elemento de maniobra del cerrojo.

La figura 3 ilustra el alojamiento del cerrojo, en posición abierta, con los mecanismos de accionamiento del cerrojo y de su control.

La figura 4 ilustra, en una vista en perspectiva desarrollada, a los varios elementos componentes de los mecanis-

mos de accionamiento del cerrojo y de su control.

La figura 5 ilustra los mecanismos de la cerradura de la figura 4, en vista lateral y en posición libre.

La figura 6 representa los mecanismos de la figura 5 en posición intermedia durante la realización del control del cerrojo.

La figura 7 ilustra a los mecanismos de la figura y de la figura 6 en posición bloqueada con toda la maniobra ejecutada.

Con referencia a las figuras anteriores, los números 1 y 2 indican a las perillas que constituyen a la empuñadura para el accionamiento de la puerta la cual se indica parcialmente con el número 3. Dichas perillas son huecas y están fijadas a la puerta 3 mediante elementos de bloqueo por tornillo 4 y 5, de acuerdo a una técnica de montaje convencional.

En el caso ilustrado, solamente la perilla 1 está provista de un botón de presión 6 que acciona un sistema de leva 7, 8 y 8a (consultar especialmente a la figura 2) para el control del cerrojo 9. El sistema de leva 7, 8 y 8a con los correspondientes elementos de soporte montados en la cavidad de la perilla 1, se describen especialmente en la patente italiana No. 950.215 y en las solicitudes de patente

No. 27.529 A/72 y No. 30.577 A/72 a cuyas descripciones y dibujos se hace referencia. El extremo de la leva 8 y 8a que están sobrepuestas entre sí y que, durante el funcionamiento se abren con un movimiento de tijeras, apoya en la rastra 10 unificada al cerrojo 9 en la forma convencional y, más exactamente, apoya dentro de la abertura 10a de tal rastra. Un muelle 11 (figura 3) actúa entre un elemento fijo 12 y un hombro 13 solidario con la rastra 10 y empuja hacia fuera del alojamiento 14 al cerrojo 9.

El accionamiento del botón de presión 6, en la forma convencional y en la forma descrita en las patentes italianas descritas anteriormente, se provoca el retroceso del cerrojo 9 en contra el muelle 11 y por lo tanto la apertura de la cerradura.

De acuerdo a la invención, el alojamiento 14 para el cerrojo 9 está incorporado en el espesor de la puerta 3 entre un nicho opuesto, no ilustrado, y fijado allí mediante la placa frontal 15 y los tornillos 16. De acuerdo con la invención, se adapta a la cerradura de botón de presión, del tipo ilustrado anteriormente, a una puerta externa en la cual se requiere buena seguridad de cierre, y el cerrojo 9 puede ser empujado hacia su alojamiento 14 en un tramo suplementario, indicado por el final de su recorrido, más allá del tramo convencional determinado por el muelle 11.

En el caso particular de una cerradura para puertas externas, tal como se ilustra en los dibujos anexas, únicamente la perilla 1, dirigida hacia la parte interna de la puerta, está provista del botón de presión 6 para el accionamiento del cerrojo en contra del anillo 11, mientras que la perilla 2 montada en la parte externa de la puerta 3 no tiene el correspondiente botón de presión. Se acciona el cerrojo 9 en su tramo convencional contra el anillo 11, mediante el elemento 17 de sección transversal poligonal que atraviesa el alojamiento 14 y termina con los dos extremos entre las perillas huecas 1 y 2. En la perilla interna 1 el elemento 17 está unido a un dispositivo 18, mientras que en la perilla externa está unido al cilindro de una cerradura convencional 19 que puede girar mediante una llave 20.

Con referencia particular a la figura 3, el elemento 17 en el tramo interno del alojamiento 14 es enfilado hacia un cuerpo 21 que puede oscilar a través del accionamiento giratorio de dicho elemento. Dicho cuerpo 21 está provisto de un perfil de leva 22 en el cual apoya el extremo 23 de una leva angular 24 montada en forma oscilante sobre el perno 25 llevado en la pared 14a del alojamiento 14. El otro extremo 26 de la leva 24 apoya contra el hombro 13 en

en la parte opuesta al muelle. Siendo tal hombro solidario con la rastra 10, la rotación hacia la izquierda del elemento 17, con referencia a la figura 3, provoca el retroceso de la rastra 10 y por lo tanto del cerrojo 9, o sea el movimiento rectilíneo que puede ser obtenido en la perilla interna mediante la opresión del botón 6.

En la parte de la perilla externa 2, la rotación del elemento 14 puede ser lograda mediante la llave 20. Con referencia a la figura 3 y también a la figura 4, de acuerdo con la invención, se proporciona a la cerradura mecanismos para efectuar la colocación suplementaria del cerrojo 9, o sea en una posición de seguridad.

Tales mecanismos están constituidos por un primer cursor 27 en forma de placa que está rígidamente unido al cerrojo 9m mediante tornillos 28.

El cursor 27 está provisto de una ranura rectangular 29 cuya longitud, entre las paredes extremas 29a y 29b, corresponde a la suma del recorrido de seguridad del cerrojo 9 y del recorrido convencional del mismo determinado por el muelle 11.

El cursor 27 está sobrepuesto en un segundo cursor 30 en forma de chapa provisto de una ranura rectangular 31 cuya longitud entre las paredes terminales 31a y 31b es esencialmente similar al recorrido convencional del ce-

errojo 9 determinado por el muelle 11.

El cursor 30 es solidario con la rastra 19 con la cual apoya el extremo de la leva 8 y 8a ya ilustrada.

El cursor 30 está provisto de una ranura auxiliar 32 cuyo perfil interno tiene un diente 33, el cual determina dos cavidades laterales 34 y 35 cuya función se verá más adelante.

Una tercera ranura de guía 36, formada en el segundo cursor 30, apoya en la clavija fija 37 montada en la pared 14a para guiar en el movimiento rectilíneo del cursor en la segunda modalidad descrita. En el primer cursor 27 en forma de placa existe un marco 38 que oscila alrededor del perno 39 llevado a vuelo en el cursor 27. Tal marco, desempeñando la función de un pestillo, está provisto de un apéndice 40 replegado por debajo del cursor 30; dicho apéndice apoya normalmente en el peldaño 41 del cursor 27 y está destinado a apoyar, durante el funcionamiento, entre las cavidades 34 y 35 del segundo cursor 30.

Un muelle 42 actúa entre la clavija fija 43 llevada por el cursor 27 y un relieve 44 de dicho marco 38 de modo que empuje a este último en la dirección en la cual apoya el apéndice 40 contra el peldaño 41. Dicho marco está provisto de una ranura moldurada 45 que queda sobrepuesta en la ranura

29 y 31. El contorno interno de tal ranura 45 tiene un diente que define dos guías 46a y 46b destinadas a cooperar con la clavija fija 47 llevada a vuelo en la pared 14a y atravesando a toda la ranura 29, 31 y 45.

El extremo 45a de la ranura 45 constituye una guía formada en el plano perpendicular a la dirección de movimiento del carrojo, al cual pertenece también el extremo 31b de la ranura 31.

Dicho marco 38 está provisto de un perfil de leva 48 formado en su contorno externo; tal perfil de leva es del tipo de doble rampa esencialmente simétrico 48a y 48b.

El perfil de leva 48 apoya contra el extremo libre 49 de una leva 50 que oscila alrededor del perno 37 que atraviesa a la ranura guía 36 del segundo cursor.

El extremo 49 de la leva 50 apoya contra un entalle 51 formado en el primer cursor 27 y que queda subyacente con respecto al perfil de leva 48 del marco oscilante 38. El otro extremo 52 de la leva 50 tiene un ojal 53 por el cual penetra la clavija 54 solidaria con una rastra 55 en forma de placa que lleva también una cavidad destinada a cooperar, como órgano de sector, con la clavija 57 solidaria con el cuerpo 21 ya descrito y que se une en el elemento 17. La ranura 58 sobre la rastra 55 está dispuesta para

guiar el desplazamiento rectilíneo de esta última a través del perno 25 sobre el cual se monta en forma oscilante la leva angular 24. La pared 14b cierra al alojamiento 14 mediante elementos de tornillo convencionales no descritos.

El funcionamiento de la cerradura descrita anteriormente se realiza en la siguiente forma:

En lo que se refiere a la colocación del cerrojo 9 en el tramo convencional determinado por el muelle 11, eso se describió ya anteriormente con relación a la operación determinada por el botón de presión 6 que, en relación a la intervención operativa determinada por el elemento 17, transmite la manivela 18 desde el exterior a través de llave 20.

En lo que se refiere al funcionamiento relativo al desplazamiento de seguridad, tal condición se logra, tanto desde el interior como del exterior, maniobrando solamente al elemento 17 o a través de la manivela 18 o a través de la llave 20.

Suponiendo al dispositivo en la posición ilustrada en la figura 5, la rotación parcial del elemento 17 hacia la izquierda, de acuerdo a la figura 5, determina la colocación de la rastra 55 por intermedio de la clavija 57 dentro de la cavidad 56 en la dirección indicada por la flecha F1. Tal colocación determina la disposición angular de la leva 50

hacia la izquierda y cuyo extremo 49, apretando sobre la rampa 48a del perfil de leva 48, levanta al marco 38. Tal levantamiento libera al diente 46 que constituye una guía con la pared 46a contra la clavija fija 47. El mencionado levantamiento del marco 38 lleva al apéndice 40 fuera de la cavidad 35 del cursor 30.

La posterior disposición angular de la leva 50 provoca el alejamiento del primer cursor 27 y del cerrojo 27, con un desplazamiento relativo con respecto al segundo cursor 30. Se logra el alejamiento mediante el apoyo del extremo 49 de la leva 50 con el entalle 51 del cursor 27 (figura 6). Concluido el alejamiento del cursor 27 y logrado el desplazamiento del cerrojo 9 fuera del alojamiento 14, el marco 38 es empujado por el muelle 42 hacia la derecha, lo cual da lugar a que el diente 46 de su perfil interno forme una guía con la pared 46b contra la clavija fija 47, y el apéndice 40 apoya con la cavidad 34 del segundo cursor 30. En tal posición (figura 7), una eventual acción sobre el botón de presión 6 de la perilla interna 1 no puede provocar el alejamiento del cerrojo ya que la clavija fija 47 bloquea ya sea al cursor 27, a través del marco 38, como al segundo cursor 30 mediante el marco 38 y el apéndice replegado 40.

Cuando se desea abrir la cerradura es necesario reali-

zar una rotación parcial del elemento 17 en sentido inverso, o sea hacia la derecha, a través de la manivela interna 18 o a través de la llave externa 20.

Tal rotación provoca el desplazamiento de la rastra 55 en dirección opuesta a la flecha F1, el alejamiento angular inverso de la leva oscilante 50 y nuevamente el levantamiento del marco 38 con el consiguiente acoplamiento del diente 46 de la clavija fija 47.

El extremo 49 de la leva 50 puede alejarse hacia atrás del primer cursor 27 hasta llegar a la posición primitiva con la reentrada del cerrojo 9 mediante un tramo correspondiente a su desplazamiento. En tal posición, el apéndice 40 queda nuevamente apoyado en la cavidad 35 del segundo cursor 30 (figura 5) con el resultado de que se puede lograr un alejamiento posterior de este último en forma solidaria con el cursor 27 al cual está fijado el cerrojo 9 por intermedio de la leva 8 y 8a sobre la rastra 10, ya sea por intermedio del elemento 17 sobre la leva angular 24 que comprimirá al hombro 13 de la rastra 10 contra el muelle 11.

Con el dispositivo de acuerdo a la invención se logra la ventaja de disponer de una cerradura controlada por botón de presión, provista también de un dispositivo de seguridad para el cerrojo que permite el empleo de la cerradura en puertas externas.

REIVINDICACIONES

1. Una cerradura por botón de presión, para puertas y similares, comprendiendo por lo menos una perilla hueca para mover a la puerta y fijada rígidamente a la misma; un botón de presión en la perilla para el control del cerrojo; dicho botón de presión se mueve con respecto a la perilla; un soporte dentro de la cavidad de la perilla y un sistema de leva, controlado por dicho botón de presión, montado en dicho soporte para accionar al cerrojo de dicha cerradura a través del botón de presión; el cerrojo se desplaza elásticamente por lo menos un tramo predeterminado dentro de un alojamiento incorporado en el espesor de la puerta, caracterizada por el hecho de que el cerrojo (9) está rígidamente unido a un primer cursor (27) en forma de placa provisto de una ranura (29) que se extiende paralelamente a la dirección de movimiento del cerrojo; dicho primer cursor (27) está sobrepuesto en un segundo cursor (30) en forma de placa, empujado elásticamente en la dirección de movimiento del cerrojo y guiado sobre la pared (14a) del alojamiento (14) incorporado en el espesor de la puerta (3), provisto también de una ranura respectiva (31) que corresponde por lo menos

parcialmente a la ranura (29) del primer cursor (27), teniendo también medios (10) para la unión con dicho sistema de leva (7, 8, 8a) que acciona al botón de presión (6); dicho primer cursor está provisto en su contorno con una cavidad (51) que apoya con el extremo (49) de una leva (50) que oscila alrededor de un perno (37) rígidamente llevado al vuelo en dicha pared (14a) del alojamiento y teniendo también un marco (38) en forma de placa montado de manera oscilante alrededor de un perno (39) llevado por el primer cursor (27); dicho marco (38) está provisto de una ranura moldurada (45) sobrepuesta por lo menos parcialmente en la ranura del primero y segundo cursor y teniendo en su contorno externo un perfil de leva (48) que apoya el dicho extremo (49) de la leva oscilante (50); tiene también una clavija (47) fijada a la pared (14a) de dicho alojamiento, atravesando a la ranura del primer y segundo cursores así como el marco oscilante para constituir una guía de desplazamiento rectilíneo y una guía para el primer y segundo cursores; el contorno interno de la ranura del marco oscilante tiene una protuberancia (46) que forma una guía a uno y otro lado de la clavija fija (47) en la segunda posición asumida por el primer cursor con respecto al segundo; se proporciona medios elásticos (42) para empujar a dicho marco (38) con su perfil

de leva (48) contra el extremo (49) de la leva oscilante (50) y medios cinemáticos (17, 54, 55, 56, 57) dispuestos para hacer oscilar a dicha leva dependiendo de un control (18, 20) colocado fuera de la perilla.

2. La cerradura por botón de presión, de acuerdo a la reivindicación 1, caracterizada por el hecho de que dichos medios cinemáticos comprenden una clavija (17) con por lo menos un extremo maniobrable que gira fuera de por lo menos una de las perillas fijadas a la puerta; un elemento de sector (56, 57) angularmente desplazable através de dicha clavija (17), apoya con el extremo de una rastra (55) en forma de placa que se desplaza paralelamente a la dirección de movimiento del cerrojo (9); su otro extremo apoya, a través de una clavija (54), con un ojal (53) formado en el extremo (52) de la leva oscilante (50) opuesta al extremo (49) apoyado con el perfil de leva (48) del primer marco oscilante (38) y con el entalle (51) del primer cursor (27) en forma de placa; se proporciona medios guía (25, 58) para la rastra (55) en por lo menos una pared (14a) del alojamiento (14) que se incorpora en el espesor de la puerta.

3. La cerradura, de acuerdo a la reivindicación 2, caracterizada por el hecho de que el elemento (17) está asociado con por lo menos una perilla (2) y un elemento de control

por llave (19, 20).

4. La cerradura por botón de presión, de acuerdo a las reivindicaciones 1 a 3, caracterizada por el hecho de que dicho elemento de sector (56, 57) desplazable angularmente a través del elemento (17) está provisto de un perfil de leva (22) en apoyo de fricción con el extremo (23) de una leva auxiliar (24) que oscila alrededor de un perno (25) fijado a la pared (14a) de dicho alojamiento (14); el otro extremo (26) de la leva (24) está en apoyo deslizante con una guía (13) que forma parte integral del segundo cursor en forma de placa (30) para determinar la retracción, dentro del alojamiento, del segundo cursor (30) que forma parte solidaria del primer cursor (27) y del cerrojo (9) en forma concomitante o alternativa al sistema de leva (7, 8, 8a) accionado por el botón de presión (6) de la cerradura.

5. La cerradura, de acuerdo a la reivindicación 4, caracterizada por el hecho de que la leva auxiliar (24) tiene una configuración angular.

6. La cerradura, de acuerdo a las reivindicaciones 1 a 5, caracterizada por el hecho de que la ranura (31) del segundo cursor se extiende en la dirección de movimiento del cerrojo (9) en una longitud esencialmente igual al recorrido de este

último determinado por dicho sistema de leva (7, 8, 8a) accionado por el botón de presión (6) de la cerradura y haciendo de guía en el sentido opuesto de movimiento contra la clavija fija (47) que atraviesa a la ranura (31, 29) de los cursores.

7. La cerradura, de acuerdo a las reivindicaciones 1 a 6, caracterizada por el hecho de que la ranura (29) del primer cursor (27) solidaria con el cerrojo (9) se extiende paralelamente a la dirección de movimiento del mismo en un trazo esencialmente igual a la suma del recorrido del cerrojo determinado por el sistema de leva (7, 8, 8a) accionado por el botón de presión (6) y del recorrido de seguridad determinado por la rotación de dicho elemento (17), el extremo (29a, 29b) de la ranura (29) forma una guía en un sentido y también en el sentido opuesto del movimiento contra dicha clavija fija (47).

8. La cerradura, de acuerdo a las reivindicaciones 1 a 7, en la cual la protuberancia (46) del perfil interno de la ranura (45) de dicho marco oscilante (38) está colocada para constituir una guía (45a) que desacopla, por oscilación del mencionado marco, contra la clavija fija (47) en un plano perpendicular a la dirección de movimiento del cerrojo (9) que pertenece también al extremo (31b) de la ranura (31) del

segundo cursor en forma de placa (30) que está contrapuesta al cerrojo.

2. La carcasa, de acuerdo a las reivindicaciones 1 a 8, en la cual dicho curso oscilante tiene, en su perfil externo, un apéndice (40) replegado hacia el segundo cursor en forma de placa (30) y que apoya, con su extremo libre, en una ranura auxiliar (32) del segundo cursor (30); dicha ranura auxiliar define dos cavidades laterales (34, 35) en una de las cuales (35) apoya el extremo del apéndice (40) para hacer solidario al primer cursor (27) con el segundo cursor (30) durante el recorrido de repliegue del cerrojo (9) controlado por el sistema de leva (7, 8, 8a), mientras que en la otra cavidad (34) apoya el apéndice (40) después de que el cerrojo ha realizado el recorrido normal, para bloquear el desplazamiento en otros sentidos de los mencionados cursores.

FIG. 1

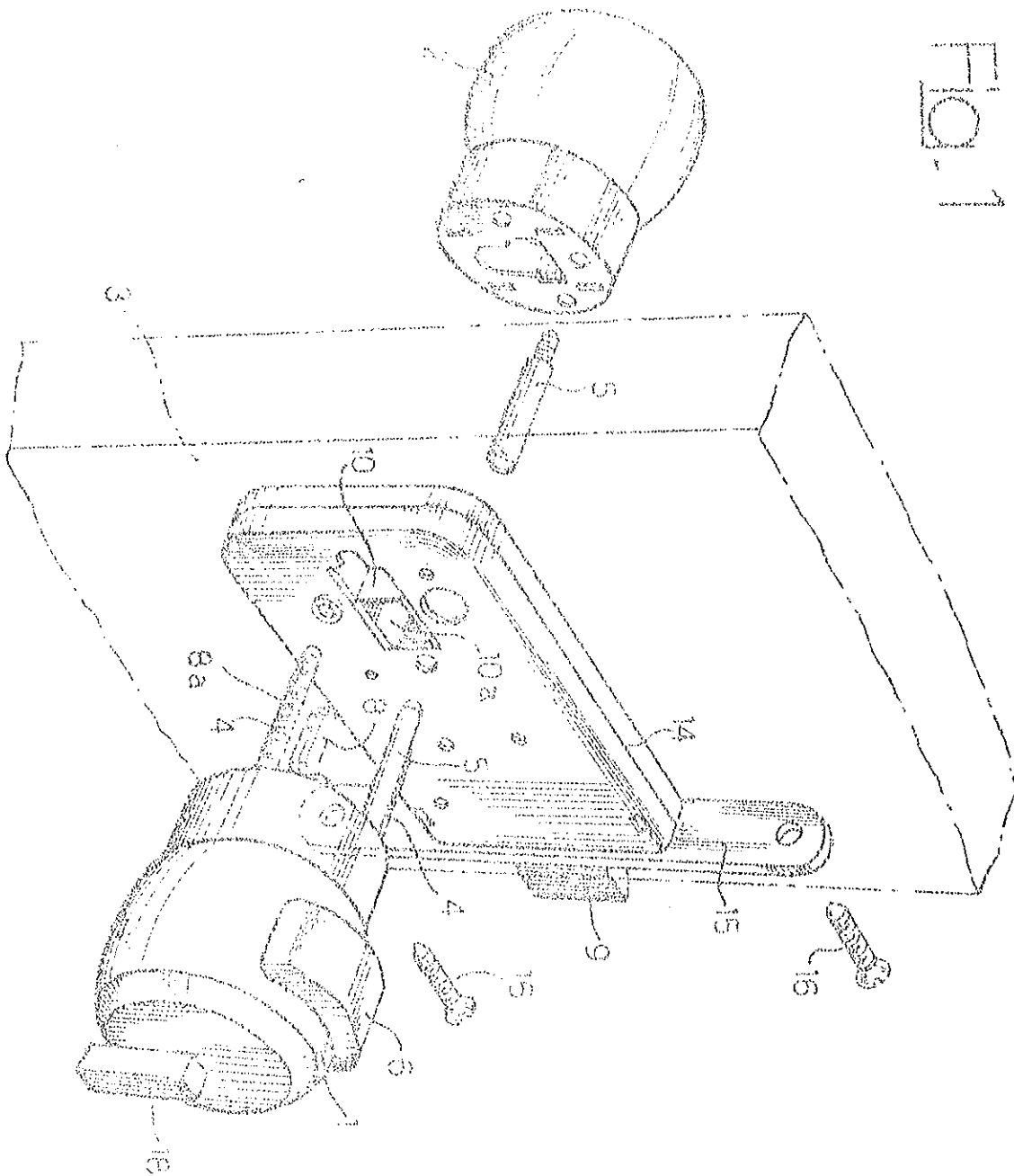
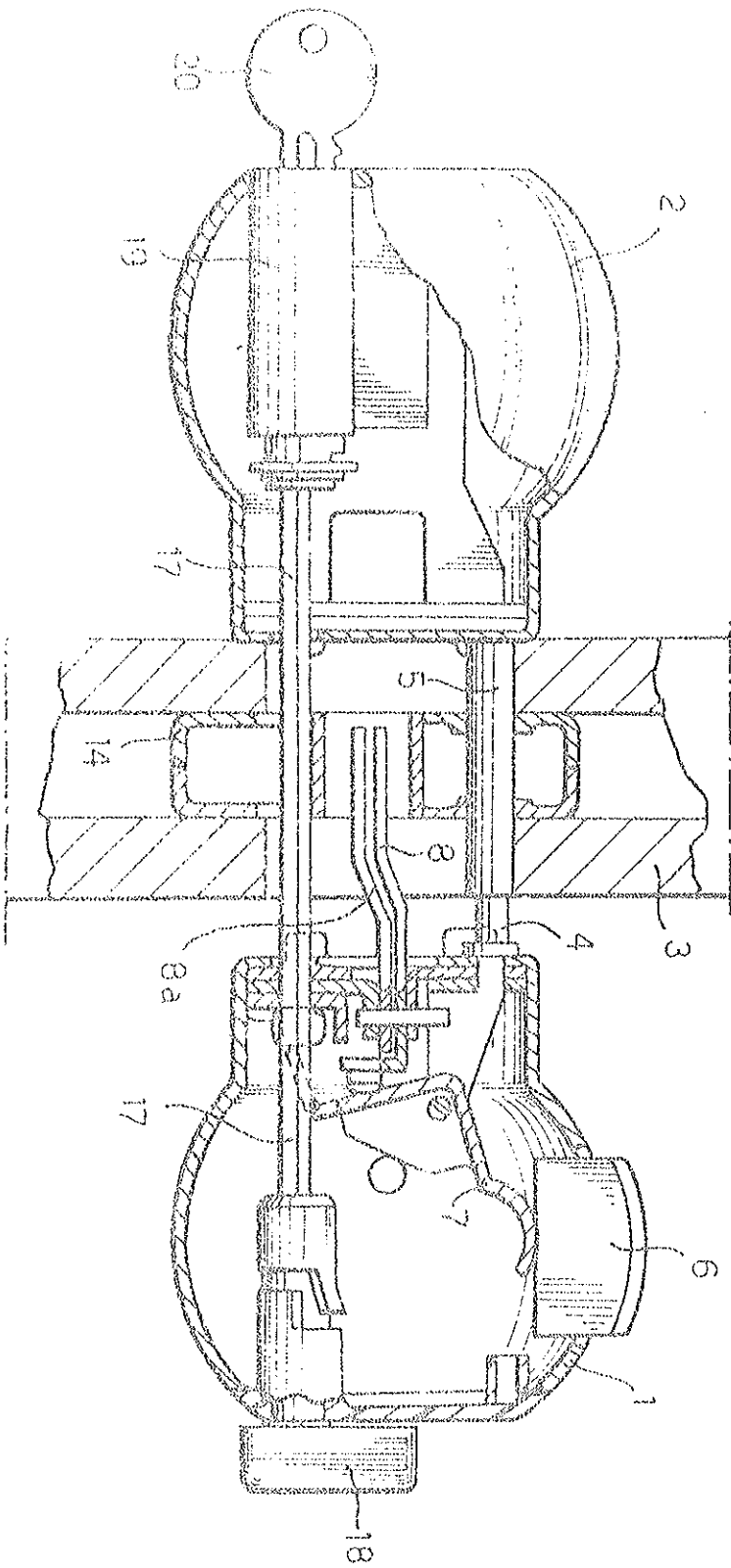


Fig. 2



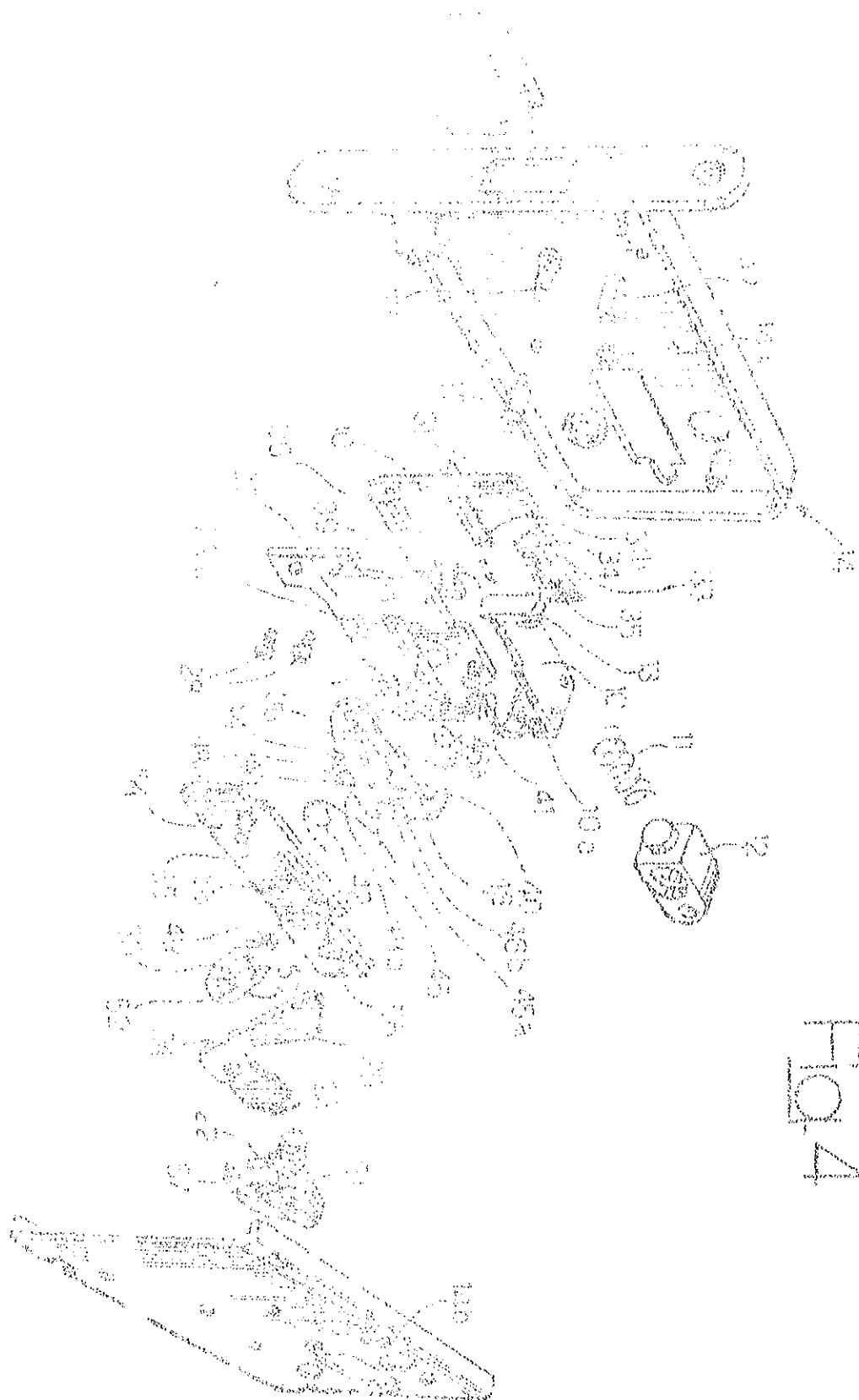


FIG. 4

Fig. 5

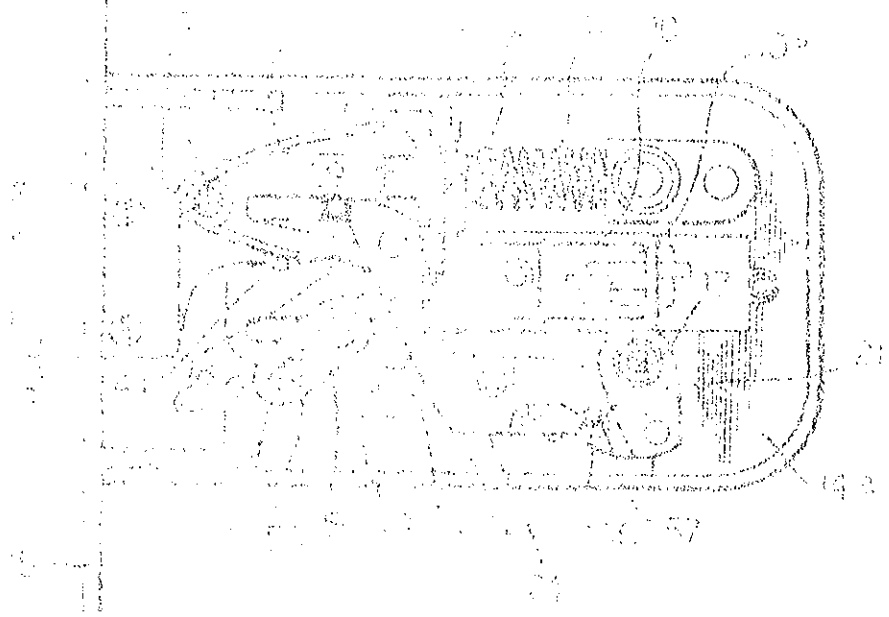
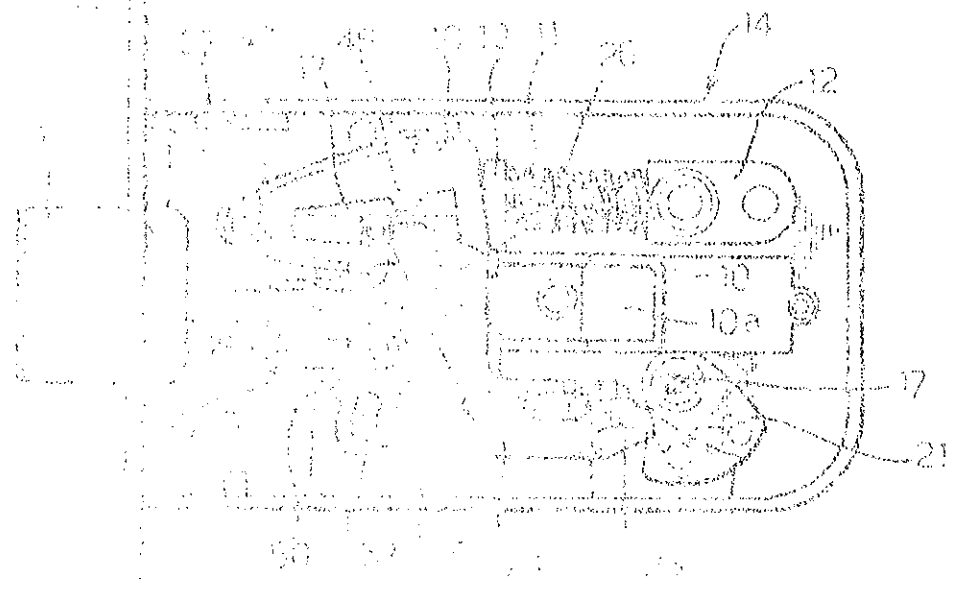
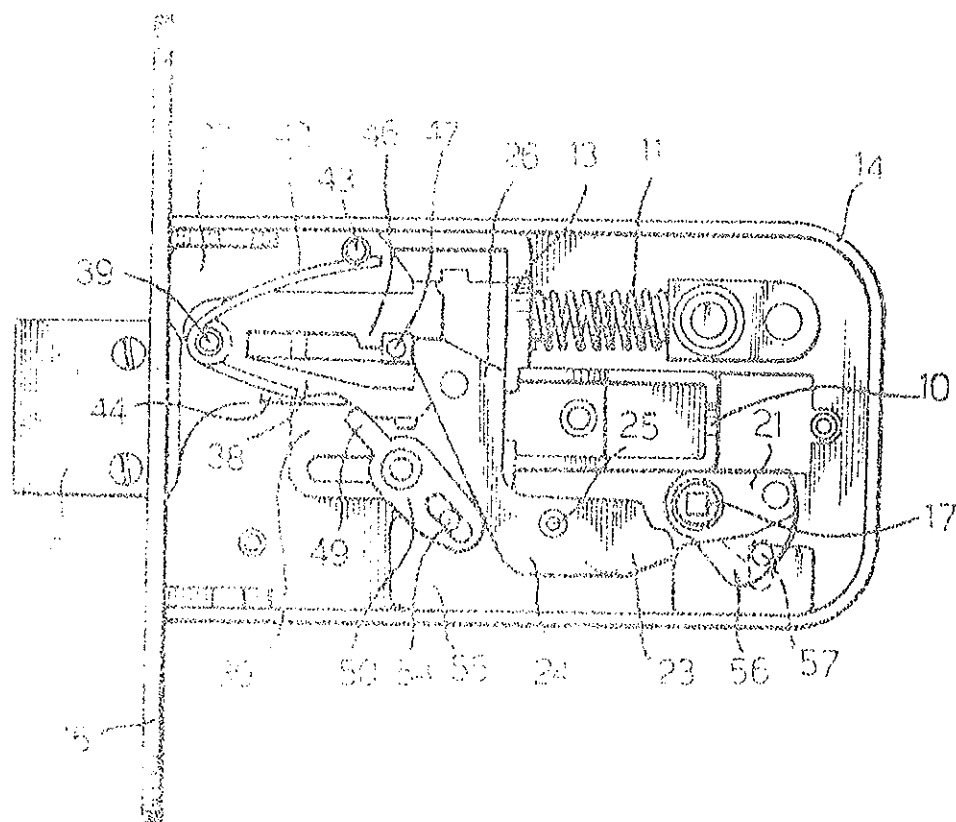


Fig. 6



FO-7



SOLICITUD DE PATENTE DE INVENCION

República de Venezuela.- Ministerio de Fomento.- Registro de la Propiedad Industrial.- Caracas, 18 de octubre de 1976.- 1678 y 1188

De conformidad con el artículo 60 de la Ley de Propiedad Industrial, se ordena la publicación relativa a la solicitud de la pa tente de invención extranjera siguiente:

"TIRADOR DE CERRADURA"

No patentada en su país de origen. Se refiere a tirador de cerradura.
Inventor: GIULIANDREA MERONI, italiano.

Inscripción Nº 1356 del 30 de julio de 1976

Solicitada por: CICALA ESTABLISHMENT, domiciliada en Vaduz, Liechtenstein

FRANCISCO JOSE VILLARTE
Registrador

El/la



La Religión

Fecha: 16-3-77
7.000. 8

SOLICITUD DE PATENTE DE INVENCION República de Venezuela.- Ministerio de Fomento.- Registro de la Propiedad Industrial.-Caracas, 18 de octubre de 1976.-167° y 118°. De conformidad con el artículo 60 de la Ley de Propiedad Industrial, se ordena la publicación relativa a la solicitud de la patente de invención extranjera siguiente: "TIRADOR DE CERRADURA" ..No patentada en su país de origen. Se refiere a tirador de cerradura. Inventor: GIULIANDREA MERONI, italiano. Inscripción N° 1358 del 30 de julio de 1976. Solicitada por: CICALA ESTABLISHMENT, domiciliada en Vaduz, Liechtenstein. FRANCISCO JOSE VILLARTE Registrador EH/abda.

I - 1358-76.

REPUBLICA DE VENEZUELA
MINISTERIO DE FOMENTO
REGISTRO DE LA PROPIEDAD INDUSTRIAL



No. 36.242

TITULO DE PATENTE

Se hace saber que la firma CICALA ESTABLISHMENT,

domiciliada en Vaduz, Liechtenstein,

ha cumplido los extremos requeridos por la Ley de Propiedad Industrial para obtener la correspondiente protección Oficial de la patente de Invención denominada "TIRADOR DE CERRA-
DURA"

En tal virtud se ha ordenado el registro de la referida patente de Invención
a la cual corresponde el No. 36.242 y confiere
el privilegio exclusivo a la firma antes mencionada
sus herederos y cesionarios para que ponga en práctica
su patente de Invención
y en los mismos términos pueda usarla, venderla y explotarla.

Este privilegio durará Diez años contados a partir de la fecha del presen-
te título siempre que la interesada dentro
del lapso de dos años hubiere puesto en práctica en Venezuela su referida patente de
Invención

El Estado no garantiza la exactitud, prioridad ni utilidad de la invención, mejora, modelo
o dibujo patentados.

Dado, firmado y sellado en Caracas, a los xx primer días del mes de
marzo de mil novecientos setenta y ocho

Año 168º de la Independencia y 120º de la Federación.

El Registrador,

FRANCISCO JOSE VILLARTE

15.165



H-75

Nº 15095553

Ciudadano Registrador de la Propiedad Industrial.-----

Su Despacho.-----

Yo, GABRIEL BENTATA, mayor de edad, de este domicilio, Abogado y Agente de la Propiedad Industrial, titular de la cédula de identidad N°2.081.367, procediendo en mi carácter de apoderado dela firma alemana ~~WILHELM KLOTZ & CO. GMBH~~, domiciliada en Frankfurt/Main, Alemania, a virtud de Poder N°15.265, ante Ud. ocurro y solicito se otorgue a mi mandante Patente de Invencción por máxima validez intitulada ~~PROCESO PARA LA PREPARACION DE 1,3-DIHIDRO-1'-DIMETILEGSI-1,3-DIACETIL-2-FENIL-ESTERO (TACONIZOPURANO) "~~,-----

cuyo objeto no ha sido utilizado en Venezuela; a mi conocimiento, ni registrado en su país de origen cuyo inventor es el ciudadano norteamericano:-----

SOLOMON SAMUEL KLIOZE, de H3 Garden lane, Flemington, Estado de New Jersey, Estados Unidos de América, quien cedió sus derechos a favor de mi mandante, la cual en este mismo acto, acepta dicho traspaso.----

Acompaño:-----

1) Declaración de Inventor con traspaso debidamente legalizada y traducida por Intérprete Público.-----

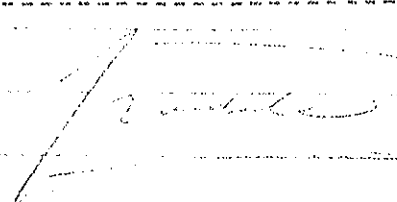
2) Memoria y reivindicaciones en doble ejemplar.-----

3) Estampillas fiscales para el pago de la primera anualidad.----

Esta patente no tiene diseños.-----

Caracas, 23 de Julio de 1976.-----

bd.-



HOE 76/F 042

P A T E N T E D E I N V E N C I O N

a favor de

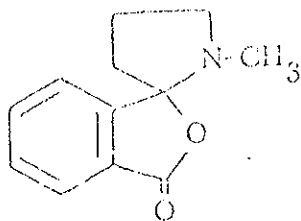
HOECHST AKTIENGESELLSCHAFT, de nacionalidad alemana,
residente en Frankfurt (Main) -(República Federal Alemana)
por: "Procedimiento para la preparación de 1,3-dihidro-
-1'-dimetilfosfinilalcohol-3-fenilespiro (isobenzofurano)s"

Memoria descriptiva

Esta invención se refiere a nuevos 1,3-dihidro-1'-
-dimetilfosfinil alcohol-3-fenilespiro(isobenzofurano)s y
a sus sales farmacéuticamente aceptables, que son útiles co-
mo antidepresivos, a un método para preparar los mismos, a
un método de tratamiento de la depresión con cantidades de
los mismos farmacéuticamente eficaces, y a composiciones
farmacéuticas que contienen tales compuestos como ingredien-
tes activos esenciales.

Hasta donde llegan los conocimientos de la solici-
tante, los compuestos de esta invención no han sido, hasta
ahora, descritos ni sugeridos. Las espiro(ftalan-piperidina)s
descritas por W. J. Houlihan y otros en la patente de Esta-
dos Unidos 3.686.186, los 1,3-dihidroespiro (isobenzofurano)s
descritos por Bauer y Kosley en la solicitud de patente de
Estados Unidos número de serie 424.080 presentada el 12 de
diciembre de 1973, los 1,3-dihidro(isobenzofurano)s substi-
tuidos descritos por Bauer y Kosley en la solicitud de pa-
tente de Estados Unidos número de serie 502.650, presentada
el 3 de Septiembre de 1974, y los 1,3-dihidro-3-fenil-1'-
(2-propinil)-espiro(isobenzofurano)s descritos por Raffy
en la solicitud de patente de Estados Unidos número de se-
rie 596.163, presentada el 15 de julio de 1975, están fue-
ra del alcance de esta invención.

Lo mismo se aplica al producto natural de la fór-
mula



5

descrito por Y. Inushubi y otros (Chem. and Pharm. Bull. (Japan), 12, 749 (1964)).

10

Los compuestos de la presente invención, que difieren significativamente de los compuestos de la técnica anterior, poseen una inesperada actividad antidepresiva.

15

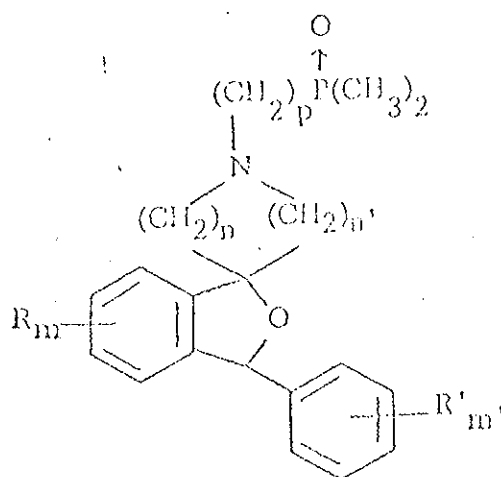
Se ha reconocido ampliamente que son esenciales requerimientos especiales de estructura química para una sustancia que ha de pasar la misteriosa barrera de la sangre al cerebro, con el fin de que sea capaz de penetrar en el sistema nervioso central. Muchos de los agentes antidepresivos actualmente en uso, por ejemplo, son de naturaleza fuertemente lipófila y se supone, generalmente, que éste es un requerimiento esencial de propiedad estructural o física para la entrada en el cerebro. Por lo tanto, es sorprendente encontrar que los compuestos de esta invención que poseen el radical fosfinilo altamente polar, pasan fácilmente la barrera de la sangre al cerebro para producir un efecto antidepresivo. Además, es sorprendente que la presencia de un grupo altamente polar sobre el nitrógeno básico no interfiera con la actividad antidepresiva. La buena actividad de

20

25

los compuestos de la invención no está anticipada, en tanto en cuanto se reconoce generalmente que un nitrógeno básico que lleva pequeños substituyentes lipófilos, tales como un grupo metílico, es esencial para una buena actividad anti-
 5 presiva.

Esta invención se refiere a nuevos 1,3-dihidro-
 -1'-dimetiliosfinilalechil-3-fenilspiro(isobenzofurano)s de la fórmula



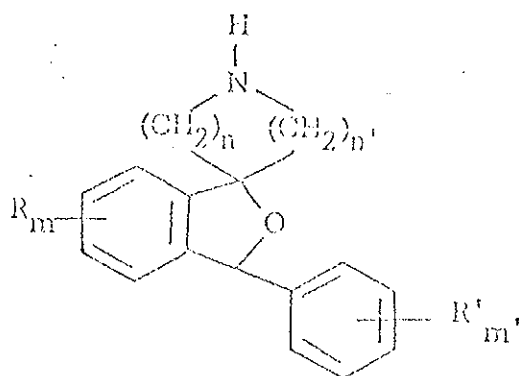
en la que R y R' son hidrógeno, alcoholo inferior, alcoxi inferior, halógeno o hidroxilo; m y m' son enteros 1 ó 2; n y n' son enteros de 1 a 3, siendo la suma de n y n' 3, 4 ó 5; p es un entero de 1 a 4; y a las sales de adición de áci-
 20 do de los mismos farmacéuticamente aceptables. Se pretende que los términos "alcoholo inferior" y "alcoxi inferior" in-
 cluyan alcoholo y alcoxi de 1 a 6 átomos de carbono.

25 Son realizaciones preferidas de la presente inven-

ción aquéllas en las que la suma de n y n' es 4, p es 1 y R y R' son hidrógeno, alcohol de 1 a 3 átomos de carbono, alcoxi de 1 a 4 átomos de carbono, halógeno o hidroxilo.

Los ácidos útiles para la preparación de sales de adición de ácido farmacéuticamente aceptables de esta invención, incluyen ácidos inorgánicos tales como clorhídrico, bromhídrico, sulfúrico, nítrico, fosfórico y perclórico, así como ácidos orgánicos, tales como ácidos tartárico, cítrico, acético, succínico, maleico, fumérico y oxálico.

Los compuestos de la presente invención se preparan por adición de un óxido de alcohol halogenado-dialfósforina de la fórmula $X-CH_2(CH_2)_qP(=O)(CH_3)_2$ en la que X es cloro o bromo y q es un entero de 0 a 3, a un 1,3-dihidro-3-fenilspiro(isobenzofuran-cicloazalcano) de la fórmula



en presencia de un disolvente orgánico y de un agente de eliminación de ácido, a una temperatura comprendida entre la ambiente y el punto de reflujo de la mezcla de reacción.

Los materiales de partida de 1,3-dihidro-3-fenilspiro(isobenzofuran)s se describen en la solicitud de patente de Estados Unidos número de serie 502.650 citada anteriormente. En un método preferido, se utiliza dimetilformamida como disolvente y carbonato potásico como agente de eliminación de ácido, a una temperatura de 100°C. Los compuestos en los que R ó R¹ son hidroxí se preparan por desalcohilación de los correspondientes compuestos alcoxi de la invención, por métodos conocidos en la técnica. Un método preferido es el tratamiento de tales compuestos alcoxi con un ácido, tal como ácido bromhídrico o tribromuro de aluminio, en las condiciones normales de las reacciones de hidrólisis.

Los compuestos de la presente invención son útiles para el tratamiento de la depresión en mamíferos, como se ha demostrado por su aptitud para inhibir la depresión inducida en los ratones por la tetrabenazina (International Journal of Neuropharmacology, 8, 73 (1969)), un ensayo normalizado para las propiedades útiles antidepresivas. Así, por ejemplo, el hemihidrato de 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-fenilspiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina) efectúa una inhibición del 50% de la ptosis de la depresión inducida por la tetrabenazina, en una dosis intraperitoneal de 4,05 mg/kg de peso del cuerpo. Este dato indica que los compuestos de la presente invención son útiles para el tra-

taimiento de la depresión en los mamíferos, cuando se administran en cantidades que oscilan entre 0,1 y aproximadamente 50 mg por kg de peso del cuerpo por día.

Ejemplos ilustrativos de los compuestos de la invención son:

- 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-6-fluoro-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina);
- 1,3-dihidro-1'-(2-(dimetilfosfinil)-etil)-3-(4-fluorofenil)espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina);
- 1,3-dihidro-3-(3,4-dimetoxifenil)-1'-dimetilfosfinilmetil-espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina);
- 1,3-dihidro-1'((3-dimetilfosfinil)-propil)-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina);
- 1,2',3,3',4',5',6',7'-octahidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-azepina);
- 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-fenil-5-propoxi-espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina);
- 1,3-dihidro-1'-(2-(dimetilfosfinil)-etil)-3-(4-etilfenil)espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina); y
- 1,3-dihidro-1'-((4-dimetilfosfinil)-butil)-6-isopropil-3-fenil-espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina).

Se pueden administrar a un paciente cantidades eficaces de los compuestos de la invención, por cualquiera de los diversos métodos, por ejemplo, por vía oral, como en forma de cápsulas o tabletas, por vía parenteral, en forma

de soluciones o suspensiones estériles, y, en algunos casos, por vía intravenosa, en forma de soluciones estériles. Los productos finales en forma de base libre, aunque son eficaces por sí mismos, pueden ser formulados y administrados en forma de sus sales de adición farmacéuticamente aceptables, por razones de estabilidad, conveniencia de cristalización, solubilidad acrecentada y similares.

Los compuestos activos de la presente invención pueden ser administrados por vía oral, por ejemplo, con un diluyente inerte o con un vehículo o excipiente comestible, o bien pueden ser encerrados en cápsulas de gelatina, o pueden ser comprimidos en forma de tabletas. Con fines de administración terapéutica por vía oral, los compuestos activos de la invención pueden ser incorporados a excipientes y utilizados en forma de tabletas, trociscos, cápsulas, elixires, suspensiones, jarabes, sellos, goma de mascar y similares. Estas preparaciones deben contener por lo menos 0,5% de compuesto activo, pero este contenido puede variarse, dependiendo de la forma particular, y puede estar comprendido, convenientemente, entre 4% y aproximadamente 70% del peso de la unidad. La cantidad de compuesto activo en tales composiciones es tal que se obtenga una dosis adecuada. Se preparan composiciones y preparaciones preferidas de acuerdo con la presente invención, de tal modo que una forma unitaria de dosis para vía oral contiene entre 1,0 y 300

mg de compuesto activo.

Las tabletas, píldoras, cápsulas, trociscos y similares, pueden contener, también, los siguientes ingredientes: un aglomerante, tal como celulosa microcristalina, goma de tragacanto o gelatina; un excipiente tal como almidón o lactosa, un agente de desintegración, tal como ácido algínico, Primogel, almidón de maíz y similares; un lubricante tal como estearato magnésico o Sterotex; un agente de deslizamiento, tal como dióxido de silicio coloidal; pudiéndose añadir un agente edulcorante, tal como sacarosa o sacarina, o un agente aromatizante, tal como menta piperita, salicilato de metilo o un aroma de naranja. Cuando la forma unitaria de dosis es una cápsula, ésta puede contener, además de materiales del tipo anterior, un excipiente líquido, tal como un ácido graso. Otras formas unitarias de dosis pueden contener otros diversos materiales, que modifican la forma física de la unidad de dosis, por ejemplo, en forma de recubrimientos. Por lo tanto, las tabletas o las píldoras pueden estar recubiertas con azúcar, goma laca, u otros agentes de recubrimiento entéricos. Un jarabe puede contener, además de los compuestos activos, sacarosa, como agente edulcorante, y ciertos agentes de conservación, tintes y colorantes y agentes aromatizantes. Los materiales utilizados para la preparación de estas diversas composiciones, deben ser farmacéuticamente puros y no tóxicos en las can-

tidades utilizadas.

Para los fines de administración terapéutica por vía parenteral, los compuestos activos de la invención pueden ser incorporados a soluciones o suspensiones. Estas preparaciones deben contener, por lo menos, 0,1% de compuesto activo, pero este porcentaje puede variarse hasta que sea entre 0,5 y aproximadamente 30% del peso de las mismas. La cantidad de compuesto activo en tales composiciones, es tal que se obtenga una dosis eficaz. Las composiciones y preparaciones preferidas de acuerdo con la presente invención, se preparan de tal modo que las unidades de dosis para administración parenteral, contienen entre 0,5 y 100 mg de compuesto activo.

Las soluciones o suspensiones pueden incluir, también, los siguientes componentes: diluyentes estériles, tales como agua para inyección, soluciones salinas, aceites fijos, polietilenglicoles, glicerina, propilenglicol u otros disolventes sintéticos; agentes antibacterianos, tales como alcohol bencílico o metilparabén; antioxidantes, tales como ácido ascórbico o bisulfito sódico; agentes de quelación, tales como ácido etilendiamintetraacético; agentes tampón, tales como acetatos, citratos o fosfatos, y agentes para el ajuste de la tonicidad, tales como cloruro sódico o dextrosa. Las preparaciones parenterales pueden encerrarse en ampollas, jeringas desechables o viales de dosis múltiples,

hechos de vidrio o plástico.

PARTICULAR EXPERIMENTAL

3,0 g de carbonato potásico anhidro y 1,39 g de
óxido de clorometildimetilfosfina, se añaden a una solución
de 2,65 g de 1,3-dihidro-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-
-piperidina) en 40 ml de dimetilformamida. La suspensión re-
sultante se calienta bajo nitrógeno a 100°C, durante 20 ho-
ras. Se deja que la mezcla de reacción se enfríe, se diluye
con 400 ml de benceno y, seguidamente, se lava con agua. La
capa orgánica se separa y se seca y el disolvente se separa
por evaporación, dejando un aceite de color naranja. El acei-
te se tritura con una mezcla de éter y éter de petróleo (4:1)
y seguidamente, se enfría para dar cristales de color amaril-
lo pálido, que son recristalizados en una mezcla de bence-
no-hexano para formar un sólido cristalino casi incoloro,
punto de fusión 96-99°C, de hemihidrato de 1,3-dihidro-1'-
-dimetilfosfinilmetil-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-pi-
peridina).

Análisis:

Calculado para: $C_{21}H_{26}NO_2P \cdot 1/2H_2O$: 69,21% C; 7,47% H; 3,48% N.
Encontrado: 69,14% C; 7,05% H; 3,87% N.

De una manera análoga, se tratan 1,3-dihidro-3-
-fenilespiro(isobenzofuran-1,3'-pirrolidina), 1,3-dihidro-
3-fenilespiro(isobenzofuran-1,3'-piperidina), 1,3-dihidro-
-6-metoxi-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina),

1,3-dihidro-5-metoxi-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina), 1,3-dihidro-3-(4-tolil)espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina), 1,3-dihidro-3-(4-metoxifenil)espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina) y 1,3-dihidro-3-(4-fluorofenil)espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina), para proporcionar 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,3'-pirrolidina), 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,3'-piperidina), 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-6-metoxi-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina), 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-5-metoxi-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina), 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-(4-tolil)-espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina), 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-(4-metoxifenil)espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina) y 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-(4-fluorofenil)-espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina), respectivamente.

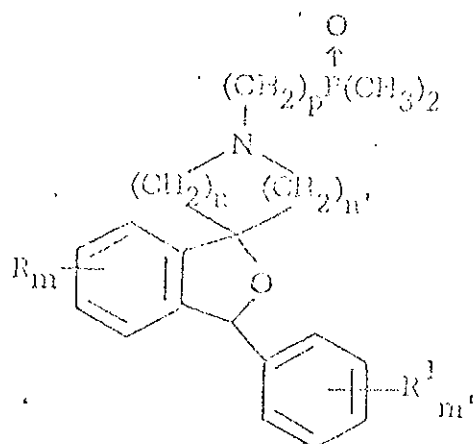
Similarmente, el tratamiento de 1,3-dihidro-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina) con óxido de 2-cloroetil dimetilfosfina y óxido de 3-cloropropil dimetilfosfina, produce 1,3-dihidro-1'-(2-(dimetilfosfinil)etil)-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina) y 1,3-dihidro-1'-(3-(dimetilfosfinil)-propil)-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina), respectivamente.

Una solución de 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-6-metoxi-3-fenilespiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina)

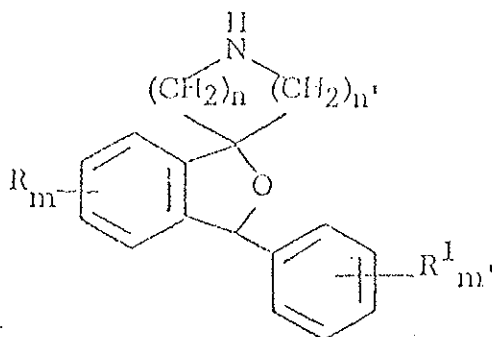
y ácido bromhídrico de 48%, se calienta bajo reflujo, se enfría, se diluye con agua, se neutraliza con bicarbonato sódico y se extrae con cloroformo. La solución cloroformica se seca y el cloroformo se separa por evaporación, proporcionando 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-6-hidroxi-3-fenilspiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina). De una manera análoga, se tratan 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-5-metoxi-3-fenilspiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina) y 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-(4-metoxifenil)espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina) para proporcionar 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-5-hidroxi-3-fenilspiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina) y 1,3-dimetilfosfinilmetil-3-(4-hidroxifenil)-espiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina), respectivamente.

REIVINDICACIONES

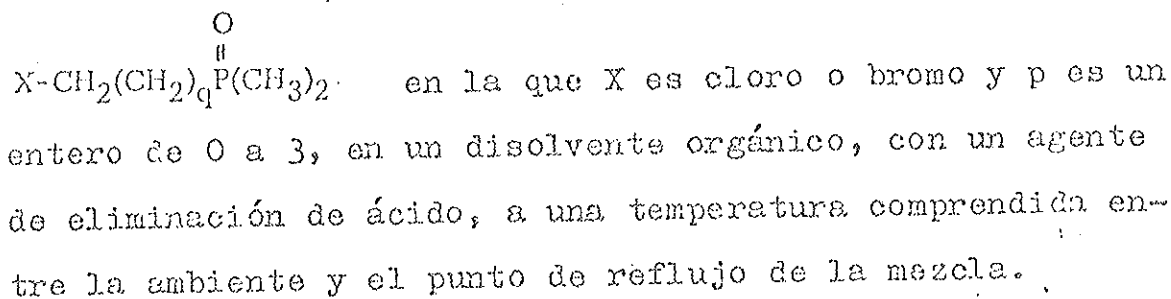
1a.- Un procedimiento para la preparación de un compuesto de la fórmula



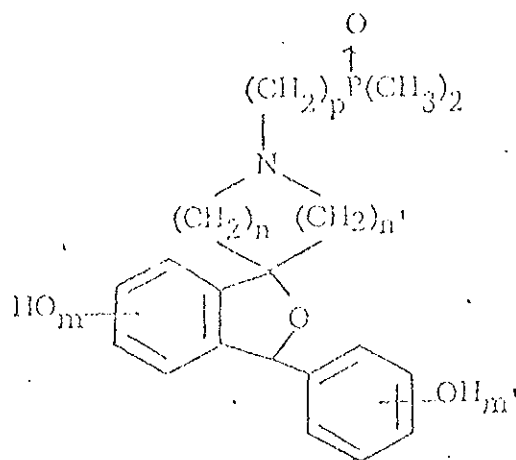
en la que R y R¹ son hidrógeno, alcohol inferior, alcoxi inferior, halógeno o hidroxí; m y m' son los enteros 1 ó 2; n y n' son enteros de 1 a 3, siendo la suma de n y n' de 3, 4 ó 5; y p es un entero de 1 a 4, que comprende hacer re-
 5 accionar un 1,3-dihidro-3-fenilespiro(isobenzofuran-ciclo-azalcano) de la formula



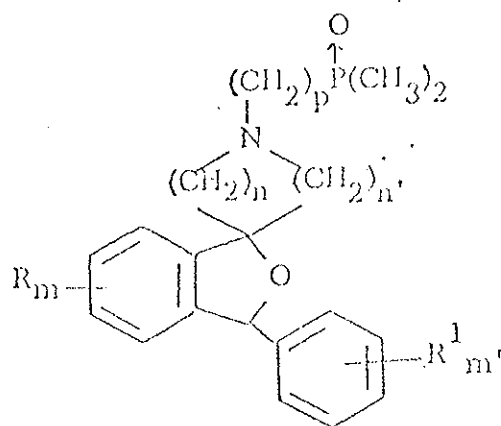
15 con un óxido halogenado de dimetilfosfina de la fórmula



2 a.- Un procedimiento para la preparación de un compuesto que contiene por lo menos un grupo hidroxí, de la fórmula



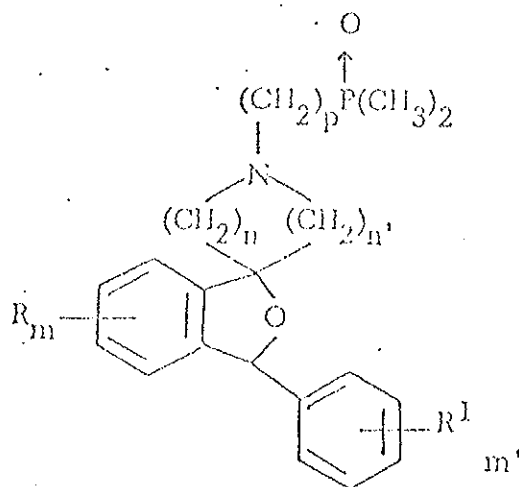
en la que m y m' son el entero 0, 1 ó 2; n y n' son enteros de 1 a 3, siendo la suma de n y n' de 3, 4 ó 5; y p es un entero de 1 a 4, que comprende desalcoholar un compuesto que contiene por lo menos un grupo alcoxi inferior de la fórmula



en la que R y R^1 son alcoxi inferior.

Procedimiento para la preparación de
 3a.- Un compuesto de la fórmula

5



10 en la que R y R¹ son hidrógeno, alcoholo inferior, alcoxi inferior, halógeno o hidroxilo; m y m' son los enteros 1 ó 2; n y n' son enteros de 1 a 3, siendo la suma de n y n' de 3, 4 ó 5; p es un entero de 1 a 4; y las sales de adición de ácido e hidratos del mismo, farmacéuticamente aceptables.

15 4a.- Un compuesto como se define en la reivindicación 1a, en el que R y R¹ son hidrógeno y m y m' son 0 ó 1.

5a.- Un compuesto como se define en la reivindicación 2a, en el que p es 1.

20 6a.- Un compuesto como se define en la reivindicación 2a, en el que R y R¹ son hidrógeno, alcoholo de 1 a 3 átomos de carbono, alcoxi de 1 a 4 átomos de carbono, halógeno o hidroxilo.

7a.- Un compuesto como se define en la reivindicación 4a, en el que n y n' son enteros de 1 a 3, siendo

la suma de n y n' de 3 ó 4.

Procedimiento para la preparación de

8a.- Un compuesto como se define en la reivindicación 5a, en el que b es 1.

Procedimiento para la preparación de

5 9a.- Un compuesto como se define en la reivindicación 1a, en el que R y R' son hidrógeno, metilo, metoxi, cloro, flúor o hidroxilo; m y m' son 1 y n y n' son enteros de 1 a 3, siendo la suma de n y n' de 3 ó 4.

c Procedimiento para la preparación de

10a.- Un compuesto como se define en la reivindicación 7a, en el que la suma de n y n' es 4.

Procedimiento para la preparación de

10 11a.- Un compuesto como se define en la reivindicación 7a, en el que p es 1.

Procedimiento para la preparación de

12a.- Un compuesto como se define en la reivindicación 1a, en el que p es 1.

Procedimiento para la preparación

13a.- del compuesto definido en la reivindicación 1a, que es 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-fenilspiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina).

Procedimiento para la preparación

14a.- del compuesto definido en la reivindicación 1a, que es 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-fenilspiro(isobenzofuran-1,3'-pirrolidina).

Procedimiento para la preparación

20 15a.- del compuesto definido en la reivindicación 1a, que es 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-fenilspiro(isobenzofuran-1,3'-piperidina).

Procedimiento para la preparación de un

25 16a.- Compuesto definido en la reivindicación 1a, que es 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-6-hidroxi-3-fenilspiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina).

Procedimiento para la preparación
17a'.-- del compuesto definido en la reivindicación

1a, que es 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-5-hidroxi-
-3-fenilspiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina).

Procedimiento para la preparación
18a'.-- del compuesto definido en la reivindicación

5 1a, que es 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3(4-fluoro
fenil)spiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina).

Procedimiento para la preparación
19a'.-- del compuesto definido en la reivindicación

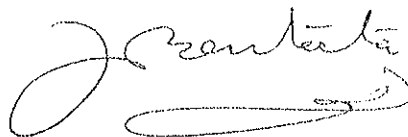
1a, que es 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilmetil-3-(4-hidro
xifenil)-spiro(isobenzofuran-1,4'-piperidina).

10 20a'.-- Un método de tratar la depresión, que com-
prende administrar a un paciente una cantidad farmacéutica-
mente eficaz de un compuesto definido en la reivindicación

1a.

Procedimiento para la preparación de
21a'.-- Una composición farmacéutica, que comprende

15 entre aproximadamente 0,5 y 70% en peso de un compuesto de-
finido en la reivindicación 1a, como ingrediente activo,
siendo el resto un excipiente del mismo farmacéuticamente
aceptable.



20

25

18/65

C O D E M A R, S. A.

CAPITAL PA. 100,000 PAGADOR - SUCEDEORA DE J. BENTATA
APARTADO 104 - CARACAS
(VENEZUELA)

DECLARATION OF INVENTORSHIP
WITH ASSIGNMENT

I,
~~Wacker~~ undersigned
Solomon Samuel Klioze

nationality US citizen

residing at H3, Garden Lane,
Flemington, N.J., United States of
America

by these presents declare under oath to be the
sole and true inventors of the invention entitled:

"Procedimiento para la preparaci3n de 1,3-dihidro-1'-
dimetilfosfinilalcohol-3-fenil-espiro (isobenzofurano)s"

and that we assign in full property without re-
servation or limitation whatsoever all our rights
on same in favor of

HOECHST AKTIENGESELLSCHAFT

residing at
6230 Frankfurt/Main 80,
Federal Republic of Germany

who may apply for and obtain in its own name the
registration of the corresponding patent of in-
vention in the Republic of Venezuela.

Somerville, N.J., USA, this 19th day of April 1976 and
Granted and signed at Frankfurt/Main

INVENTORS: Solomon Samuel Klioze
Solomon Samuel Klioze

ASSIGNEES:

Hoechst
Aktiengesellschaft

H. Klioze J. Klioze

DECLARACION DE INVENTORES
CON TRANSFERENCIA

Nosotros,
SOLOMON SAMUEL KLIOZE

de nacionalidad norteamericana

domiciliados en H3 Garden Lane,
Flemington, New Jersey, USA

por el presente documento declaramos bajo jura-
mento ser los 6nicos y verdaderos inventores de
la invenci3n intitulada:

y que cedemos en plena propiedad y sin reserva
ni limitaci3n alguna todos nuestros derechos so-
bre la misma a favor de

HOECHST AKTIENGESELLSCHAFT

domiciliada en Frankfurt/Main,
Alemania

quien podr3 solicitar y obtener a su nombre el re-
gistro de la patente de invenci3n correspondiente
en la Rep6blica de Venezuela.

Dado y firmado en

a los 24 d3as del mes de Junio de
1976

INVENTORES:

CESIONARIOS:

A través de la presente se certi- Die umstehenden, heute vor mir aner-
fica oficialmente que los señores kannten Unterschriften der Herren

- 1) Dr. Karl Albert Endemann, Schwalbach
- 2) Dr. Hans Heinz Reuter, Mainz

- por mi personalmente conocidos -
han firmado este documento.

- beide persönlich bekannt -
werden hiermit beglaubigt.

Simult-áneamente, se certifica que
los señores indicados bajo 1 y 2
están autorizados a representar
y firmar conjuntamente por las
HOECHST AKTIENGESSELLSCHAFT,
Frankfurt(Main), según inscripción
en el Registro Mercantil vista
hoy por el Notario.

Gleichzeitig wird bestätigt, daß
die Herren zu 1) und 2) gemeinsam
zeichnungs- und vertretungsberech-
tigt sind für die HOECHST AKTIEN-
GESELLSCHAFT, Frankfurt(Main),
laut Eintragung im Handelsregister,
das vom Notar heute eingesehen
wurde.

Frankfurt(Main), a los 24
Junio de 1976

Frankfurt(Main), den 24. Juni
1976

A. Hans Reuter

N o t a r

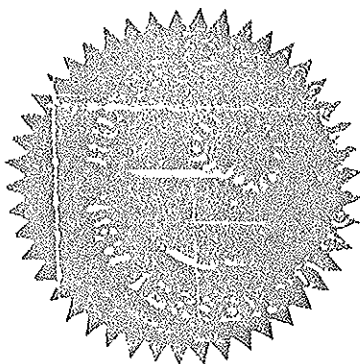
No. 15/76 der Urkundenrolle

Kostenrechnung

Geschäftswert	DM 10.000.--	
Geb. §§ 141, 32, 45	Kost0	DM 15.--
Geb. § 150	Kost0	DM 10.--
5,5 % Mehrwertsteuer		DM 1.38
		<u>DM 26.38</u>

Notar: *[Signature]*

STATE OF NEW JERSEY }
COUNTY OF HUNTERDON } ss.



I, Mildred C. Larason, Clerk of the County of Hunterdon,
and also Clerk of the County Court, Law Division, in and for said county, said Court
being a Court of Record, do hereby certify, That

Michelle M. Moore

whose name is subscribed to the certificate of acknowledgment, proof, affidavit or
deposition, of the annexed instrument, and written thereon, was at the time of taking
such certificate of acknowledgment, proof, affidavit or deposition, a Notary Public of
New Jersey in and for said county duly commissioned, qualified and sworn, and
authorized by the laws of said State of New Jersey to take acknowledgments and proofs
of deeds or conveyances for land; tenements and hereditaments, and also to take deposi-
tions and administer oaths to be used in any Court in said State, and for general
purposes; and further that I am well acquainted with the handwriting of such
Notary Public and verily believe that the signature to said acknowledgment, proof or
deposition is genuine.

Filing of the Impression of the seal of said Notary Public is not required in the
State of New Jersey.

In Witness Whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of said Court

and County, the 27th day of April, 19 76

Mildred C. Larason, Clerk

GRATIS

REPUBLICA DE VENEZUELA
Consulado General en New York

#1414.-

Se legaliza la firma que antecede del señor *Wilder*
Humberto Los Andes Perrey
sin prejuzgar acerca de ningún otro extremo, de fondo, ni



MAY - 4 1976

El Cónsul General,

DERECHOS, PAGADEROS EN VENEZUELA



A. Ramos

ROSA RAMOS
VICE CONSUL

SOLICITUD DE PATENTE DE INVENCION

República de Venezuela.- Ministerio de Fomento.- Registro de la Propiedad Industrial.- Caracas, 11 de octubre de 1976.- 167º y 118º

De conformidad con el artículo 60 de la Ley de Propiedad Industrial, se ordena la publicación relativa a la solicitud de la patente de invención extranjera siguiente:

"PROCEDIMIENTO PARA LA PREPARACION DE 1,3-DIHIDRO-1'-DIMETILFOSFINILALCOHIL -3-FENILESPIRO (ISODENZOFURANO) S"

No patentada en su país de origen. Se refiere a procedimiento para la preparación de 1,3-dihidro-1'-dimetilfosfinilalcohol-3-fenilespiro (iso benzofurano)s. Inventor: SOLOMON SAMUEL KLIOZE, norteamericano.

Inscripción nº 1320 del 23 de julio de 1976

Solicitada por: HOECHST AKTIENGESSELLSCHAFT, domiciliada en Frankfurt/Main, Alemania.

FRANCISCO JOSE VILLARTE
Registrador

EH/abda



La Religión

Fecha: 16-3-74

fos-9

SOLICITUD DE PATENTE DE INVENCION República de Venezuela. Ministerio de Fomento. Registro de la Propiedad Industrial.-Caracas, 11 de octubre de 1973.-167° y 118°. De conformidad con el artículo 60 de la Ley de Propiedad Industrial, se ordena la publicación relativa a la solicitud de la patente de invención extranjera siguiente: "PROCEDIMIENTO PARA LA PREPARACION DE 1,3-DIHIDRO-1-DIMETILFOSFINILALCOHIL -3-FENILESPIRO (ISOBENZOFURANO) S" ...No patentada en su país de origen. Se refiere a procedimiento para la preparación de 1,3 -dihidro-1 -dimetilfosfinilalcohol-3-fenillespiro (isobenzofurano)s. Inventor: SALOMON SAMUEL KLOZE, norteamericano. Inscripción N° 1320 del 23 de julio de 1973. Solicitada por: HOECHST AKTIENGESSELLSCHAFT, domiciliada en Frankfurt/Main, Alemania. FRANCISCO JOSE VILLARTE Registrador EH/abda
--

1-1320-46

REPUBLICA DE VENEZUELA
MINISTERIO DE FOMENTO
REGISTRO DE LA PROPIEDAD INDUSTRIAL

No. 1030

EL CIUDADANO _____

HA CONSIGNADO HOY EN ESTE REGISTRO, EN ESPECIES FISCALES, LA

SUMA DE _____

Bs. 2

CORRESPONDIENTE A LOS DERECHOS QUE A CONTINUACION SE ESPECIFICAN:

CLASE DE ACTO _____

INTERESADO _____

REGISTRO _____

CESION _____

RENOVACION _____

CERTIFICACIONES _____

DERECHOS DE ESCRITURA _____

NOTAS _____

PAPEL PROTOCOLO _____

TOTAL Bs. 2

ACTOS RELATIVOS A LA SOLICITUD DE: 1320/76

CARACAS, 10 DE 2 DE 1976

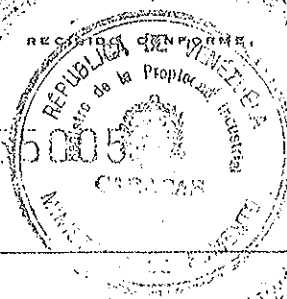
SERIE

No.

255005

OBSERVACIONES: _____

PARA EL EXPEDIENTE



REPUBLICA DE VENEZUELA
MINISTERIO DE FOMENTO
REGISTRO DE LA PROPIEDAD INDUSTRIAL



No. 36.239

TITULO DE PATENTE

Se hace saber que la firma HOECHST AKTIENGESellschaft,

domiciliada en Frankfurt/Main, Alemania,

ha cumplido los extremos requeridos por la Ley de Propiedad Industrial para obtener la correspondiente protección Oficial de la patente de invención denominada: "PROCEDIMIENTO PARA LA PREPARACION DE 1,3-DIHIDRO-1'-DIMETILFOSFINILALCOHIL-3-FENILESPIRO (ISOBENZOFURANO)S",

En tal virtud se ha ordenado el registro de la referida patente de invención a la cual corresponde el No. 36.239 y confiere el privilegio exclusivo a la firma antes mencionada sus herederos y cesionarios para que ponga en práctica su patente de invención y en los mismos términos pueda usarla, venderla y explotarla.

Este privilegio durará Diez años contados a partir de la fecha del presente título siempre que la interesada dentro del lapso de dos años hubiere puesto en práctica en Venezuela su referida patente de invención

El Estado no garantiza la exactitud, prioridad ni utilidad de la invención, mejora, modelo o dibujo patentados.

Dado, firmado y sellado en Caracas, a los xx primer días del mes de marzo de mil novecientos setenta y ocho

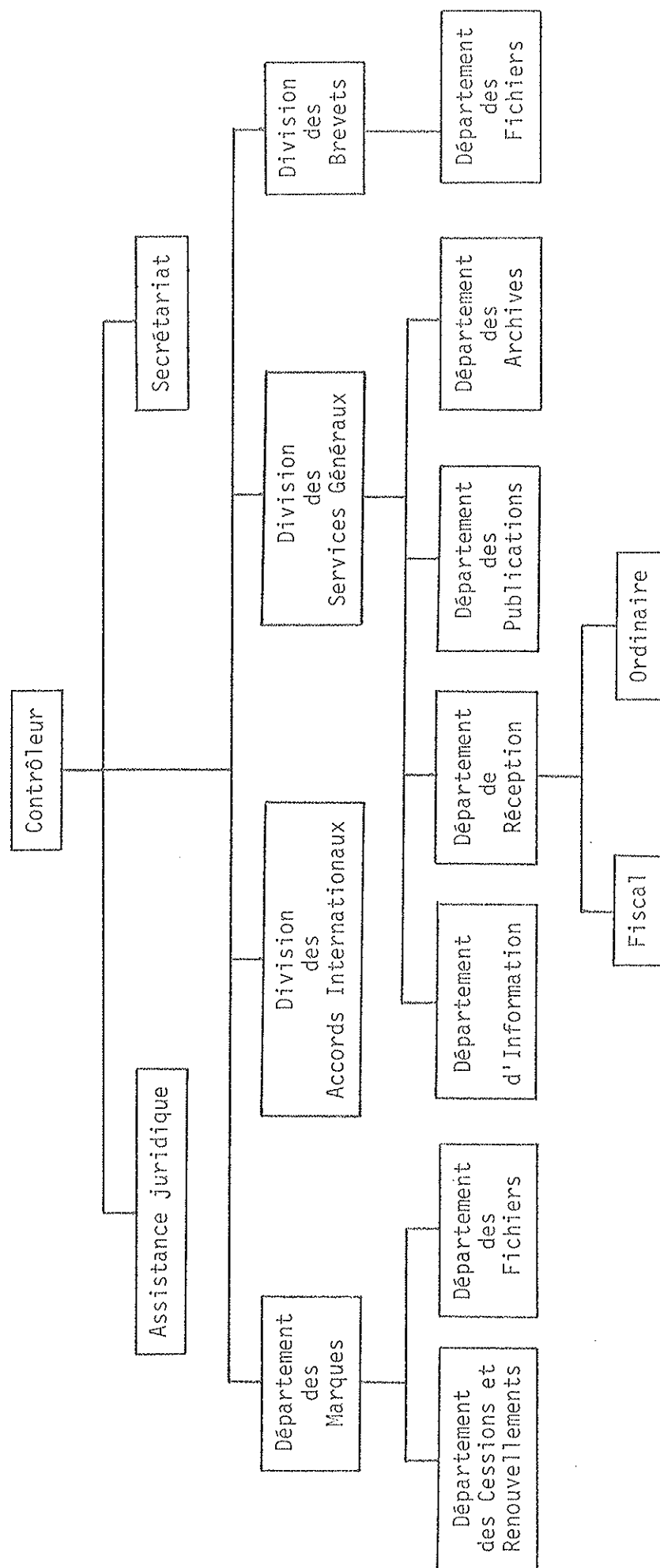
Año 1689 de la Independencia y 120 de la Federación.

El Registrador,

FRANCISCO JOSE VILLARTE
REGISTRO DE FOMENTO

ANNEXE III

ORGANIGRAMME STRUCTURAL DU REGISTRE DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE VENEZUELIEN (*)



(*) Source : Ministère de l'Industrie au Vénéuélia.

ANNEXE IV

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES POUR LA PRÉPARATION DES RÉSUMÉS DES BREVETS (13)

Introduction

1. Pour que les résumés préparés par ou pour les utilisateurs de brevets puissent atteindre un maximum de qualité et d'uniformité, les instructions suivantes sont recommandées.

2. Comme indiqué dans le titre, ces instructions générales ne concernent que les sujets qui sont soumis aux autorités compétentes.

3. Il est en plus recommandé de suivre les instructions utilisées habituellement par les autorités du pays où le brevet est déposé.

4. Ci-joint, à titre d'exemples, quelques indications pour la préparation des résumés de brevets, tirées du "Patent Cooperation Treaty" (PCT) et de la "Convention Européenne des Brevets" (EPC) comme des règles existant dans les Offices de Propriété Industrielle. Ces indications peuvent être plus spécifiques que celles mentionnées dans les instructions générales. Cela concerne par exemple la longueur des résumés (longueur maximum recommandée : 250 mots au Canada et aux U.S.A. ; 200 mots au Brésil) ou, en France, l'inclusion de données bibliographiques telles que le titre de l'invention, le nom de l'inventeur et la présence de dessins.

5. Dans les cas où les demandes de brevets contiennent des dessins, certains pays demandent à ce que les résumés contiennent une légende de ces dessins.

(13) WIPO. ICIREPAT Manual. General guidelines for the preparation of abstracts of patent documents / Traduit de l'anglais ; p. 3.12.1 (E) - 3.12.3 (E), 1976.

INSTRUCTIONS GENERALES

Définition

6. LE RESUME D'UN BREVET EST LA DESCRIPTION ET LA DEFINITION PRECISES DE SON CONTENU TECHNIQUE. Il doit permettre à son lecteur, sans tenir compte du degré de familiarisation du lecteur avec les brevets, de connaître rapidement le caractère technique du brevet.

Présentation

7. LE RESUME DOIT ETRE AUSSI CLAIR ET PRECIS QUE POSSIBLE. En général, pas plus de 250 mots, de préférence entre 50 et 150 mots. Il peut contenir des formules chimiques ou mathématiques et des tableaux. Des phrases comme "Ce texte concerne" ou "L'invention définie par ce texte" ou "Cette invention concerne" sont à éviter, ainsi que des mots comme "dit" ou "signifie".

Contenu

8. LE RESUME DOIT CONDUIRE DIRECTEMENT A LA NOUVEAUTE DE L'INVENTION. Si l'invention modifie un appareil, un procédé, un produit ou une composition, le résumé doit y conduire rapidement, de même que si l'invention concerne un secteur tout nouveau. Si les documents constituant un brevet concernent particulièrement une composition et contiennent des modifications de sa méthode de préparation, cela devrait également apparaître dans le résumé. En cas d'alternatives contenues dans le brevet, il faut y faire référence et les mentionner.

9. Les résumés doivent contenir, le cas échéant, au moins :

- a) si c'est une machine, un appareil ou un système, son organisation et son fonctionnement ;
 - b) si c'est un produit, sa méthode de fabrication ;
 - c) si c'est un composant chimique, sa préparation ;
 - d) si c'est un mélange, ses composants ;
 - e) si c'est un procédé, les différentes étapes pour y parvenir ;
- bien sûr, sans donner trop de détails techniques.

10. Dans le cas d'inventions chimiques, les indications générales et les formules chimiques doivent être données.

11. Les résumés ne doivent pas contenir de jugements personnels et d'allusions aux applications possibles.

12. L'utilisation de la "checklist" jointe est recommandée. Dans la "checklist" suivante, l'utilisateur doit, après avoir étudié les sujets, placer le signe du contrôle (check) dans la deuxième colonne, derrière les termes indiqués dans la première colonne. Les résumés doivent contenir les éléments indiqués dans la colonne 3, éléments vérifiés par un signe de contrôle dans la quatrième colonne.

Si l'invention est ...	Contrôle	le résumé doit contenir :	(si oui) Contrôle
un produit		son identité, son utilisation, sa construction, son organisation, sa méthode de fabrication.	
un composant chimique		son identité, sa méthode de préparation, ses propriétés, son utilisation.	
un mélange		sa nature, ses propriétés, son utilisation, ses composants essentiels, la proportion de ses composants si cela est significatif, sa préparation.	
une machine, un appareil ou un système		sa nature, son utilisation, sa construction, son organisation, sa fonction, son emploi.	
un procédé ou une opération		sa nature et ses caractéristiques, le matériel et les condi- tions d'emploi, les produits utilisés si cela est significatif, la nature des étapes de fabrication si elles sont multiples.	
Si le résumé contient plusieurs alternatives		l'indication des autres alternatives existantes ; si ce n'est pas possible, il faut indiquer qu'il existe d'autres alterna- tives et que l'on peut diverger de l'alternative choisie.	

Nombre total de mots : moins de 250 ☐ entre 50 et 150 ☐